



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiafana - Tanindrazana - Fandrosoana

PROJET DE LOI
PORTANT LOI DE REGLEMENT
2016



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	II
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES GRAPHES	VII
LISTE DES ANNEXES	VIII
EXPOSE DES MOTIFS	9
I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER	10
A. TENDANCES DE L'ECONOMIE MONDIALE	11
B. DYNAMISME DE L'ECONOMIE NATIONALE	12
C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE	13
1. <i>Le secteur réel</i>	13
2. <i>Inflation, taux de change et situation monétaire</i>	17
3. <i>Le secteur des finances publiques</i>	18
4. <i>Le secteur extérieur</i>	22
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS	23
A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE	23
1. <i>Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2016 (BGE)</i>	23
2. <i>Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR)</i>	24
3. <i>Evolution de la performance nationale sur trois ans (2014 à 2016)</i>	24
B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE	25
1. <i>Secteur administratif</i>	25
2. <i>Secteur social</i>	42
3. <i>Secteur productif</i>	52
4. <i>Secteur infrastructure</i>	59
III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE	66
A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES	66
B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS	68
1. <i>Mouvements de crédits</i>	68
2. <i>Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires</i>	72
C. ANALYSE DES CADRES BUDGETAIRES	73
1. BUDGET GENERAL DE L'ETAT	73
2. BUDGETS ANNEXES	90
3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR	95
4. FONDS DE CONTRE – VALEURS (FCV)	95
5. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)	97
D. RECAPITULATION GENERALE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2016	99
E. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES CINQ (05) DERNIERES ANNEES	99
PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2016	100

LISTE DES ABREVIATIONS

A: Atteint
ACCPDC: Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires
AGOA: African Growth and Opportunity Act
Aut. : Autres
AVC : Accident Vasculaire Cérébral
BA : Budgets Annexes
BAD : Banque Africaine du Développement
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCM : Banque Centrale de Madagascar
BCSE : Bordereaux de Crédits Sans Emploi
BGE : Budget Général de l'Etat
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption
BTA : Bon du Trésor par Adjudication
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BTS : Bons de Tirages Spéciaux
CEE : Communauté Economique Européenne
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CHD : Centre Hospitalier de District
CRCM : Caisse de Retraite Civile et Militaire
CPT : Comptes Particuliers du Trésor
CSA : Centre de Service Agricole
CSB : Centre de Santé de Base
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DTI : Droits et Taxes à l'Importation
DTS : Droits de Tirages Spéciaux
FAD : Fonds Africain de Développement
FCV : Fonds de Contre-Valeur
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FJPA : Frais de Justice Criminelle et Assimilés
FMI : Fonds Monétaire International
FPP : Fiche de Performance Pluriannuelle
FSP : Fonds de Solidarité Prioritaire
GRC : Gestion des Risques et des Catastrophes
IDA : International Development Association
IEC : Information-Education et Communication
IN : Imprimerie Nationale
INSTAT : Institut National de la Statistique
IPC: Indice de Prix à la Consommation
JIRAMA: Jiro sy Rano Malagasy
LFI : Loi de Finances Initiale
LFR : Loi de Finances Rectificative
LOLF : Loi Organique sur les Lois de Finances
MID : Marché Interbancaire de Devises
NA : Non Atteint
ND : Non Disponible
NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication

OCDP : Opérations en Capital de la Dette Publique
OGT : Opérations Globales du Trésor
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PGA : Paierie Générale d'Antananarivo
PGE : Politique Générale de l'Etat
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Public
PLOFs : Plans Locaux d'Occupation Foncière
PME/PMI: Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPN : Produits de Première Nécessité
PPP : Partenariat Public Privé
RAP : Rapport Annuel de Performance
RdP : Responsable de Programmes
REF : Rapport Economique et Financier
RPI : Ressources Propres Internes
RRI : Rapid Result Initiative
SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales
SLR : Service de la Loi de Règlement
SST : Sécurité Sociale des Travailleurs
TG : Trésorerie Générale
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
TMA : Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture
TMEN : Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale
TMS : Trésorerie Ministérielle de la Santé
TP : Trésorerie Principale
TPI : Tribunal de Première Instance
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1: Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %)	16
Tableau n° 2: Tableau récapitulatif de l'Inflation, Taux de change, et Agrégats monétaires	18
Tableau n° 3: Réalisation des recettes fiscales en 2016	19
Tableau n° 4: Evolution des recettes fiscales de 2015 à 2016.....	19
Tableau n° 5: Evolution des autres recettes budgétaires de 2015 à 2016.....	19
Tableau n° 6: Dépenses totales de 2015 à 2016	21
Tableau n° 7: Financement du solde budgétaire de 2015 à 2016	22
Tableau n° 8: Situation de la Balance de paiement	22
Tableau n° 9: Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2016.....	23
Tableau n° 10: Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2016	24
Tableau n° 11: Les réalisations physiques et financières du secteur administratif.....	26
Tableau n° 12: Evolution annuelle des prévisions du secteur administratif.....	26
Tableau n° 13: Synthèse des réalisations financières et physiques de la Présidence de la République	27
Tableau n° 14: Synthèse des réalisations financières et physiques du Sénat	28
Tableau n° 15: Synthèse des réalisations financières et physiques de l'Assemblée Nationale	28
Tableau n° 16: Synthèse des réalisations financières et physiques de la Haute Cour Constitutionnelle.....	29
Tableau n° 17: Synthèse des réalisations financières et physiques de la Primature	29
Tableau n° 18: Synthèse des réalisations financières et physiques du FFM	30
Tableau n° 19: Synthèse des réalisations financières et physiques de la CENI	31
Tableau n° 20: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Affaires Etrangères.....	31
Tableau n° 21: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Défense Nationale.....	32
Tableau n° 22: Synthèse des réalisations financières et physiques du Secrétariat d'Etat Auprès du Ministère de la Defense Nationale Chargé de La Gendarmerie	33
Tableau n° 23: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Décentralisation	34
Tableau n° 24: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Sécurité Publique	35
Tableau n° 25: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Justice	35
Tableau n° 26: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Finances et du Budget ..	36
Tableau n° 27: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Economie et de la Planification	38
Tableau n° 28: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales.....	38
Tableau n° 29: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Commerce et de la Consommation	40
Tableau n° 30: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	40
Tableau n° 31: Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social	42
Tableau n° 32: Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social.....	43
Tableau n° 33: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Santé Publique	43
Tableau n° 34: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports	45
Tableau n° 35: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme	46
Tableau n° 36: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Education Nationale	48
Tableau n° 37: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	49
Tableau n° 38: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	50

Tableau n° 39: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine	51
Tableau n° 40: Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif.....	52
Tableau n° 41: Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif	53
Tableau n° 42: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	53
Tableau n° 43: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Tourisme.....	54
Tableau n° 44: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage.....	55
Tableau n° 45: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche.....	56
Tableau n° 46: Synthèse des réalisations financières et physiques du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche chargé de la Mer.....	57
Tableau n° 47: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	57
Tableau n° 48: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole.....	58
Tableau n° 49: Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure.....	59
Tableau n° 50: Synthèse des réalisations financières et physiques	60
Tableau n° 51: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures	60
Tableau n° 52: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	61
Tableau n° 53: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Travaux Publics.....	62
Tableau n° 54: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Amenagement du Territoire et de l'Equipement	62
Tableau n° 55: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Transport et de la Météorologie	63
Tableau n° 56: Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique	64
Tableau n° 57 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2016	67
Tableau n° 58 : Situation des mouvements de crédits de 2014 à 2016	68
Tableau n° 59 : Situation des recettes par nomenclature.....	73
Tableau n° 60 : Situation des recettes par nature	73
Tableau n° 61: Situation des dépenses par Institution /Ministère du BGE 2016	75
Tableau n° 62: Taux de réalisation par catégorie des dépenses du BGE	78
Tableau n° 63: Situation par grandes rubriques des dépenses de fonctionnement.....	80
Tableau n° 64: Dépenses PIP du BGE par sources de financement.....	81
Tableau n° 65: Comparaison des crédits alloués aux 22 Régions et à la Circonscription financière (CIRFIN) de Nosy Be	82
Tableau n° 66: Situation des dépenses du BGE par Région.....	84
Tableau n° 67: Part de dépenses des postes comptables centraux en 2016.....	86
Tableau n° 68: Situation des réalisations des programmes du BGE 2016	87
Tableau n° 69 : Situation des dépassements de crédits 2016	90
Tableau n° 70 : Recettes de l'IN	90
Tableau n° 71 : Situation de dépenses de l'IN	91
Tableau n° 72: Recettes des Postes et des Télécommunications.....	92
Tableau n° 73: Dépenses des Postes et des Télécommunications	93
Tableau n° 74: Récapitulation des situations des Budgets Annexes	94

Tableau n° 75: Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor.....	95
Tableau n° 76 : Situation de l'exécution des FCV 2016	96
Tableau n° 77: Evolution des FCV durant les cinq dernières années.....	96
Tableau n° 78: Situation des OCPD 2016.....	98
Tableau n° 79 : Récapitulation générale de l'exécution des Lois de Finances 2016.....	99
Tableau n° 80: Evolution des soldes de la Loi de Règlement des cinq (05) dernières années	99



LISTE DES GRAPHES

Graphique n° 1: Evolution de la performance nationale de 2014 à 2016.....	25
Graphique n° 2: Performance du secteur administratif en 2016 (en %).....	26
Graphique n° 3 : Performance du secteur social en 2016.....	42
Graphique n° 4 : Performance du secteur productif en 2016 (en %).....	52
Graphique n° 5: Performance du secteur infrastructure en 2016 (en %).....	59
Graphique n° 6: Taux de consommation de crédits des Institutions/Ministères	77
Graphique n° 7: Dépenses par catégorie de dépenses du BGE par rapport aux crédits finaux	79
Graphique n° 8: Dépenses des grandes rubriques par rapport aux crédits finaux	80
Graphique n° 9: Taux de réalisation PIP du BGE par rapport aux crédits finaux	82
Graphique n° 10: Comparaison des montants des crédits alloués 2015 et 2016 pour les ex chefs-lieux de province.....	83
Graphique n° 11: Part des postes comptables centraux en 2016.....	84
Graphique n° 12: Taux de réalisation des postes comptables centraux en 2016.....	85
Graphique n° 13: Situation budgétaire de l'IN.....	92
Graphique n° 14: Situation budgétaire des Postes et Télécommunications	93
Graphique n° 15: Evolution de l'exécution des recettes, des dépenses et des soldes des FCV.....	96
Graphique n° 16: Répartition des recettes des dettes extérieures malgaches en 2016	97
Graphique n° 17: Répartition des dépenses des dettes extérieures malgaches en 2016	98

LISTE DES ANNEXES

1. Situation des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur les Fonds de Contre-Valeur
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur les Comptes Particuliers du Trésor
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère
7. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
8. Compte Général de l'Administration des Finances
9. Rapport Annuel de Performance
10. Récapitulation des actes modificatifs de crédits
11. Etat récapitulatif des dépenses par Ministère-Mission-Programme et Financement
12. Situation financière des Etablissements Publics Nationaux

EXPOSE DES MOTIFS



I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

En 2016, l'Etat a poursuivi la mise en œuvre du PND au compte d'un second exercice fiscal. Les retombées de la crise des années précédentes n'ont pas encore été résorbées mais des signes de redressement sont observés grâce notamment à l'intensification des réformes publiques. Plusieurs défis ont accompagné l'avènement des Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquels le pays entend s'aligner. Le Gouvernement a ainsi continué de prioriser les secteurs sociaux à travers l'amélioration des services publics tels que l'éducation, la santé, la lutte contre la corruption, l'eau et assainissement ainsi que le développement rural.

Un regain de confiance des Partenaires Techniques et Financiers a commencé à être observé à l'instar de l'extension de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) vers la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Une Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) a également été organisée à Paris en décembre 2016, dans le cadre du renforcement du dialogue avec les PTF. Ce qui a permis aux investisseurs, dont les organismes officiels, d'annoncer leurs perspectives tout en s'alignant avec les requêtes et les cadres définis par le Gouvernement malagasy.

Les principaux indicateurs économiques permettent de vérifier que les mesures entreprises en 2016 ont concouru à la préservation de la stabilité macroéconomique. L'inflation, le déficit budgétaire, le déficit de la balance commerciale et la dépréciation de la monnaie locale ont été tous inférieurs aux prévisions de la LFR 2016. L'effort d'élargissement de l'assiette fiscale et de sécurisation des recettes ont également porté ses fruits, comme le démontre le taux de réalisation de 103,0% des recettes budgétaires.

Le contexte international a été marqué par des incertitudes importantes concernant les directions qu'allaient prendre les différents gouvernements. Une montée du protectionnisme a été ainsi constatée notamment sous l'impulsion du Brexit. En outre, la restructuration des économies des pays avancés dont la Chine a également forcé les pays exportateurs d'ajuster leurs productions tant au niveau des produits qu'au niveau de leurs qualités. Mais malgré ce contexte mondial plus complexe, l'économie malagasy s'est raffermie en enregistrant une croissance supérieure à celle de l'année 2015, passant de 3,1% à 4,2% et contre une prévision de 4,1% dans la LFR 2016.

A. TENDANCES DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'activité économique mondiale est restée stable en 2015 et 2016 avec un taux de croissance constant de 3,1%. Malgré un ralentissement observé dans les économies avancées (1,9% en 2015 et 1,7% en 2016), une faible reprise de la croissance a été constatée dans les pays émergents et en développement (4,0% en 2015 et 4,1% en 2016). Les divergences de politiques monétaires dans les pays avancés, les incertitudes liées au Brexit (référendum en juin 2016 pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne), les tensions géopolitiques observées dans quelques grands pays émergents, la poursuite du rééquilibrage de l'économie de la Chine et enfin la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base sont autant de facteurs qui ont pesé sur la croissance.

Le Brexit a entraîné des bouleversements au niveau des économies avancées qui sont restées toutefois résilientes. Concernant l'activité de la zone euro, elle a été soutenue par la demande intérieure sous l'effet entre autres de la politique accommodante de l'Euro système. L'économie américaine quant à elle s'est raffermie surtout à partir du troisième trimestre 2016. A propos de l'économie japonaise, elle a présenté une croissance modérée sur fond d'amélioration progressive de l'emploi. Cependant, il a été constaté que le ralentissement de l'économie en Afrique subsaharienne en 2015 a continué de peser tout au long de l'année 2016. Cela provient notamment de l'interaction entre la baisse des prix des produits de base, et des conditions politico-économiques plus difficiles. La croissance économique de la région a atteint son plus bas niveau depuis six ans.

Aux Etats-Unis, l'activité économique globale était soutenue. La hausse de la consommation est restée vigoureuse, portée par un marché du travail solide. La faiblesse de l'investissement associée à une baisse des stocks a cependant pesé sur l'activité. De 2,4% l'année d'avant, la croissance a fléchi à 1,6% en 2016.

Au Japon, la croissance est comptabilisée à 1,0% après le taux de 0,5% observé en 2015. Cette augmentation est due principalement au passage du système de comptabilité nationale 1993 au système de comptabilité national 2008. Cependant, l'activité a été freinée, par la faiblesse des investissements conjuguée à la baisse continue du Yen consécutive à la poursuite d'une politique monétaire ultra-accommodante adoptée par la Banque du Japon, malgré un premier semestre solide porté par la vigueur de la demande intérieure.

Dans la zone euro, l'activité est restée à un rythme soutenu. Globalement, la vigueur de la consommation privée induite par la baisse des prix de l'énergie et la faiblesse des taux d'intérêt ont largement compensé le déficit extérieur résultant principalement de l'affaiblissement de l'euro vis-à-vis du dollar. Le vote du Brexit au Royaume-Uni n'a eu aucun effet négatif sur l'économie Britannique ni dans les autres pays de la zone. La consommation, principal moteur de l'activité est restée forte. La croissance du Royaume-Uni s'est établie à 1,8% en 2016, une croissance légèrement supérieure à celle de la zone euro (1,7%) ainsi que des Etats-Unis (1,6 %).

Dans les pays émergents et en développement, les taux de croissance ont varié d'un pays et d'une région à l'autre. En effet, si une croissance rapide, qui a soutenu la croissance mondiale, est

observée dans les pays tels l'Inde et la Chine, des récessions profondes dans une poignée de pays émergents et en développement ont été constatées. Par exemple, la croissance de l'Afrique Subsaharienne est passée de 3,4% en 2015 à 1,4% en 2016. Le taux de croissance global des pays émergents et en développement a cependant légèrement augmenté et est passé de 4,0% en 2015 à 4,1% en 2016. Les impacts de la baisse des prix du pétrole et des autres produits de base ne se sont pas reflétés de la même manière pour les pays exportateurs et les pays importateurs.

Quant à l'inflation, les prix des produits de base se sont légèrement inscrits en hausse en 2016. Sur l'ensemble de l'année, l'indice de prix des produits de base a progressé de près de 22,0 %. Les carburants, en particulier le pétrole et le charbon ont enregistré les plus fortes hausses. Le pétrole a très mal débuté l'année avant de rebondir progressivement sous l'effet d'un accord conclu entre les pays membres de l'OPEP et les autres pays producteurs de réduire la production.

Après avoir observé une hausse au premier semestre, les prix des principaux métaux industriels ont reculé au second semestre, sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale, en particulier en provenance de la Chine. De même, les prix du cuivre ont baissé de 11,6 % en moyenne sur la période (de 5 510,5 dollars US/tonne en 2015 à 4 867,9 dollars US/tonne en 2016) ainsi que ceux de l'aluminium et du nickel qui ont reculé de 3,7 % et 19,1 %, respectivement, en moyenne sur l'année.

En ce qui concerne les cours des denrées alimentaires, ces derniers ont progressé de 7,0 % en glissement annuel. Des hausses ont été constatées pour la plupart de ces produits à l'exception du blé et du maïs.

En moyenne annuelle, l'indice global des prix a connu une légère hausse de 2,1 % (base 100=2005). A l'instar du blé, les prix du riz sont passés de 380,0 dollars US/tonne en 2015 à 388,3 dollars US/tonne en 2016 soit une hausse de 2,2 % en moyenne sur la période. Il en est de même pour l'huile de soja (progression de l'indice de 7,3 %).

S'agissant des matières premières agricoles, l'indice des prix a diminué (-5,7 %), suite au ralentissement de la demande mondiale mais aussi à cause des facteurs d'offre. S'agissant du bois d'œuvre, les prix se sont repliés de 4,1 % en 2016 après un recul de 4,4 % en 2015. Pour ce qui est du coton, les prix ont progressé de 5,4 % en 2016, après une baisse de 15,3 % entre 2014 et 2015.

B. DYNAMISME DE L'ECONOMIE NATIONALE

L'économie malagasy a affiché une bonne performance en 2016. Grâce aux efforts pour dynamiser les activités économiques, l'objectif de croissance de 4,1% dans la LFR 2016 a été dépassé, soit un taux de 4,2 %, contre 3,1% en 2015. La demande mondiale restée à un niveau faible, n'était pas en faveur de la relance de l'économie. Cela s'est reflété sur le niveau des flux d'exportations qui a stagné, voire en baisse durant les trois premiers trimestres de 2016 comparativement à la même période de l'année 2015. De même, les flux d'entrée des investissements directs étrangers n'ont pas été atteints.

Toutefois, la diminution du prix du baril sur le marché mondial a bénéficié au pays. La contraction de la demande mondiale a impacté le solde extérieur du pays et le niveau des prix intérieurs. Avec la forte baisse en valeur des importations en énergie, le pays a bénéficié d'un recul de l'inflation

doublé d'un allègement des pressions sur les comptes courants. Cette situation a conforté la stabilité macroéconomique tout au long de l'année. Un effort sur le recouvrement fiscal s'est traduit par l'augmentation des recettes fiscales. En somme, ces éléments conjugués aux différentes réformes engagées par l'Etat relatives à la gouvernance économique, ainsi qu'au renforcement des dispositifs juridiques de lutte contre la corruption, ont contribué à l'instauration d'un climat des affaires plus attractif. Ces facteurs ont permis de négocier le programme FEC d'un montant équivalent à 220 millions de DTS sur 40 mois. Par ailleurs, la tenue des sommets de la Francophonie et du COMESA à Madagascar en 2016 a également eu des effets positifs sur le secteur touristique et le secteur transport.

C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

L'effort du Gouvernement afin d'établir les bases d'une croissance économique inclusive et forte s'est poursuivi. La normalisation des cadres constitutionnels et normatifs ont permis de renforcer les bases du processus de Développement. De plus, le secteur privé a joui d'un climat des affaires plus propice à l'expansion de leurs entreprises grâce à l'entrain des réformes mises en œuvre par le Gouvernement et la multiplication des programmes avec les divers PTF.

1. Le secteur réel

La croissance réalisée au niveau du secteur primaire a présenté un écart significatif par rapport à l'objectif fixé dans la LFR 2016. En effet, la prévision de la LFI pour ce secteur était de 2,5% tandis que la LFR prévoyait 2,2% et la réalisation n'a atteint que 1,6%. Néanmoins, comparée à une récession de 0,7% en 2015, cet essor pour l'année 2016 constitue déjà un gain de 2,3 points de croissance. Cette performance s'explique en effet par une reprise des activités dans les différentes branches composant ce secteur et l'absence de cyclones ayant touché la Grande Ile. La prédominance de l'agriculture dans l'activité de la population malgache fait que cette branche ait une part élevée dans le secteur primaire. Son évolution est toutefois très volatile depuis plusieurs années à cause des aléas climatiques (+1,4% contre -2,4% en 2015, après +4,5% en 2014). Malgré le fait que le taux de croissance prévu pour cette branche n'ait été atteint (2,8% dans la LFR 2016), la production agricole a été tout de même meilleure, grâce aux conditions climatiques favorables. En conséquence, cette situation a rendu plus stable les prix des produits agricoles, en particulier le prix du riz, sur le marché local. La hausse du prix de la vanille a également donné une impulsion à l'expansion de la branche « agriculture ». L'année 2016 a été, en effet, marquée par une envolée du prix de la vanille sur le marché mondial. Les branches élevage et pêche ont aussi affiché des performances encourageantes en termes de croissance (+1,9% contre +0,8% en 2015, après +2,8% en 2014). Cette reprise a été attribuable à la réalisation du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage, Pêche et du Plan National d'Investissement Agricole (PSAEP/PNIAEP), initié par l'Etat en 2015. Ce programme, s'étalant sur quatre ans (2016 – 2020), vise, en effet, à aboutir à une production plus compétitive et durable de l'agriculture et de la pêche maritime ; et à conquérir les marchés d'exportation. Il est à noter que sa mise en œuvre a déjà apporté ses fruits dès la première année de son lancement. Les acteurs principaux dans la filière, c'est-à-dire, les producteurs et le secteur privé, ont affiché beaucoup d'optimisme à ce projet de développement élaboré par l'Etat, rendant plus dynamique

les activités d'élevage et de pêche. Concernant la branche sylviculture, la croissance en 2016 a stagné (+1,0%, contre +1,0% également en 2015). Cette croissance modérée a été tirée essentiellement par la production des bois ordinaires qui sont utilisés soit en bois de chauffe, soit en charbon de bois, soit en bois d'œuvre. En outre, la croissance de la production de palissandre a présenté une forte baisse, en raison des mesures de contrôle prises par les autorités forestières, notamment les mesures afférentes à la protection de l'environnement et à la préservation des aires protégées.

Quant au *secteur secondaire*, celui-ci a dépassé la prévision de son taux de croissance (réalisation de 5,5% contre 4,9% dans la LFR 2016) même si ce secteur a évolué dans un environnement plongé dans l'incertitude liée au contexte international. Il est à rappeler qu'une politique industrielle a été adoptée en 2014 afin que le pays puisse se doter d'une industrie performante. Cependant, le ralentissement des activités mondiales a empêché d'amorcer le développement de ce secteur. Malgré tout, le taux de croissance est resté positif bien qu'une tendance à la décélération se confirme (+5,5%, contre +7,3% en 2015, après +8,5% en 2014). Quelques branches ont su émerger de l'ensemble, en affichant une forte croissance. La bonne performance de la production des entreprises franches (ZFI) a tiré, par exemple, la croissance de la production industrielle en 2016. La ZFI a connu une forte progression (+24,7% contre -0,3% en 2015 et 9,4% dans la LFR 2016) suite au retour effectif de l'AGOA. En corrélation avec les résultats des ZFI, la production des industries textiles a aussi connu un bond en 2016 alors qu'elle s'est contractée l'année précédente (+3,3% contre -1,5% en 2015). Parallèlement, les branches « agro-industries alimentaires » et « boissons » ont aussi boosté le rythme de croissance annuel de l'industrie en 2016. La progression de la branche « agro-industries alimentaires » a été particulièrement remarquable puisqu'après avoir régressé en 2015 elle a atteint un taux positif à deux chiffres l'année suivante (+11,2 contre -10,1% en 2015 et 6,4% dans la LFR 2016). Celle de la branche « boissons » affiche, quant à elle, une tendance continue à la hausse (+8,9% contre +4,2% en 2015 et 4,3% dans la LFR 2016). Cette bonne performance dans les deux branches montre le retour à la normale de la confiance des consommateurs malgaches, favorisée par la stabilité des prix des produits alimentaires. Compte tenu de la poursuite de la baisse des prix des matières premières sur le marché international, les industries extractives n'ont pas pu retrouver leur dynamisme d'auparavant. Leur taux de croissance a fortement chuté et est devenu négatif alors qu'elles étaient considérées comme le secteur porteur de l'industrie depuis dix ans (-1,6%, contre +19,5% en 2015 et 5,0% dans la LFR 2016). Le ralentissement des activités dans ce secteur a été confirmé par le fléchissement des exportations des produits miniers (nickel : -10,9%, contre 30,9% en 2015 ; cobalt : -5,3%, contre 18,6% en 2015). La branche « énergie » a, par ailleurs, affiché une accélération en termes de croissance par rapport à l'année précédente (+8,3% contre +4,1% en 2015 et 5,5% dans la LFR 2016). Les réformes entreprises par les autorités touchant la société JIRAMA, expliquent en partie cette hausse. Bien que la capacité de production de l'entreprise soit encore limitée, ces réformes ont quand même eu les effets escomptés sur sa performance financière. Mais l'origine de cette progression réside essentiellement dans la baisse du cours des produits pétroliers, allégeant les coûts de production de la société. A cet effet, la société a pu produire davantage d'électricité par rapport à l'année précédente (+7,1% contre +3,7% en 2015). La croissance de la production des

industries métalliques (+6,4%, contre +7,5% en 2015) au même titre que celle des industries de construction (+4,6%, contre +1,8% en 2015 et +3,4% dans la LFR 2016) ont été attribuables au lancement des travaux de construction de nouvelles infrastructures rentrant dans le cadre de l'organisation du sommet de la francophonie qui s'est tenu dans le pays en novembre 2016. Enfin, les activités des industries pharmaceutiques ont aussi évolué à la hausse, avec une croissance qui s'établit à 6,9 % en 2016, alors qu'elle était à 2,9 % en 2015 et avec un objectif de 3,1% dans la LFR 2016. Les autres branches restantes (les industries de cuir, la fabrication des matériaux de transport, la fabrication des appareils électriques...) n'ont connu que des évolutions modestes, si bien que leurs contributions à la croissance sont restées marginales.

Pour le *secteur tertiaire*, la hausse globale de la valeur ajoutée est estimée à 4,8% comme prévue dans la LFR, alors qu'elle s'est établie à 3,5 % en 2015. Le développement des activités de service a beaucoup soutenu l'économie nationale en dégagant une contribution notoire de 2,3 points de pourcentage, contre 1,7 point en 2015. Cette progression découle notamment de la croissance des activités liées aux bâtiments et travaux publics (+18,6% contre +9,4% en 2015 et 10,0% dans la LFR 2016). Elle confirme, entre autres, le retour progressif de la confiance des investisseurs en misant sur le BTP comme une activité sûre et rentable. La principale activité dans cette branche est constituée par la construction des infrastructures routières. L'expansion de cette activité en 2016 a été surtout attribuable aux travaux d'extension des routes dans le cadre de l'organisation du sommet de la francophonie. Mais la construction des infrastructures hôtelières a été également une autre activité non négligeable dans les BTP. La relance du tourisme en 2016, boostée par la tenue du XVIème sommet de la francophonie a favorisé l'expansion de cette activité. La branche « service rendu aux entreprises et ménages » a une tendance constante même si elle a été revue à la baisse dans la LFR, après le bond de l'année précédente (+5,5% aussi bien en 2016 qu'en 2015, si le taux était de 5,1% dans la LFR 2016). Cette performance est tenue grâce aux efforts constatés dans le BTP, du fait qu'elle soit constituée en grande partie par des bureaux d'études en architecture et bâtiment. L'augmentation des flux d'entrée des touristes dans le territoire national vers la fin de l'année 2016 a aussi entraîné une expansion des branches liées aux transports. Les branches « transport de marchandises » et « auxiliaires de transport » en ont, par exemple, tiré profit mais avec des croissances légèrement en deçà par rapport à l'année précédente (respectivement +3,5% et +7,9%, contre +3,6% et +9,9% en 2015 et 4,1% et 10,1% dans la LFR 2016). A l'inverse, la branche « transport des voyageurs » a eu des résultats peu satisfaisants en affichant un recul de -10,2 %. Ce résultat exceptionnel est lié notamment à la situation difficile qu'a éprouvée la société AIR Madagascar. Par ailleurs, les services des banques ont enregistré des évolutions stables avec une croissance moyenne qui reste à 5,3 % sur les trois dernières années. Celle des services d'assurance a montré une évolution encourageante. En effet, son activité a bondi de 5,7 % alors qu'elle a connu un repli en 2015. Cette croissance quasiment constante des activités bancaires reflète un comportement de prudence des acteurs qui limitent leurs prêts pour minimiser les risques dans un contexte d'incertitude. A l'instar des banques et assurances, la branche télécommunication a montré une croissance plus ou moins stable en 2016 (+4,2%, contre +4,6% en 2015 et 3,8% dans la LFR 2016). La reprise timide de la confiance des consommateurs peut être considérée

comme facteur explicatif de cette évolution lente. En relation avec les activités du secteur secondaire et primaire, le commerce a connu un essor en 2016 (+3,1%, contre +1,0% en 2015). Certes, la croissance de cette branche a augmenté, mais elle reste tout de même modérée reflétant la reprise timide des activités dans les autres secteurs.

Tableau n° 1: Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %)

	2015	2016	2016	2016
	réal.	LFI	LFR	prov.
Secteur Primaire	-0,7	2,5	2,2	1,6
Agriculture	-2,4	3,3	2,8	1,4
Elevage et pêche	0,8	1,9	1,9	1,9
Sylviculture	1,0	1,0	1,0	1,0
Secteur Secondaire	7,3	5,7	4,9	5,5
<i>Secteur Secondaire hors ZFI</i>	8,0	5,5	4,6	3,8
Agro-indus.	-10,1	7,5	6,4	11,2
Indus.Extra.	19,5	7,9	5,0	-1,6
Energie	4,1	5,5	5,5	8,3
Indus. Alimen	3,2	3,2	3,2	3,2
Indus. Boissons	4,2	4,3	4,3	8,9
Indus.Tabac	3,5	3,5	3,5	3,5
I.Corps gras	0,6	5,6	5,6	5,6
Pharmacie	2,9	3,1	3,1	6,9
Indus. Textile	-1,5	3,3	3,3	3,3
I. Cuir	2,1	3,5	3,5	3,5
I. Bois	6,4	6,4	6,4	7,1
Mat.Const.	1,8	3,4	3,4	4,6
I. Métallique	7,5	7,4	6,4	6,4
Mat. Transport	2,6	2,6	2,6	2,6
Appareil Elect	1,0	1,0	1,0	1,0
I.papier	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres	4,5	4,4	4,4	4,4
Zone Franche Industrielles (ZFI)	-0,3	8,0	9,4	24,7
Secteur Tertiaire	3,5	5,2	4,8	4,8
B.T.P	9,4	9,9	10,0	18,6
Transports de marchandises	3,6	5,6	4,1	3,5
Transports de voyageurs	-10,3	3,1	3,1	-10,2
Auxi. Transport	9,9	10,1	10,1	7,9
Télécommunications	4,6	3,8	3,8	4,2
Commerce	1,0	3,7	3,1	3,1
Banque	5,3	5,3	5,3	5,3
Assurance	-5,5	5,7	5,7	5,7
Services rend. Entrep. & ménages	5,5	5,8	5,1	5,5
Administration	1,0	1,0	1,0	1,0
Charges non imputées	5,3	5,3	5,3	5,3
PIB aux coûts des facteurs	2,7	4,5	4,0	3,9
Taxes indirectes	5,6	4,8	4,8	5,7
PIB aux prix du marché	3,1	4,5	4,1	4,2

Sources: Ministère de l'Economie et du Plan, Rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière (Annexe à la Loi de Finances Rectificative 2017)

2. Inflation, taux de change et situation monétaire

En 2016, la politique monétaire est restée prudente. Les autorités monétaires avaient adopté une plus grande flexibilité du taux de change tout en contribuant à la maîtrise de l'inflation et en reconstituant les réserves de changes.

L'inflation fin de période s'est située à 7,0 % contre 7,1% prévue dans la LFR et 7,6% en 2015. La conjoncture a été le facteur déterminant à la réduction du taux d'inflation ainsi qu'à la stabilité des prix à la pompe. En effet, les perturbations climatiques ont eu des effets moins significatifs ; les récoltes rizicoles ont augmenté et ont été précoces ; et la production avait enregistré de meilleurs résultats, écourtant ainsi la période de soudure rencontrée depuis 2015 et au début de l'année 2016. L'inflation a donc été maîtrisée et réduite de -0,6 point de pourcentage en glissement annuel et -0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions établies pour l'année en revue.

Cette baisse aurait pu être plus prononcée (i) si la Banky Foiben i Madagasikara n'avait pas réduit son taux directeur vers le mois de mai (passant de 8,7% à 8,3%), augmentant conséquemment le prix à la consommation. Cette augmentation avait toutefois été contrecarrée par la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages. (ii) De plus, les fluctuations des cours de change et la hausse des prix de quelques produits au niveau du marché mondial ont affecté à la hausse les prix de certains produits comme le charbon, les PPN et ceux ayant traités à l'enseignement et à l'éducation. Le prix du riz local quant à lui avait suivi une tendance saisonnière.

Sur le plan monétaire, l'accumulation de réserves en devise a dépassé les projections pour 2016. Elles couvraient 3,9 mois des importations courantes contre 3,3 mois prévus dans la LFR et 2,9 mois en 2015. En effet, en raison de l'envolée des prix d'exportation de Vanille, des petits producteurs non bancarisés ont perçu des paiements au comptant importants, entraînant une expansion de la monnaie en circulation (variation de la Masse Monétaire M3 : 20,1% au lieu de 17,9% prévue dans la LFR 2016). Cette expansion a drainé les liquidités des banques, qui ont réduit leurs crédits à l'État et au secteur privé, respectivement de 46,7% et 50% en glissement annuel. Face à ce phénomène, les autorités monétaires ont entrepris d'acquérir des volumes substantiels de devises, augmentant la liquidité bancaire et satisfaire la demande de monnaie locale.

Du côté des changes, l'Ariary s'est dépréciée par rapport aux principales devises (DTS et Dollar) si l'on se réfère aux cotations fin de période prescrites dans la LFR. Le Dollar s'échangeait à 3 347,9 Ariary au lieu de 3 199,2 et le DTS à 4 501,0 Ariary au lieu de 4 443,9 en raison du creusement continu du déficit de la balance commerciale. Cette dépréciation a été tout

de même limitée par l'augmentation du niveau des réserves officielles brutes (+234 millions de DTS entre 2015 et 2016) suite au décaissement de la première tranche de la FEC vers fin 2016 et les bonnes perspectives rencontrées sur les prix d'exportation de Vanille.

Tableau n° 2: Tableau récapitulatif de l'Inflation, Taux de change, et Agrégats monétaires

Rubriques	PLR 2015	LFI 2016	LFR 2016	Réal 2016
Indice des prix à la consommation				
Moyenne période en %	7,60	7,40	6,70	6,70
Fin de période en %	7,60	7,20	7,10	7,00
Taux de change (fin de période)				
1 US dollar/Ariary	3 199,20	3 566,00	3 199,20	3 347,90
1 DTS/Ariary	4 433,00	5 040,00	4 443,90	4 501,00
Variation Masse monétaire (M3) en %	14,60	12,70	17,90	20,10
Avoirs Extérieurs nets (en milliards Ariary)	2 610,00	3 047,10	3 172,00	3 587,00
Avoirs Intérieurs nets (en milliards Ariary)	4 892,00	5 321,80	5 672,00	5 423,00
Réserves officielles brutes				
En millions de DTS	600,00	599,10	685,70	834,00
En mois d'importations de biens et services	2,90	2,70	3,30	3,90

Source : données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

3. Le secteur des finances publiques

Le cadre de politique budgétaire de l'année 2016 a tenu ses engagements par rapport à ses objectifs. Effectivement des réajustements ont été opérés notamment au niveau des secteurs prioritaires à savoir le secteur social et le secteur infrastructure tout en restant fidèle aux lignes directrices programmées. Les grandes orientations des recettes au niveau des Impôts et de la Douane se sont ainsi basées sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la mise en œuvre des mesures de relance économique, la sécurisation des recettes ainsi que le renforcement des actions de recouvrement de recettes. Tandis que pour les dépenses publiques, ces dernières se sont focalisées sur les actions prioritaires pour asseoir le développement à travers notamment le redressement de l'économie, le développement des infrastructures structurantes, le soutien aux services sociaux de base ainsi que la pérennisation de la bonne gouvernance et l'Etat de droit.

a) Les recettes

Pour 2016, le taux de pression fiscale net est de 11,0% du PIB contre 10,8% prévu dans la LFR 2016 et 10,5% réalisé en 2015. Les recettes fiscales intérieures ont ainsi atteint 1 966,3 milliards d'Ariary si dans la LFR on l'avait estimé à 1 918,7 milliards d'Ariary, grâce surtout aux impôts perçus sur les biens et services. Concernant les recettes douanières, une bonne performance a été également constatée car elles ont atteint 1 682,7 milliards d'Ariary en 2016, soit un dépassement des prévisions de 14,0 milliards d'Ariary, grâce essentiellement à la contribution des TVA. Les recettes douanières, quant à elles, ont été réalisées à un taux de 100,8%, équivalant à 1 682,7 milliards d'Ariary.

Ce qui ramène à un total de 3 649,0 milliards d'Ariary de recettes fiscales contre un montant de 3 587,4 milliards d'Ariary dans le cadre de la LFR 2016, soit un taux de réalisation de 101,7%.

Tableau n° 3: Réalisation des recettes fiscales en 2016

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		TAUX DE REALISATION
	LFR	REALISATION	
Impôts	1 918,7	1 966,3	102,5%
Douanes	1 668,7	1 682,7	100,8%
Total recettes fiscales	3 587,4	3 649,0	101,7%

Source : données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

Par ailleurs en 2016, une augmentation nominale des recettes fiscales de 636,9 milliards d'Ariary par rapport à la réalisation 2015 a été constatée, soit une hausse de 21,1% par rapport à l'année 2015. La bonne performance du recouvrement des impôts (+26,5% contre +16,5% en 2015), malgré le léger repli des encaissements au niveau des recettes douanières, (+15,4% contre +16,2% en 2015) en est les principales explications. Cette évolution est retracée à travers le tableau ci-après :

Tableau n° 4: Evolution des recettes fiscales de 2015 à 2016

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE (%)
	REALISATION 2015	REALISATION 2016	
Impôts	1 553,8	1 966,3	26,5%
Douanes	1 458,3	1 682,7	15,4%
TOTAL RECETTES FISCALES	3 012,1	3 649,0	21,1%

Sources : LR 2015, données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

Quant aux autres recettes budgétaires¹ (Dons + Recettes non fiscales), une amélioration a été enregistrée. Les dons reçus ont accusé une hausse de 165,1% par rapport à 2015. Le niveau des Dons a atteint 1 124,5 milliards d'Ariary équivalant à une part de 23,0% dans les recettes totales. Les Dons en capital s'élevaient à hauteur de 896,8 milliards d'Ariary soit 18,3% et les Dons courant à 227,7 milliards d'Ariary, soit 4,7%. Concernant les recettes non fiscales, elles ont augmenté de 43,1% en 2016 et s'établissent à 115,6 milliards d'Ariary.

Tableau n° 5: Evolution des autres recettes budgétaires de 2015 à 2016

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE
	REALISATION 2015	REALISATION 2016	
Dons (a)	424,2	1 124,5	165,1%
Dons courants	40,2	227,7	466,9%
Dons en capital	384,1	896,8	133,5%
Recettes non fiscales (b)	80,8	115,6	43,1%
TOTAL AUTRES RECETTES BUDGETAIRES (a + b)	505,0	1 240,1	145,6%

Source : LR 2015, données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

¹ Application des recommandations de la Cour des Comptes de classer les Recettes telles que **Recettes totales = Recettes fiscales (Impôts et Douanes) + autres recettes budgétaires (Dons et Recettes non fiscales)**

b) Les dépenses

Pour l'année 2016, les dépenses publiques étaient principalement destinées à soutenir la reprise des activités économiques et la réalisation des priorités à vocation sociale impactant directement sur les couches défavorisées. Les dépenses totales durant cette période se totalisaient à 5 317,2 milliards d'Ariary contre 4 372,9 milliards d'Ariary en 2015, soit une variation annuelle de +21,6%. Il est à noter que le taux d'engagement a été de 100,0% pour l'année 2016.

Les dépenses courantes, représentant 68,6% des dépenses totales, ont augmenté de 5,5% par rapport à 2015 et s'est établit à 3 649,0 milliards d'Ariary.

Parmi ces dépenses, les dépenses de fonctionnement, accaparant les 22,4% des dépenses totales, étaient allouées aux transferts et subventions à hauteur de 1 188,9 milliards d'Ariary, afin de maintenir le niveau de production des établissements publics tels que la JIRAMA et AIR MADAGASCAR. En outre, les indemnités étaient destinées à l'assainissement au niveau des Institutions et aux rémunérations des ECDs durant l'exercice budgétaire 2016. Quant aux dépenses de personnel, elles s'élevaient à 1 795,7 milliards d'Ariary correspondant à une hausse effective de 17,6% par rapport à 2015, suite à la régulation des recrutements au niveau de chaque Ministère, à l'assainissement des autres irrégularités ainsi qu'à l'ajustement des salaires par rapport à l'inflation. La régularisation du paiement des salaires des agents en service à l'extérieur a également contribué à l'accroissement de celles-ci. Notons qu'aucun dépassement, en termes de crédit alloué, n'a été constaté sauf pour celui des Autres opérations nettes du Trésor qui a accusé d'un excédent de 20,0%.

Quant aux dépenses en capital, elles étaient évaluées à 1 668,2 milliards d'Ariary si dans la LFR on l'avait évalué à 1 681,1 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 99,2%. Ces dernières étaient orientées vers la promotion d'un environnement propice à la relance économique notamment aux infrastructures structurantes. Le financement extérieur y afférent est estimé à 1 282,0 milliards d'Ariary, alloué essentiellement vers la réalisation des travaux d'infrastructures relatifs à l'accueil du Sommet du COMESA et de la Francophonie, à la promotion des activités touristiques via la normalisation des infrastructures touristiques, à la redynamisation du secteur agricole, à la préservation de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, et à la facilitation de l'accès de la population aux infrastructures sociales de base. Le reste des dépenses en capital de 2016 était destiné aux programmes pour faire face à l'insécurité, aux maladies transmissibles, à la malnutrition, ainsi qu'à la promotion de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit, et de l'éducation à tous les niveaux.

Tableau n° 6: Dépenses totales de 2015 à 2016

Rubriques	En milliards d'Ar			Taux de réalisation 2016	Variation annuelle 2016 – 2015	Proportion par rapport aux dépenses totales	
	2015	LFR 2016	2016			2015	2016
Dépenses courantes	3 372,4	3 637,7	3 649,0	100,3%	5,5%	77,1%	68,6%
Personnel	1 566,1	1 808,4	1 795,7	99,3%	17,6%	35,8%	33,8%
Fonctionnement	1 122,3	1 217,6	1 188,9	97,6%	4,5%	25,7%	22,4%
Intérêts sur dette intérieure	173,5	213,8	213,4	99,8%	23,0%	4,0%	4,0%
Intérêts sur dette extérieure	57,4	76,1	64,7	85,0%	12,7%	1,3%	1,2%
Autres opérations nettes du Trésor (+/-)	453,2	321,9	386,3	120,0%	-31,4%	10,4%	7,3%
Dépenses en capital	1 000,5	1 681,1	1 668,2	99,2%	63,8%	22,9%	31,4%
Financement intérieur	274,9	492,0	386,2	78,5%	31,8%	6,3%	7,3%
Financement extérieur	725,6	1 189,1	1 282,0	107,8%	76,7%	16,6%	24,1%
DEPENSES TOTALES	4 372,9	5 318,8	5 317,2	100,0%	21,6%	100,0%	100,0%

Source : LR 2015, données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

c) Le financement du déficit budgétaire

Sur les objectifs de 4 292,2 milliards d'Ariary de recettes pour le Budget Général (recettes fiscales et autres recettes budgétaires) prévues par la LFR, un recouvrement de 4 889,0 milliards d'Ariary a été effectué, soit un taux de réalisation de 113,9%. La variation des recettes du Budget Général (+39,0%), ayant été supérieure à la hausse des dépenses au cours de la même période (+18,7%) a permis de limiter le déficit public. En effet, pour l'année 2016, le déficit public a atteint 659,9 milliards d'Ariary contre 1 078,1 milliards d'Ariary en 2015.

Par rapport à la LFR 2016, une réduction de 2,4 points de pourcentage a été réalisée en passant de -4,5% à -2,1%. Cette contraction était en effet l'œuvre de la poursuite de la politique de consolidation des dépenses calée avec les efforts fiscaux de l'Etat tout en stimulant l'économie.

Ce déficit a été couvert par les ressources intérieures à hauteur de 67,5%, soit un montant de 445,5 milliards d'Ariary pour lequel provenait essentiellement du système non bancaire (258,6 milliards d'Ariary) par le biais de souscription nette de titres publics (surtout les Bons de Trésor Fihary et les Bons de Trésor Spéciaux). La contribution du système bancaire a été de 225,1 milliards d'Ariary, attribuable à des créances nettes des banques commerciales sur l'Etat par le biais de souscriptions au marché des Bons de Trésor par Adjudication.

Quant aux ressources extérieures, représentant 32,5% du financement total, elles ont été constituées de prêts projets de 385,2 milliards d'Ariary.

Tableau n° 7: Financement du solde budgétaire de 2015 à 2016

Rubriques	En milliards d'Ariary		LFR 2016	Variation annuelle 2016-2015	Ecart annuel	Taux de réalisation 2016
	2015	2016				
FINANCEMENT EXTERIEUR NET	619.7	214.4	930.4	-65.4%	-405.3	23.04%
-Tirages (projets)	341.5	385.2	553	12.8%	43.7	69.66%
-Amortissements	-116.9	-223.4	-226.7	91.1%	-106.5	98.54%
-Tirages (programmes)	395.1	52.6	604.1	-86.7%	-342.5	8.71%
FINANCEMENT INTERIEUR NET	458.4	445.5	485	-2.8%	12.8	91.86%
-Système bancaire	475.3	225.1	359.7	-52.6%	-244.5	62.58%
-Système non bancaire	98	258.6	125.3	163.9%	160.6	206.38%
-effet variation de change	-2.4	2.9	-	-220.8%	5.3	
-Dépôts correspondants du Trésor net	-114.9	-41.1	-	-64.2%	91.3	
TOTAL DES FINANCEMENTS	1 052.40	659.9	1 415.40	-37.3%	-392.5	46.62%

Source : OGT Décembre 2016

4. Le secteur extérieur

En 2016, et comparativement à la réalisation de la même période en 2015, la situation des paiements extérieurs s'était nettement améliorée. L'excédent du solde de la balance globale en 2016 a été presque le quadruple de celui en 2015, passant de 71,3 millions de DTS à 210,8 millions de DTS. En 2014, cet excédent n'a été que de 14,7 millions de DTS. Cette bonne tenue de la situation des paiements extérieurs a été attribuable à la fois au compte « courant » et au compte des opérations « en capital et financières ».

La balance courante a présenté un excédent de 41,0 millions de DTS, un important redressement du compte courant a été noté entre 2015 et 2016. La situation de la balance commerciale s'est améliorée par rapport à l'année précédente, avec un déficit de 190 millions de DTS contre 235,1 millions de DTS en 2015 car la valeur des exportations s'est inscrite en hausse par rapport à celle des importations. Le niveau des transferts courants a augmenté à 496,9 millions de DTS. Ce dernier a été tiré par les rentrées des aides budgétaires en faveur de l'administration publique.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, une diminution a été constatée en passant de 202,9 millions de DTS à 169,8 millions de DTS en 2016, due à la baisse importante de l'aide budgétaire de 87,1% au niveau du compte d'opérations financières bien qu'une augmentation conséquente ait été constatée au niveau du compte de capital.

Tableau n° 8: Situation de la Balance de paiement

Rubriques	2015	2016
Compte courant	-131,6	41,0
Balance commerciale	-235,1	-190,0
Compte de capital et des opérations financières	202,9	169,8
Balance globale	71,3	210,8

Source : données issues du MFB/SG/DGB/DSB/SCME

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Le volet « analyse de la performance des pouvoirs publics » rend compte des réalisations physiques effectives des Institutions et Ministères par rapport aux engagements pris et contenus dans la Fiche de Performance Pluriannuelle (FPP) annexée à la LFI, ou éventuellement à la LFR. Les résultats les plus pertinents des indicateurs, qui sont mis en exergue dans la présente loi, sont extraits des Rapports Annuels de Performance ainsi que des comptes rendu de l'exécution budgétaire 4^{ème} trimestre.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2016 (BGE)

Appelés à mettre en œuvre la PGE, les Institutions et Ministères se sont investis à remplir 55 missions et 146 programmes, auxquels ont été associés 448 objectifs. Pour honorer ses engagements, 7 123,32 milliards d'Ariary des crédits finaux du BGE leurs ont été octroyés, dont 6 200,01 milliards d'Ariary ont été effectivement dépensés en fin d'année, soit un taux d'absorption budgétaire de 87,04 %.

En termes de réalisations physiques, l'année 2016 s'est achevée avec une performance moyenne à raison de 52,17%, soit 540 indicateurs réalisés sur les 1 035 inscrits. Bien qu'aucun des Institutions ou Ministères n'ait atteint ses indicateurs dans sa totalité, 6 départements ont accompli une performance remarquable en franchissant la barre des 75% en matière d'atteinte des valeurs cibles, à l'instar de l'Assemblée Nationale, de la Haute Cour Constitutionnelle, du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts et du Ministère des Transports et de la Météorologie. Par ailleurs, parmi les programmes mis en œuvre, 26 ont affiché un niveau de performance atteignant 100%.

Au même titre que les années précédentes, l'insuffisance des moyens financiers suite à l'adoption de la LFR combinée à l'application du taux de régulation ont été souvent citées être à l'origine de la plupart des faibles réalisations enregistrées.

Il convient d'évoquer que si pour l'année 2015, on a dénombré 36 départements institutionnels et ministériels ; pour celle de 2016, 38 départements ont été enregistrés, suite à la création de la Commission Electorale Nationale Indépendante et du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche chargé de la Mer (SEMRHPM).

Les principales réalisations financières et physiques de 2016 sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau n° 9: Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2016

Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	En nombre						En Milliards d'Ariary		
				Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	Non Disponibles	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
38	55	146	448	937	1 035	540	410	27	58	5 185,84	7 123,32	6 200,01

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Documents de performance s LFI et LFR, RAP et BCSE 2016

2. Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR)

Compte tenu de la légère reprise des activités économiques et de la nouvelle réorganisation du Gouvernement en cours d'année, la mise à jour du cadrage macroéconomique ainsi que le réajustement des dépenses publiques ont été indispensables, et ont conduit à l'adoption de la LFR en Juillet 2016. Les efforts déjà entamés dans le cadre de la LFI ont été poursuivis, tout en répondant aux besoins exprimés au niveau des secteurs prioritaires.

A cet effet, les crédits ouverts au titre du BGE ont été actualisés, puisque si les prévisions établies par la LFI se sont élevées à 5 185,84 milliards d'Ariary, celles autorisées par la LFR ont atteint 7 123,32 milliards d'Ariary, soit une variation à la hausse de 37,36%. Malgré un accroissement de l'enveloppe budgétaire dans l'ensemble, des crédits ont été réduits pour 22 départements.

Face à cet ajustement du budget d'exécution, plusieurs Institutions et Ministères ont été amenés à revoir ses objectifs. A cet effet, un chamboulement a été constaté dans les données inscrites dans la FPP. La LFI a prévu 937 indicateurs de performance, tandis que la LFR en a enregistré un surplus de 98 indicateurs, découlant particulièrement de la mise en place de la CENI et du SEMRHPM. En ce qui concerne les valeurs cibles insérées dans ces documents, 25,24% d'entre eux ont été modifiées, dont 1,93% à la hausse, et 23,31% à la baisse.

Tableau n° 10: Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2016

En milliards d'Ariary		En nombre			
Modification des crédits		Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
Crédits LFI	Crédits LFR Evolution	Indicateurs Initiaux	Indicateurs finaux	En plus	En moins
5 185, 84	7 123, 32	937	1035	20	241

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI et LFR 2016

3. Evolution de la performance nationale sur trois ans (2014 à 2016)

Durant les 8 années consécutives, c'est-à-dire depuis l'intégration de la gestion de la performance dans la Loi de Règlement en 2009, le nombre des indicateurs établis a augmenté de manière exponentielle. Si 488 indicateurs seulement ont été comptabilisés en 2009, l'exercice 2016 en a répertorié 1 035.

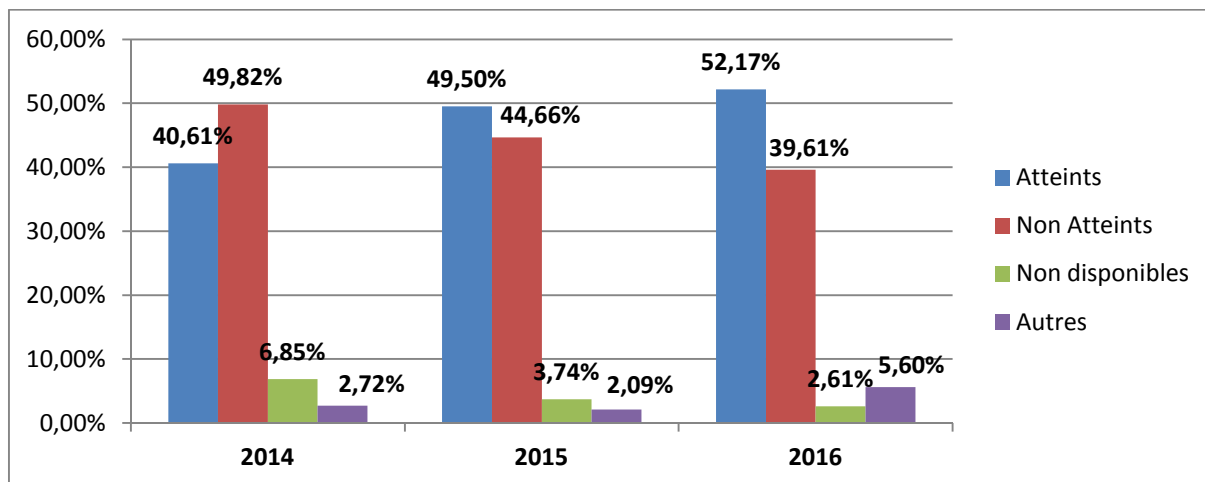
A première vue, la situation des réalisations physiques au niveau national a continué de progresser positivement. Cette tendance a été confirmée en 2016, **une année constituant une grande première dans le pilotage de la performance du secteur public, puisqu'elle a enregistré pour la première fois une atteinte des indicateurs dépassant le seuil des 50%**. En effet, ce taux a monté fortement en flèche en atteignant 52,17%, contre respectivement 40% et 49% en 2014 et en 2015.

La diminution du nombre des données déclarées non disponibles a été également révélatrice de l'évolution de la situation de la performance, dans la mesure où l'abondance de ces données ne fait que biaiser l'analyse menée en la matière. Ainsi, si les données non disponibles ont représenté 6,85% de la totalité des indicateurs en 2014, cette part a nettement régressé en 2016, puisque seuls 2,42% des

indicateurs ont affiché des résultats indisponibles. La formation initiée par la DGB sur la performance au niveau central et au niveau des régions en est la principale cause.

Les réalisations physiques depuis ces 3 dernières années sont synthétisées dans le graphe suivant :

Graphique n° 1: Evolution de la performance nationale de 2014 à 2016



Sources : RAP 2014-2015-2016

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

1. Secteur administratif

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

Composé de 7 Institutions et 11 Ministères, le secteur administratif a été le plus privilégié en matière de dotations budgétaires, dans la mesure où il a détenu 67,26 % de l'ensemble des crédits définitifs du BGE, soit la valeur de 4 791,36 Milliards d'Ariary. En fin d'exercice, le coût réel des actions menées s'est élevé à 4 488,46 milliards d'Ariary.

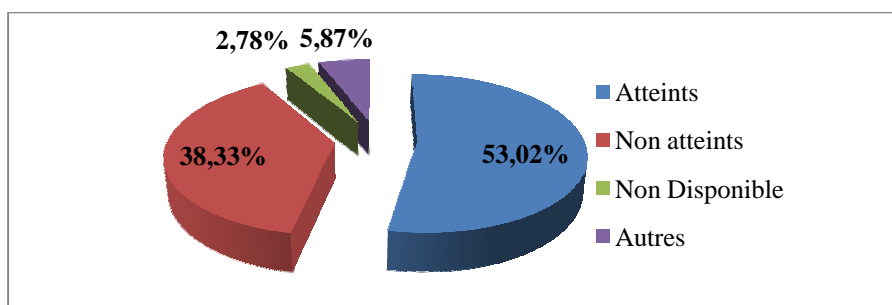
La conduite des actions publiques dans le cadre de ce secteur s'est traduite par la mise en œuvre de 67 programmes et 223 objectifs, dont le niveau de performance a été mesuré à travers 647 indicateurs. Les résultats obtenus se sont améliorés, comparés à l'année précédente, avec une avancée de 3,45 points. Si la performance affichée au sein de la Haute Cour Constitutionnelle a été satisfaisante, avec un taux de réalisation des indicateurs de l'ordre de 87,5%, celle de la Commission Electorale Nationale Indépendante a été relativement faible avec un taux en deçà de 30%.

Les réalisations du secteur administratif tant en termes budgétaires que de performances sont récapitulées dans les figures ci-après :

Tableau n° 11: Les réalisations physiques et financières du secteur administratif

Inst/ Min	Mis .	Prog.	Obj.	En nombre		Valeurs Réalisées	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	En milliards d'Ariary		Dépenses réalisées
				Valeurs cibles						Crédits		
				Initiales	Finale s					Initiaux	Définitifs	
18	22	67	223	585	647	343	248	18	38	2 844,68	4 791,36	4 488,46

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI, LFR, RAP, et BCSE 2016

Graphique n° 2: Performance du secteur administratif en 2016 (en %)

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI, LFR, RAP, et BCSE 2016

b. Evolution annuelle des prévisions du secteur administratif (LFI et LFR)

Tableau n° 12: Evolution annuelle des prévisions du secteur administratif

Institution/Ministère	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Présidence de la République	100 876 196 000	97 956 416 000	-2,89	54	55	3	19
Sénat	15 477 000 000	16 064 500 000	3,80	8	8		1
Assemblée Nationale	35 506 000 000	42 796 000 000	20,53	4	4		
Haute Cour Constitutionnelle	6 166 400 000	6 166 400 000	0	7	8	1	0
Primature	76 097 250 000	89 419 415 000	17,51	97	110	5	36
Filankevitra ny Fampihavanana Malagasy	5 693 500 000	4 333 500 000	-23,89	3	3		
Commission Electorale Nationale Indépendante	0	4 800 000 000	----	0	41		
Ministère des Affaires Etrangères	48 404 070 000	55 360 362 000	14,37	32	32		
Ministère de la Défense Nationale	194 767 105 000	188 360 185 000	-3,29	9	9		9
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie	182 135 872 000	174 472 962 000	-24,21	23	23	2	
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	146 695 301 000	188 867 732 000	28,75	57	57		
Ministère de la Sécurité Publique	102 318 275 000	93 522 234 000	-8,60	18	18		10
Ministère de la Justice	93 401 407 000	90 544 942 000	-3,06	31	31	1	17
Ministère des Finances et du Budget	1 755 791 288 000	3 691 439 488 000	10,24	133	135	2	19
Ministère de l'Economie et de la Planification	11 786 929 000	11 424 861 000	-3,07	14	17		
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration	17 738 034 000	15 588 034 000	-12,12	48	49	0	2
Ministère du Commerce et de la Consommation	37 080 025 000	31 562 952 000	-4,88	9	9		7
Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	14 749 512 000	11 554 512 000	-21,66	38	38	0	23
TOTAL	2 844 684 164 000	4 814 234 495 000	69,24	585	647	14	143

Sources : Budgets d'exécution LFI et LFR et Documents de performance LFI et LFR

L'enveloppe budgétaire attribuée au secteur administratif après l'adoption de la LFR a connu un accroissement par rapport à celle autorisée par la LFI. Ainsi, 1 969,55 milliards d'Ariary ont été rajoutés aux crédits initiaux, soit une augmentation avoisinant 70 %. Si l'allocation budgétaire du Sénat, de l'Assemblée Nationale, de la Primature, du Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy, du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que du Ministère des Finances et du Budget s'est accrue, celle des départements restants a été restreinte, sauf pour la Haute Cour Constitutionnelle, dont les crédits accordés n'ont pas fait l'objet de modification.

En parallèle, la plupart de ces départements ont eu recours à la modification de leur document de performance, à l'exception de l'Assemblée Nationale, du Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy, du Ministère des Affaires Etrangères ou du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Ainsi, sur les 157 valeurs cibles ayant été rectifiées, 143 ont été révisées à la baisse.

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Tableau n° 13: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
001	Administration et coordination	92 200 347 000	78 245 178 709	84,86	45	24	17	0	4	53,33%
201	Infrastructure reliée	195 716 000	172 859 416	88,32	5	4	0	0	1	80,00%
401	Développement rural	96 000 000	92 586 370	96,44	1	0	1	0	0	0,00%
501	Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	6 101 600 000	662 701 871	10,86	1	0	1	0	0	0,00%
801	Solidarité Nationale	842 658 000	819 867 452	97,30	3	1	1	0	1	33,33%
TOTAL		99 436 321 000	79 993 193 818	80,45	55	29	20	0	6	52,73%

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : l'objectif visant à réduire la corruption a été partiellement rempli. En effet, seules 16 régions ont pu mettre en œuvre la politique régionale y afférente en raison de la saison pluvieuse et l'impraticabilité de certaines routes, combinées avec l'insuffisance des ressources matérielles. En revanche, l'objectif a été atteint en matière de l'organisation des sommets : les sommets de la Francophonie et du COMESA ont effectivement eu lieu et l'organisation a été dotée d'un siège digne des sommets grâce à l'acquisition des matériels informatiques et des matériels roulants.

- *Infrastructure reliée* : toutes les prévisions établies ont été réalisées avec le budget mis à disposition de la Présidence. Ainsi, 7 sites ont fait l'objet de travaux d'entretien et de maintenance et 10 postes téléphoniques ont été installés et opérationnels.

- *Développement rural* : seules 10 unités du Service Civique ont été rendues opérationnelles, contre les 16 prévues, suite au remplacement du Service Civique en cours d'exercice.

- *Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA* : sur les 35 plans locaux prévus être mises en œuvre au niveau des Communes dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, 28 l'ont été réellement, compte tenu du retard du décaissement de l'appui financier du PNUD.

- *Solidarité Nationale* : toutes les questions d'ordre militaire ont été résolues, à travers le traitement des dossiers parvenus et la remise des décisions correspondantes.

- SENAT

Tableau n° 14: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses Réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
002	Administration et coordination	8 007 375 000	7 111 100 371	88,81	3	2	1	0	0	66,67
119	Appui aux membres de l'institution	7 546 380 000	7 117 718 602	94,32	5	3	2	0	0	60,00
TOTAL		15 553 755 000	14 228 818 973	91,48	8	5	3	0	0	62,50

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les prestations des services publics ont pu être renforcées, à travers le traitement à temps du salaire du personnel et le traitement des 864 dossiers pour le fonctionnement des services. Par contre, le problème de connexion au SIIGFP a engendré un faible taux d'exécution budgétaire.

- *Appui aux Membres de l'Institution* : les objectifs n'ont été remplis qu'en partie. Ainsi, seules 69 visites ont été effectuées auprès des CTDs, dues au manque de planification et des moyens. Néanmoins, 67 lois ont été votées et 26 actes de contrôle de l'action du Gouvernement ont été pris.

- ASSEMBLEE NATIONALE

Tableau n° 15: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
003	Administration et coordination	18 726 051 000	18 467 941 144	98,62	1	1	0	0	0	100,00
101	Gouvernance responsable	26 306 042 000	24 857 732 855	94,49	3	2	1	0	0	66,00
TOTAL		45 032 093 000	43 325 673 999	96,21	4	3	1	0	0	75,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : étant l'unique objectif poursuivi dans ce programme, l'amélioration du fonctionnement de l'Administration a été convenablement assurée, en se référant à l'atteinte de l'indicateur relatif au traitement des dossiers (10 jours).

- *Gouvernance responsable* : les résultats obtenus ont dépassé les prévisions pour les 2 indicateurs, particulièrement l'adoption de 60 lois et la participation aux 52 réunions au niveau international. Cependant, l'insuffisance de crédits n'a pas permis d'effectuer les 20 contrôles parlementaires prévus.

- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

Tableau n° 16: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
004	Administration et coordination	5 160 291 000	4 965 538 547	96,23	5	4	0	1	0	80,00
102	Gouvernance responsable	990 200 000	793 070 183	80,09	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL		6 150 491 000	5 758 608 730	93,63	8	7	0	1	0	87,50

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les actions entreprises ont été, en général, fructueuses. 86 % des problèmes de fonctionnement de l'administration ont été résolus, suite à la simplification des procédures et à l'utilisation pertinente des outils informatiques. Par ailleurs, une amélioration du taux d'exécution budgétaire a été constatée, grâce aux efforts déployés par les responsables des commandes publiques dans la résolution des problèmes relatifs aux procédures de passation de marchés.

- *Gouvernance responsable* : toutes les réalisations ont été conformes aux prévisions. Les attentes ont été même surpassées, notamment pour le nombre de décisions et d'avis émis suite à la pléthore des saisines liées à la conjoncture juridico-politique. La même performance observée en matière de fiabilité et de la transparence du processus électoral, à travers la formation des 26 acteurs, a été le fruit des efforts de renforcement de capacités et d'échanges d'expériences en matière d'élections. L'année 2016 a été aussi marquée par la réception des 106 déclarations de patrimoines des hautes personnalités.

- PRIMATURE

Tableau n° 17: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
005	Administration et coordination	25 708 492 000	25 259 284 275	98,25	86	38	33	1	14	44,19%
402	Développement rural	100 285 000	99 714 391	99,43	10	2	6	0	2	20,00%
403	Sécurité alimentaire	64 613 817 000	35 815 612 781	55,43	13	7	4	2	0	53,85%
802	Solidarité Nationale	218 843 000	213 359 237	97,49	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		90 641 437 000	61 387 970 684	67,73	110	48	43	3	16	43,64%

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les indicateurs réalisés ont concerné le suivi et l'évaluation du plan national pour la lutte contre la traite des personnes, la numérisation des 23 430 archives, l'insertion des 1 150 références d'ouvrages dans la base de données, la communication des 2 625 renseignements dans le cadre de la coordination des actions sur la sécurité nationale et l'acquisition des matériels spécifiques de sécurité. Pour les indicateurs dont les valeurs cibles n'ont pas été atteintes, les principales causes évoquées ont été l'insuffisance des moyens financiers et le report des activités concernées en 2017.

- *Développement rural* : l'organisation des 9 matinées d'animation thématique sur le développement rural, ainsi que l'élaboration et la diffusion des 3 analyses bimestrielles de la situation du marché du riz au niveau national qu'international ont été les seules réalisations conformes aux prévisions. L'insuffisance des moyens financiers a engendré des faibles résultats en matière de partage des informations sur le prix du riz et des produits vivriers ainsi que de l'analyse thématique relatif aux réalités rurales et développement rural.

- *Sécurité alimentaire* : dans le cadre de l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire, 747 980 enfants ont été touchés par les programmes de nutrition, tandis que 4 205 sites de Programme National de Nutrition Communautaire ont été opérationnels. Par ailleurs, 8 130 enfants malnutris ont été pris en charge par les Centres de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensive/Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Ambulatoire (CRENI/CRENA) et 82 651 ménages ont bénéficié des programmes de sécurité alimentaire. 438 470 ménages ont également bénéficié d'une assistance alimentaire en cas d'urgence, dont ceux provenant dans le Sud du pays ont été les principaux ciblés.

- *Solidarité nationale* : le taux des vulnérabilités relatives aux risques de l'impact et catastrophe sur la population a connu une amélioration, puisque le taux estimé à 5% a été ramené à 1% en fin d'année.

- FILANKEVITRY NY FAMPPIHAVANANA MALAGASY

Tableau n° 18: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
057	Administration et coordination	4 148 749 000	3 987 022 307	96,10	1	1	0	0	0	100,00
823	Réconciliation nationale	184 751 000	182 749 240	98,92	2	0	2	0	0	0,00
TOTAL		4 333 500 000	4 169 771 547	96,22	3	1	2	0	0	33,33

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : l'objectif consistant à promouvoir une administration efficace et efficiente a été rempli. Le délai de traitement des dossiers de 6 jours a été respecté, et ce, conformément à la prévision.

- *Réconciliation nationale* : les objectifs de résolution des conflits politiques de 2002 à 2009 et de la promotion de la refondation de la nation n'ont pas été atteints, en raison de l'attente de la nouvelle loi portant Réconciliation Nationale. Néanmoins, en dépit de ce constat, l'année 2016 a été marquée par l'organisation d'une rencontre relative à la situation de la Réconciliation Nationale à Madagascar avec la délégation de la SADC et par l'élaboration du Plan National de Réconciliation par l'Assemblée Générale des membres.

- COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

Tableau n° 19: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
060	Administration et coordination	4 630 216 000	4 515 884 029	97,53	16	3	13	0	0	18,75
126	Mise en œuvre du processus électoral	142 784 000	130 790 568	91,60	18	4	11	0	3	22,22
825	Education électorale et communication	27 000 000	26 990 040	99,96	7	5	2	0	0	71,43
TOTAL		4 800 000 000	4 673 664 637	97,37	41	12	26	0	3	29,27

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les valeurs réalisées ont trait particulièrement à l'optimisation du fichier électoral, la formation des informaticiens et l'optimisation de la connexion internet permettant l'opérationnalisation du site web de cette Institution. La plupart des indicateurs non atteints ont affiché des résultats nuls, faute de ressources suffisantes.

- *Mise en œuvre du processus électoral* : le principal leitmotiv de ce programme a consisté à préparer et organiser des élections fiables, crédibles et transparentes. Plusieurs résultats obtenus ont décalé de ceux escomptés, les écarts ont été justifiés par le fait que la plupart des indicateurs retenus ont été superflus (nécessitant d'être reformulés), et qu'aucune élection ne s'est tenue en 2016.

- *Education électorale et communication* : le défi en matière de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'éducation électorale a été plus ou moins relevé, puisque 5 sur les 7 indicateurs inscrits ont atteint les cibles. A cet effet, un contrat de consultance a été conclu en partenariat avec le PNUD, 28 conventions de partenariats signées, 8 ateliers réalisés, et les activités de sensibilisation et de communications conduites à 100% en 2016. Cependant, l'insuffisance des ressources financières n'a pas permis d'acquérir les moyens et outils adéquats en la matière.

- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Tableau n° 20: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
006	Administration et coordination	46 681 020 000	46 398 971 391	99,40	6	6	0	0	0	100,00
601	Diplomatie et coopération	7 660 042 000	7 516 911 712	98,13	26	21	5	0	0	80,77
TOTAL		54 341 062 000	53 915 883 103	99,22	32	27	5	0	0	84,38

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : la promotion des moyens adéquats aux services centraux et la standardisation des services publics ont été concrétisées conformément aux attentes du ministère. Tous les indicateurs inscrits ont atteint leurs cibles.

- *Diplomatie et coopération* : les réalisations les plus frappantes ont concerné l'organisation des 11 conférences/ateliers/séminaires internationaux à Madagascar, l'assistance des dirigeants et responsables à 50 réunions et séminaires statutaires et extraordinaires multilatéraux, la signature des 10 conventions dans le cadre de la coopération multilatérale, la signature de 27 accords de coopération bilatérale et la signature des 13 accords dans le cadre de la coopération régionale. En matière de la relance du partenariat économique public privé, 13 manifestations économiques internationales ont eu lieu et 6 agents centraux ont suivi une formation en économie, commerce et négociation internationale.

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau n° 21: Synthèse des réalisations financières et physiques

Code missions	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
122	007	Administration et coordination	159 858 754 000	158 908 293 361	99,41	1	1	0	0	0	100,00
	103	Pilotage de la politique de défense	7 098 430 000	6 777 652 486	95,48	2	2	0	0	0	100,00
123	008	Administration et coordination	12 237 114 000	12 092 707 714	98,82	3	2	1	0	0	66,67
	104	Armée de Terre	4 672 968 000	4 650 631 898	99,52	1	0	1	0	0	0,00
	105	Armée de l'Air	1 575 228 000	1 571 892 096	99,79	1	0	1	0	0	0,00
	106	Marine Nationale	1 350 650 000	1 348 430 331	99,84	1	0	1	0	0	0,00
TOTAL			186 793 144 000	185 349 607 886	99,23	9	5	4	0	0	55,56

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Défense et Sécurité »

- *Administration et coordination* : le ministère a pu maintenir une capacité organisationnelle adéquate en réalisant 75% des activités relatives aux affaires générales et techniques.

- *Pilotage de la politique de défense* : les résultats ont été tous à la hauteur des attentes. A ce titre, la réalisation des activités de planification ainsi que de celles des organismes de défenses ont été assurées respectivement à 50% et 75%, conformément aux prévisions fixées.

Mission « Armée Malagasy »

- *Administration et coordination*: les taux prévus, tant pour la satisfaction des droits individuels et collectifs constatés que pour la disponibilité pour emploi des infrastructures, équipements et matériels des unités, ont été tous atteints. Par contre, le taux sur la réalisation des programmes de recrutement et de formation a dégagé un écart négatif de 10,04% en fin d'année, suite à la limitation des crédits après la LFR.

- *Armée de terre* : faute de moyens adéquats, les projets d'équipements des forces de l'Armée de Terre ont été reportés pour l'exercice 2017. Ce contexte a justifié l'écart enregistré en matière du taux d'appréciation de la réactivité des Forces Terrestres qui n'a été atteint que 68,37% au lieu de 75%, comme prévu.

- *Armée de l'air* : les projets prévus pour l'Armée de l'Air n'ont été réalisés que partiellement suite à l'insuffisance budgétaire. De plus, à l'issue de la LFR, le crédit PIP dédié aux entretiens des aéronefs de l'armée de l'air a connu une réduction de l'ordre de 40%.

- *Marine nationale* : la diminution de l'allocation budgétaire après la LFR 2016 a entraîné la suspension des activités inscrites aux prévisions des Forces Navales (entretien et déploiement des forces navales).

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE

Tableau n° 22: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut .	Taux de réal. (%)
009	Administration et coordination	156 070 647 000	155 343 022 378	99,53	3	2	1	0	0	66,67
108	Intervention mixte et/ou spéciale	1 918 600 000	1 914 562 178	99,79	2	1	1	0	0	50,00
121	Sécurité et Ordre Public	8 362 937 000	8 232 483 485	98,44	12	4	5	3	0	33,33
124	Normalisation des Equipements et Infrastructures	6 988 950 000	6 966 596 931	99,68	4	1	3	0	0	25,00
125	Formation	1 089 527 000	1 057 904 058	97,10	2	1	1	0	0	50,00
TOTAL		174 430 661 000	173 514 569 030	99,47	23	9	11	3	0	39,13

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : afin de coordonner et d'évaluer les activités des unités, 2 215 contrôles ont été effectués et 4 036 séances de sensibilisation ont eu lieu, et ce, tel que prévu par le document de performance. Toutefois, seuls 61,36% des cas de corruption dénoncés ont été traités, sur un taux escompté de 75%. Selon l'argument avancé, les dossiers étaient encore en cours de traitement.

- *Intervention mixte et ou spéciale* : l'objectif de rétablissement de l'ordre public n'a été que partiellement concrétisé, puisque seules 32 interventions de l'Unité Spéciale ont effectivement eu lieu alors que la prévision en a établi 90. Néanmoins, la prévision a été largement dépassée en matière de patrouilles et d'interventions : 2 714 patrouilles ont été effectuées, sur un nombre estimé à 264.

- *Sécurité et ordre public* : dans l'objectif d'accroître la capacité d'intervention et la mobilité, 15 529 fiches de renseignements ont été établies et 309 armes ont été découvertes et saisies. Quant à la surveillance préventive et répressive, 54 individus ont été arrêtés dans le cadre du trafic des ressources naturelles.

- *Normalisation des équipements et infrastructures* : seul l'indicateur sur le taux d'acquisition de matériels a été atteint dans ce programme. L'activité était en cours concernant la mise en place des postes avancés de surveillance côtière.

- *Formation* : dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la formation, 31 formations et recyclages ont été effectués. Par contre, le ratio GN/Population a été de 1 sur 1 748, au lieu de 1 sur 1 600

comme prévu. Cette faible performance a été liée au recul de la date de sortie des élèves gendarmes et à la mise en retraite des gendarmes en activités.

- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Tableau n° 23: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
140	010	Administration et coordination	30 198 146 000	29 843 659 024	98,83	12	7	5	0	0	58,33
	109	Administration Territoriale	27 117 785 000	26 693 412 630	98,44	8	8	0	0	0	100,00
	202	Gestion des Risques et Catastrophes	70 756 997 000	13 783 692 625	19,48	13	7	6	0	0	53,85
170	044	Administration et coordination	17 135 000	17 111 000	99,86	8	5	3	0	0	62,50
	113	Développement des Collectivités Décentralisées	59 469 092 000	45 277 712 091	76,14	16	7	9	0	0	43,75
	TOTAL		187 559 155 000	115 615 587 370	61,64	57	34	23	0	0	59,65

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Administration du territoire »

- *Administration et coordination* : les faits les plus significatifs ont eu trait à la centralisation et l'exploitation des 120 rapports d'activités des Chefs de circonscription administrative, la couverture de toutes les circonscriptions administratives par le réseau internet, la tenue des 12 réunions des chefs de circonscriptions administratives avec les chefs de CTDs et la mise à disposition et en application des 400 textes et instruments de clarification.

- *Administration territoriale* : les résultats les plus probants ont été relatifs au recensement des 42 500 armes dans le cadre de la lutte contre la prolifération d'armement, au recensement des 117 marchés de bovidés et à l'enregistrement des 1 734 immigrés dans les stockages de données.

- *Gestion des risques et des catastrophes* : l'insuffisance du budget a occasionné des faibles performances pour certains indicateurs. A cet effet, seuls 100 communes, 8 régions, 70 Districts ont été recyclés en Gestion des Risques et des Catastrophes, contre des prévisions se chiffrant respectivement à 500, 12 et 101. Néanmoins, 12 plans de contingences ont été mis à jour et 4 protocoles de collaboration signés et appliqués.

Mission « Décentralisation »

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'Administration du Territoire, 250 agents ont été formés en formation initiale et en alternance et 50 services ont été dotés de matériels performants et suffisants, conformément à la prévision fixée. Cependant, faute de moyens suffisants, seuls 250 agents ont bénéficié de formations ponctuelles, contre les 300 prévus.

- *Développement des collectivités décentralisées* : l'objectif visant à promouvoir la décentralisation et la bonne gouvernance locale n'a été rempli qu'en partie. En effet, compte tenu des

crises répétitives, le taux de collecte des taxes locales a été largement inférieur au taux escompté. Par ailleurs, seules 1 001 communes ont fait parvenir leurs comptes administratifs. D'après l'explication avancée, le renforcement des capacités des acteurs concernés est nécessaire. Les résultats obtenus ont accusé un écart considérable pour le nombre des responsables formés, dans la mesure où la valeur de cet indicateur a été fixée de manière trop ambitieuse. Malgré ces bilans mitigés, quelques performances ont été relevées, notamment l'accompagnement des 586 CTDs à travers la réalisation des formations, l'engagement des transferts effectués à un taux de 100% et la mise à disposition d'un plan de développements locaux.

- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Tableau n° 24: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
036	Administration et coordination	88 837 375 000	88 324 718 473	99,42	2	2	0	0	0	100,00
120	Sécurité publique	8 609 202 000	8 444 355 195	98,09	16	9	5	0	2	56,25
TOTAL		97 446 577 000	96 769 073 668	99,30	18	11	5	0	2	61,11

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les 2 indicateurs ont été atteints pour l'unique objectif poursuivi « adéquation formation recrutement ». Ainsi, les 650 élèves prévus être formés l'ont été effectivement et 250 policiers ont été recyclés, sur un chiffre prévu de 50.

- *Sécurité publique* : pour l'objectif de renforcement des capacités préventives, la plupart des valeurs réalisées ont été conformes aux prévisions, à l'exception du nombre des moyens de locomotion, du celui des matériels roulants acquis et du celui des matériels pour le maintien de l'ordre. Ces faibles performances ont été imputables à l'aménagement des crédits à d'autres services prioritaires et travaux d'urgences. Quant à l'objectif de lutte contre l'immigration clandestine, les prévisions ont été toutes dépassées. Ainsi, le taux d'élucidation de délinquance a évolué positivement suite à l'amélioration de l'environnement de travail (acquisition de nouveaux matériels informatiques et techniques).

- MINISTERE DE LA JUSTICE

Tableau n° 25: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
012	Administration et coordination	74 532 485 000	73 507 766 993	98,63	11	7	4	0	0	63,64
111	Administration judiciaire	12 193 970 000	8 241 252 780	67,58	13	8	5	0	0	61,54
112	Administration pénitentiaire	6 218 383 000	6 137 139 307	98,69	7	5	2	0	0	71,43
TOTAL		92 944 838 000	87 886 159 080	94,56	31	20	11	0	0	64,52

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : pour une politique de gestion des ressources humaines efficaces, 11 sessions de formation continue ont été organisées et 12 % des personnels touchés par la politique de rotation. Dans le cadre de la mise en place des NTICs au service de la modernisation de la Justice, 87 couvertures médiatiques ont été réalisées. Quant à la poursuite de la lutte contre la corruption, 33 sites ont fait l'objet de missions d'inspection, d'enquêtes et d'audit. Cependant, les réalisations ont été faibles pour l'informatisation des services judiciaires/pénitentiaires et le recouvrement des amendes et condamnations.

- *Administration judiciaire* : le délai de traitement des dossiers n'a pas été respecté, puisqu'un nombre important des dossiers a été en instance depuis les années antérieures. Les réalisations ont été conformes aux attentes pour l'objectif « accorder aux citoyens une plus grande accessibilité à la justice et à promouvoir la protection des droits humains ». A cet effet, 2 nouveaux bâtiments ont été construits, 2 autres bâtiments réhabilités et 9 cliniques juridiques fonctionnelles sous l'égide de ce Ministère.

- *Administration pénitentiaire* : concernant la sécurisation des établissements pénitentiaires, le taux d'évasion a connu une amélioration, puisque la prévision fixée à 2% a diminué à 0,66% en fin d'année. En revanche, seule la réhabilitation d'une partie de la maison carcérale de Tuléar a pu être réalisée, faute de crédits suffisants, alors que 4 bâtiments ont été prévus l'être.

- MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Tableau n° 26: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
013	Administration et Coordination	451 898 426 000	398 631 926 846	88,21	33	17	7	5	4	51,52
114	Gestion du budget	902 938 178 000	846 700 861 250	93,77	16	12	2	2	0	75,00
115	Gestion fiscale	6 242 155 000	5 782 028 529	92,63	8	2	5	0	1	25,00
116	Douanes	6 715 838 000	2 114 838 920	31,49	25	15	9	1	0	60,00
117	Trésor	2 289 507 294 000	2 246 914 230 120	98,14	47	24	18	2	3	51,00
803	Action sociale	4 653 704 000	4 394 530 944	94,43	6	2	4	0	0	33,33
TOTAL		3 661 955 595 000	3 504 538 416 609	95,70	135	72	45	10	8	53,33

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination*: en termes de préservation des infrastructures critiques et de réduction de la vulnérabilité des ménages, 19 852 enseignants ont été formés en activités de santé et nutrition scolaire, 322 981 enfants de moins de 24 mois ont bénéficié des pratiques améliorées d'alimentation du nourrisson et de l'enfant, 16 999 enseignants communautaires ont été certifiés en service et payés, et 6 682 écoles ont reçu des subventions. Par rapport à la capacité organisationnelle, managériale et la culture de l'excellence des agents du Ministère, 79% des usagers ont été satisfaits avec les services rendus.

- *Gestion du budget* : les dispositifs de contrôle des états de paie ont été renforcés grâce au rapprochement entre état de paie et fichier nominatif et à la mise en place d'un standard de service. En

matière du renforcement de la transparence budgétaire, 22 documents (LFI, LFR, LR, compte rendu d'exécution budgétaire, circulaire d'exécution budgétaire...) ont été publiés sur le site web de la Direction Générale du Budget. Dans le cadre de la préservation et la valorisation du patrimoine de l'Etat, le pourcentage des matériels mobiliers et immobiliers entretenus a dépassé largement la cible, en affichant un taux de 172%, contre une prévision de 80%. Le changement des responsables au sein des divers EPN a justifié l'écart constaté en matière du pourcentage du nombre de comptes administratifs approuvés et consolidés par rapport au nombre des EPN en activité.

- *Gestion fiscale* : les résultats les plus pertinents ont trait entre autres à la création d'une nouvelle structure (centre fiscal d'Alasora), à la hausse des recouvrements des recettes par rapport à celles prévues grâce au renforcement de la qualité des contrôles fiscaux, et à l'organisation des 87 rencontres dans le cadre de l'instauration de l'esprit de redevabilité. Toutefois, malgré les relances et la taxation d'office, le taux de recouvrement dans les entreprises moyennes et les grandes entreprises ont subi une régression en 2016.

- *Douanes*: les réalisations concernaient l'organisation des 227 contrôles dans l'ensemble du territoire, l'octroi d'une formation à l'extérieur au profit de 88 agents, la collecte des recettes sur les importations assurée à hauteur de 24%, la réalisation des recettes sur les droits et taxes constatés à raison de 42 milliards d'Ariary, le recouvrement des 6,55 milliards d'Ariary à titre de pénalités nées des infractions douanières, et l'amélioration de l'environnement professionnel et social des agents de douane. Par contre, aucun module TRADENET n'a été exploité par l'Administration des douanes et aucuns nouveaux agents n'ont été admis à l'Ecole Nationale Supérieure des Douanes, puisque les activités y afférentes ont été reportées en 2017.

- *Trésor*: afin de moderniser et mettre aux normes internationales les métiers du Trésor Public, les agents appartenant aux corps spécifiques par rapport à l'effectif total du personnel de la DGT ont augmenté de 32,58%, le site web a reçu 106 427 visiteurs et 193 agents du Trésor ont été formés en administration générale. Pour la bonne gouvernance et le retour à l'orthodoxie financière, les créances non fiscales en matière de FCV ont été couvertes jusqu'à 491,06%, soit la somme de 1 631,11 milliards d'Ariary, 23 contrats en matière d'intervention financière de l'Etat traités, la gestion du portefeuille de l'Etat améliorée à concurrence de 25,20%, les dividendes sur les participations de l'Etat recouvertes à 165,40% et le SPECL opérationnalisé depuis le 18 juin 2016.

- *Action sociale* : 2 indicateurs sur les 6 inscrits ont été atteints, dont notamment la proportion des dossiers conformes acceptés par les bailleurs de fonds et la rémunération de 302 157 hommes par jour par trimestre. Cependant, l'insuffisance de communication et de sensibilisation a affecté l'atteinte de l'objectif sur l'amélioration des infrastructures locales et la concertation au niveau des communes. A cet effet, seuls 105 dossiers ont été soumis, contre les 400 prévus (demandes de financement reçues auprès des communes).

- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION

Tableau n° 27: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
014	Administration et coordination	7 716 959 000	7 400 981 725	95,91	6	5	1	0	0	83,33
604	Economie	3 324 120 000	2 926 922 148	88,05	8	4	4	0	0	50,00
612	Planification	431 622 000	422 023 500	97,78	3	1	2	0	0	33,33
TOTAL		11 472 701 000	10 749 927 373	93,70	17	10	7	0	0	58,82

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles et techniques, 220 agents ont été formés et 20 bâtiments ont été réhabilités. De même, 59 textes ont été traités permettant d'assurer l'encadrement juridique des activités du ministère.

- *Economie* : les réalisations ont été plus ou moins performantes, notamment en matière de la mise à disponibilité des 4 notes de conjoncture économique et des 4 documents d'analyse, et de la mise en œuvre du processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'intervention des partenaires au PND. Le taux de croissance a connu, cependant, un ralenti de 0,90%, dont les causes ont été liées à plusieurs facteurs.

- *Planification* : disposer des dossiers d'éclairage de développement humain a été un des défis imposé dans ce programme, un défi qui a été loin d'être relevé, puisqu'aucun dossier n'a été disponible en fin d'année. L'autre objectif, consistant à renforcer les synergies sectorielles et régionales, n'a pas été atteint dans sa totalité. Ainsi, 10 politiques sectorielles ont été analysées et coordonnées conformément aux prévisions, mais seuls 5 plans régionaux ont été élaborés sur une valeur attendue de 15 au départ.

- MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

Tableau n° 28: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
310	041	Administration et coordination	641 654 000	24 412 000,00	3,80	4	2	2	0	0	50,00
	804	Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs	5 480 000	5 414 600,00	98,81	3	2	1	0	0	66,67
	805	Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux	48 872 000	32 670 519	66,85	4	2	2	0	0	50,00
	812	Intensification de la lutte contre le travail des enfants	104 000 000	84 816 780	81,55	1	1	0	0	0	100,00
	824	Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	136 680 000	93 384 182	68,32	9	4	4	0	1	44,44
320	015	Administration et Coordination	14 070 904 000	13 816 992 762	98,20	15	5	9	0	1	33,33
	118	Améliorer la capacité des services publics et renforcer la capacité des agents	723 307 000	456 267 689	63,08	13	7	5	0	1	53,85
TOTAL		15 730 897 000	14 513 958 532	92,26	49	23	23	0	3	46,94	

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Travail et Lois sociales »

- *Administration et coordination* : l'année 2016 a été marquée par la mise en place des 4 services régionaux du travail et des lois sociales dans les Régions SAVA, Analanjirofo, Amoron'i Mania et Sofia. En revanche, l'insuffisance du budget n'a pas permis de mettre en place les structures de dialogue social prévues.

- *Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs* : ce programme a affiché une performance moyenne de 66,67%, grâce à la mise à jour et la vulgarisation des textes en matière de Sécurité Sociale des Travailleurs (SST) ainsi qu'à la décentralisation effective du système de Sécurité Sociale des Travailleurs. L'indicateur relatif à l'extension et l'amélioration de la SST n'a pas été entièrement atteint, en accusant un écart de 10% par rapport à la prévision.

- *Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux* : le respect des obligations de Madagascar vis-à-vis de l'OIT a été atteint à 100% et 402 travailleurs ont pu bénéficier des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail. Par contre, seule une étude sur les 6 envisagées a été menée, dont notamment celle relative à la conférence des Inspecteurs du Travail sur la refonte du code de travail. L'écart constaté en matière de l'indicateur sur le respect du code de travail a résulté de l'attente des rapports d'activité des autres services et de la limitation des déplacements.

- *Intensification de la lutte contre le travail des enfants* : l'objectif poursuivi a été atteint, les structures de coordination de la lutte contre le travail des enfants ont été opérationnelles à 100% et les mesures de protection des enfants travailleurs ont été mises en œuvre.

- *Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail* : parmi les réalisations concluantes ont figuré la délivrance des 1 345 permis de travail, le visa des 792 contrats de travaux, la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional, ainsi que la signature de tous les protocoles d'accord et/ou convention de partenariat. Toutefois, la faible implication des entreprises a expliqué la contreperformance relevée pour l'objectif visant à promouvoir le travail décent. Par ailleurs, 2 descentes seulement ont été effectuées auprès des agences de placement sur les 10 escomptées, puisque la restructuration des agences a été encore inachevée.

Mission « Fonction Publique »

- *Administration et coordination* : l'objectif tendant à instaurer une administration efficace et harmonieuse n'a été rempli qu'à un taux de 33,33%. Néanmoins, quelques résultats ont marqué l'année 2016, notamment, l'offre de conseils aux 35% des usagers en matière de documentation sur la FOP, l'effectivité de la coordination des activités de services régionaux, l'octroi des avantages sociaux aux 291 agents, l'organisation et l'exécution des 3 ateliers de formation du système d'information et du suivi-évaluation, et enfin, la conduite des 4 études sur la révision de la dégradation des situations administrative et financière de certains agents. Cependant, aucun matériel informatique ou roulant n'a été acquis, faute de crédits disponibles.

- *Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat* : les valeurs cibles ont été atteintes pour le renforcement de la formation des hauts fonctionnaires de l'Etat, la mise en place d'un système plus performant pour le concours administratif, la distribution des 550 codes

de conduites, et l'effectivité de la coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat. L'absence de crédit a expliqué la non réalisation des activités des Etablissements nationaux de formation appliquant le système de l'adéquation formation-emploi. L'obtention tardive du quitus a, quant à elle, engendré la faible performance sur l'amélioration de l'accessibilité des usagers des services publics du Ministère tant au niveau central que régional.

- **MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION**

Tableau n° 29: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
037	Administration et coordination	20 574 052 000	20 414 786 465	99,23	1	0	0	0	0	0,00
606	Commerce	10 975 100 000	710 014 390	6,47	5	3	1	1	0	60,00
613	Consommation	117 000 000	98 424 486	84,12	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL		31 666 152 000	21 223 225 341	67,02	9	6	2	1	0	66,67

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire n'a été atteint qu'à raison de 66,90%, alors que ce taux a été initialement évalué à 97%. Néanmoins, ce taux s'est élevé à 99,34% au niveau du budget de fonctionnement hors solde.

- *Commerce* : certaines réalisations ont dépassé les prévisions. Ainsi, 17 formations ont été suivies par les agents et les acteurs économiques et 32 actions de promotion des manifestations commerciales internationales ont eu lieu. En revanche, la cible n'a pas été atteinte pour le nombre des textes législatifs et règlementaires relatifs au commerce intérieur et à la qualité, en raison de la suspension des engagements et des difficultés des procédures de promulgation des textes.

- *Consommation* : les indicateurs fixés dans l'objectif d'assurer la protection économique et la sécurité des consommateurs ont été tous atteints. Ainsi, l'année 2016 a été marquée par l'adoption des 3 textes législatifs et règlementaires relatifs à la consommation, l'organisation des formations ou séances d'informations des acteurs et le traitement des dossiers en matière de doléances, et enfin la conduite des 7 actions de rénovation des infrastructures des matériels et équipements techniques des services laboratoires et ceux de la Métrologie légale.

- **MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

Tableau n° 30: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
100	821	Coordination des relations avec les institutions	28 700 000	28 699 500	100,00	3	0	3	0	0	0,00
	822	Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	54 075 000	54 063 400	99,98	10	4	6	0	0	40,00

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
370	030	Administration et coordination	8 001 993 000	7 818 576 219	97,71	11	8	3	0	0	72,73
	212	Media	727 724 000	695 420 917	95,56	11	9	2	0	0	81,82
	213	Développement des infrastructures radio et télévision	2 263 187 000	2 251 018 875	99,46	3	0	3	0	0	0,00
	TOTAL		11 075 679 000	10 847 778 911	97,94	38	21	17	0	0	55,26

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Relation avec les Institutions »

- *Coordination des relations avec les Institutions* : aucun des 3 indicateurs inscrits n'a été atteint suite au manque de renforcement de capacité des personnels et à l'insuffisance des moyens matériels et informatiques. Toutefois, 11 individus ont reçu des primes sur les concours portant sur le thème « Ny mahamalagasy sy ny Fihavanana » et 270 responsables au niveau des collectivités ont été formés et outillés pour prévenir, analyser et gérer les conflits sociaux pour le renforcement de la paix sociale.

- *Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne* : les problèmes évoqués ci-dessus ont également été à l'origine de la faible performance de ce programme. Sur les 10 indicateurs d'objectifs fixés, 4 ont atteint les cibles. Malgré ce bilan mitigé, 100 volontaires communautaires ont été mobilisés en matière de Gestion des Risques Catastrophique en partenariat avec le BNGRC ; 202 volontaires formés en matière de propreté; 1 000 volontaires mobilisés pour la sensibilisation de la population d'Antananarivo et ses environs à la propreté avant le sommet de la Francophonie ; et enfin 55 autres moins de 18 ans formés pour la lutte contre le mariage précoce.

Mission « Communication »

- *Administration et coordination* : les points forts qui ont marqué cette mission ont résidé dans la formation de ses agents en matière de gestion de conflit et dans la signature de la convention de partenariat avec la Radiotélévision Turque.

- *Média* : dans le cadre de la préparation de la mise en place et du déploiement de la TNT à Madagascar, 331 sites ont été étudiés, 9 textes diffusés, 2 cadres institutionnels mis en place et 9 localités desservies par la TNT, des réalisations dépassant toutes les estimations. L'année 2016 a été également marquée par la préparation du 19ème Sommet du COMESA, particulièrement l'organisation et la gestion du centre de presse au CCI Ivato et l'encadrement des journalistes avant et pendant le sommet.

- *Développement des infrastructures radio et télévision* : les résultats obtenus ont décalé largement les prévisions, en raison de l'insuffisance du budget alloué au PIP pour la dotation de matériels appropriés à la NTIC.

2. Secteur social

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Mettant en œuvre des programmes d'actions prioritaires, le secteur social a été le second à être favorisé en termes d'allocation budgétaire après le secteur administratif, en détenant 19,45% des crédits définitifs du BGE. Les dépenses effectuées se sont chiffrées à 1 262,49 milliards d'Ariary en fin d'année, soit un taux de consommation budgétaire de 91,11%.

Les 7 Ministères composant ce secteur se sont engagés à accomplir 14 missions et 37 programmes, auxquels ont été associés 108 objectifs de performance. 48,86% des valeurs cibles ont été conformes aux prévisions, correspondant à 86 indicateurs atteints sur les 177 déterminés.

Le nombre des indicateurs inscrits dans ce secteur a connu une diminution par rapport à l'année précédente, puisque 234 indicateurs ont été retenus en 2015, contre 177 en 2016. En revanche, sa performance a évolué positivement, dans la mesure où le taux des valeurs cibles réalisées l'année dernière a été de l'ordre de 44,87%, tandis que l'exercice 2016 s'est achevé avec une performance moyenne de 48,86%. Les taux de réalisation des valeurs cibles des ministères ont varié entre 70,83% pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et de 22,22% pour le Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la sauvegarde du Patrimoine.

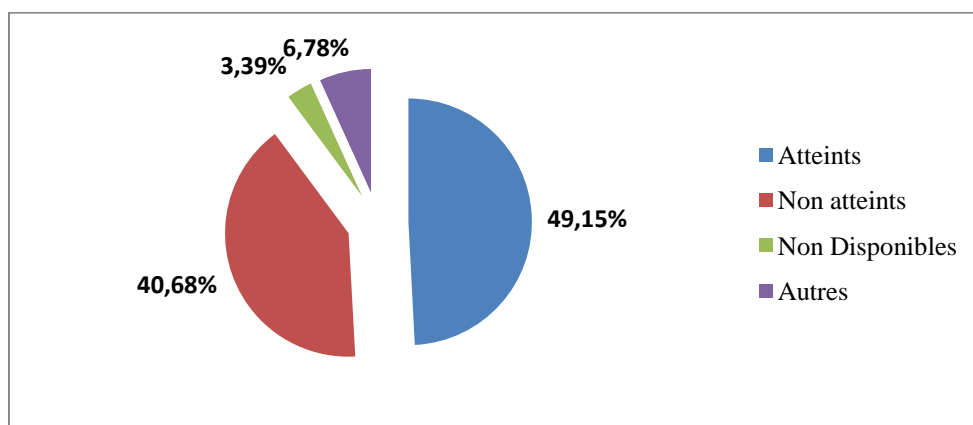
Le tableau qui suit résume les réalisations du secteur social :

Tableau n° 31: Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Min.	Mis.	Prog.	Obj.	En nombre		Atteints	Non atteints	Non Disponibles	Autres	En milliards d'Ariary		Dépenses réalisées
				Valeurs cibles						Crédits		
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	14	38	109	176	177	87	72	6	12	1 416,07	1 385,69	1 262,49

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Graphique n° 3 : Performance du secteur social en 2016



Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

b. Evolution annuelle de la performance du secteur social (LFI et LFR)

Si le secteur administratif a bénéficié d'une augmentation de crédits après la LFR, l'enveloppe budgétaire du secteur social a été légèrement restreinte, affichant une différence en moins de 4,18% par rapport à la LFI. Les 1 416,07 milliards d'Ariary octroyés par cette dernière ont été ramenés à 1 356,94

milliards d'Ariary par la LFR. La plupart des ministères relevant de ce secteur ont vu leur allocation budgétaire en diminution, à l'exception du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, dont les moyens financiers ont été renforcés.

En ce qui concerne volet performance, seul un indicateur s'est ajouté aux FPP de la LFR, lequel a été enregistré auprès du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme. Quant aux valeurs cibles proprement dites, 5 sur les 7 Ministères les ont ajusté, dont la majeure partie a été revue à la baisse. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a été celui qui a procédé le plus à cette modification, dans la mesure où 87,5% de ses indicateurs ont été révisés, tandis que le Ministère de l'Education Nationale n'en a pas eu recours, en dépit de la réduction de ses ressources financières.

Tableau n° 32: Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de la Santé Publique	345 269 842 000	316 269 660 000	-8,4	15	15	0	4
Ministère de la Jeunesse et des Sports	19 474 442 000	18 905 737 000	-2,92	42	43	0	1
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme	26 205 886 000	27 061 886 000	3,27	66	66	0	0
Ministère de l'Education Nationale	810 514 975 000	784 779 618 000	-3,18	11	11	0	0
Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	41 963 840 000	37 467 980 000	-10,71	9	9	0	7
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	162 953 376 000	163 867 601 000	0,56	24	24	1	20
Ministère de l'Artisanat, de la Culture et du Patrimoine	9 685 646 000	8 586 446 000	-11,35	9	9	0	4
TOTAL	1 416 068 007 000	1 356 938 928 000	-4,18	176	177	1	36

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Document de performance LFI et LFR 2016

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur social

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Tableau n° 33: Synthèse des réalisations physiques et financières

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
024	Administration et coordination	185 027 883 000	165 333 105 970	89,36	3	2	1	0	0	66,67
502	Fourniture de services de santé de base	52 631 061 000	15 588 779 923	29,62	1	0	1	0	0	0,00
503	Fourniture de services de santé hospitalière	23 684 997 000	16 768 159 870	70,80	1	1	0	0	0	100,00
504	Fourniture de médicaments,	6 379 670 000	4 193 479 853	65,73	1	0	1	0	0	0,00

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
	de consommables et autres produits									
505	Lutte contre les maladies	30 525 967 000	4 054 213 634	13,28	5	2	3	0	0	40,00
506	Survie et développement de la Mère et de l'Enfant	18 564 556 000	9 756 316 780	52,55	4	0	4	0	0	0,00
TOTAL		316 814 134 000	215 694 056 031	68,08	15	5	10	0	0	33,33

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : l'engagement visant à améliorer la disponibilité en temps réel des informations sanitaires de qualité a été honoré conformément à la prévision. Ainsi, le renforcement des capacités des responsables ainsi que le respect des procédures administratives ont contribué respectivement à la performance des indicateurs afférents aux taux de promptitude des rapports mensuels des activités et aux taux d'exécution budgétaire. Concernant l'objectif d'amélioration de la coordination, de la bonne gouvernance et du leadership, seuls 51% des CSB2 sur les 65% escomptés, ont eu au moins 2 agents de santé. Ce résultat mitigé a résulté du départ en retraite sans remplacement des agents et de l'affectation du personnel des CSB au niveau supérieur.

- *Fourniture de services de santé de base* : face à la faible accessibilité géographique et financière de la population surtout en zone enclavée et à la faible mobilisation sociale sur l'utilisation des CSB, le taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB en fin d'année a accusé un écart négatif de 6,5%.

- *Fourniture de services de santé hospitalière* : l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité a connu une progression, en se référant aux réalisations de ce programme. En effet, l'occupation moyenne des lits a été évaluée à 67%, sur une estimation de 58%. Cet accomplissement a été attribuable à l'amélioration de la qualité de services au niveau des hôpitaux (matériels, équipements, infrastructures) ainsi qu'à la disponibilité des fonds d'équité hospitalier et des fonds d'urgence.

- *Fourniture de médicaments, de consommables et autres produits* : le taux de disponibilité en médicaments essentiels génériques de qualité au niveau des CSB a affiché un écart en moins de 2,9%, en raison de l'insuffisance des mesures d'accompagnement à l'approvisionnement des médicaments aux CSB enclavés et de la non opérationnalité du logiciel Channel (gestion de cycle de stock, approvisionnement) dans 22 régions.

- *Lutte contre les maladies* : la disponibilité des fonds a contribué à l'amélioration de la lutte contre le paludisme. A ce titre, le taux d'incidence du paludisme au niveau des CSB a été de l'ordre de 3,3%, sur une estimation de 5,5%. Les réalisations des indicateurs restants ont, par contre, différé par rapport aux valeurs attendues. Ainsi, le traitement de la tuberculose a connu une régression, faute de suivi et de mesures d'accompagnements surtout en zones enclavées. La faible performance en matière du renforcement de la prévention et de la prise en charge du SIDA a été liée à la rupture des réactifs dans les formations sanitaires. Le manque de financement de la prévention des maladies non transmissibles (hypertension artérielle) a expliqué la hausse de la mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier.

- *Survie et développement de la Mère et de l'Enfant* : le taux d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans vus en consultation externe des CSB a diminué, grâce à l'amélioration de la prise en charge des enfants malnutris et à l'existence du Centre de Récupération Educationnelle et Nutritionnelle au niveau des CSB. En revanche, les objectifs consistant à accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile et à apporter un appui favorable à la santé de l'adolescent et de la femme n'ont pas été remplis, faute de sensibilisation suffisante et de transmission en temps réel des données de la périphérie vers le central.

- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Tableau n° 34: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses Réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
750	045	Administration et coordination	15 299 766 000	15 221 814 167	99,49	10	1	3	0	6	10,00
	302	Jeunesse	1 944 940 000	874 414 297	44,96	15	5	10	0	0	33,33
780	026	Administration et coordination	26 000 000	26 000 000	100,00	1	1	0	0	0	100
	301	Sports	1 720 675 000	1 694 072 946	98,45	14	7	6	0	1	50,00
	303	Loisirs	18 888 000	18 871 550	99,91	3	0	3	0	0	0,00
TOTAL			19 010 269 000	17 835 172 960	93,82	43	1	22	0	7	30,95

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Jeunesse »

- *Administration et coordination* : un seul indicateur sur les 10 inscrits a atteint sa cible, dont particulièrement le taux d'exécution budgétaire, en affichant un écart positif de 23,91% par rapport à la cible inscrite estimée à 70%. En revanche, aucun bureau de logement ni de bâtiment administratif n'a été construit à cause de la réduction des ressources financières autorisées par la LFR.

- *Jeunesse* : les 5 réalisations les plus probantes ont consisté à la participation de 6 000 jeunes malgaches à la journée de la jeunesse, à l'appui des 110 conseils/structures de la Jeunesse, à l'établissement des 22 systèmes d'appuis à la création d'emplois et d'auto-emplois des jeunes, à la réalisation de 20 partenariats en matière de jeunesse et à l'accroissement des taux des jeunes dynamisés dans les maisons des jeunes. En revanche, si 6 500 jeunes ont été prévus être formés en entrepreneuriat et en gestion de petits métiers, seuls 3 000 en ont bénéficié en fin d'année.

Mission « Sports »

- *Administration et Coordination* : ce programme a été nouvellement créé suite à l'application de l'arrêté n°23986/2016 portant modification de la FPP auprès de ce Ministère. Son indicateur a été atteint à 100% (taux d'exécution budgétaire).

- *Sports* : ce programme a pu atteindre la moitié de ses valeurs cibles, grâce à l'appui et la promotion des 15 disciplines sportives, la rénovation du système chauffant de la piscine de l'ANS, la participation de Madagascar à 30 compétitions internationales ainsi qu'à 7 grands jeux, à l'appui de 2

événements sportifs nationaux, à l'encadrement de 2 jeunes sportifs et au regroupement de 25 athlètes de haut niveau en vue de la participation aux jeux olympiques et CJSOI.

- *Loisirs* : bien qu'aucune des valeurs cibles établies n'ait été atteinte, 5 activités de loisirs et sportives ont eu lieu dans les Maisons des Jeunes et 10 000 jeunes ont participé à des événements socioculturels.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

Tableau n° 35: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
760	025	Administration et coordination	8 636 011 000	8 506 287 270	98,50	19	11	7	1	0	57,89
	806	Etudes et éducation en matière de population	1 443 000 000	17 918 000	1,24	5	2	1	0	2	40,00
	813	Promotion de l'amélioration de la condition de vie de la population	8 677 000 000	717 646 618	8,27	9	7	0	0	2	77,78
770	053	Administration et coordination	30 000 000	29 920 000	99,73	2	2	0	0	0	100,00
	807	Genre et développement	2 527 000 000	400 947 762	15,87	5	4	0	1	0	80,00
	814	Action sociale	5 548 000 000	2 184 299 501	39,37	21	12	6	2	1	57,14
	815	Famille et enfance	240 000 000	239 310 663	99,71	5	2	1	2	0	40,00
		TOTAL	27 101 011 000	12 096 329 814	44,63	66	40	15	6	5	60,61

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Population et Développement »

- *Administration et coordination*: l'année 2016 a été particulièrement marquée par la vulgarisation des 500 textes relatifs à l'adoption, la supervision des 95 structures d'intervention, le traitement des 10 conventions de partenariat et la formation des 44 points focaux en TIC. Les dossiers du personnel ont été traités à 100% pour assurer une bonne gestion des ressources humaines du Ministère. Cependant, aucun annuaire n'a été élaboré, et aucun observatoire n'a été mis en place, les activités y afférentes ont été encore en cours de réalisation.

- *Etudes et éducation en matière de population* : 2 résultats ont été conformes aux valeurs escomptées, en l'occurrence la réalisation des 10 mobilisations dans la Région Analamanga et l'opérationnalisation des 8 systèmes au niveau des districts. Le changement des priorités et l'insertion des activités non programmées pour 2016 ont engendré l'absence de résultat pour les indicateurs restants.

- *Promotion de l'amélioration de la condition de la vie de la population* : ce programme a affiché une performance moyenne de 77,78%. Ainsi, parmi les actions les plus fructueuses ont figuré l'éducation des 20 communautés et familles vulnérables dans les Régions Analamanga et Atsimo Andrefana, la construction/réhabilitation des 90 structures d'interventions, l'amélioration du cadre de vie de la population dans 5 sites communautaires et localités ayant des initiatives de bases, la création de 10 filières de formation en matière de réinsertion sociale et professionnelle et la sensibilisation des 150

groupes cibles en matière de lutte contre le VIH/SIDA, la dégradation de l'environnement et la malnutrition.

Mission « Protection Sociale »

- *Administration et coordination*: l'objectif de la mise en place d'une structure organisationnelle a été rempli dans son intégralité. En effet, 90% des directions techniques ont été performantes et 75 communes vulnérables ont été identifiées, sur un nombre prévu de 54.

- *Genre et développement* : tous les indicateurs fixés ont été atteints, à l'exception du nombre de femmes sensibilisées ayant accru leurs capacités en matière de gestion de l'eau (données en fin d'année non disponibles). Les résultats positifs ont résidé dans l'opérationnalisation des 22 plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre dans les Régions Boeny et Vatovavy Fitovinany, l'appui des 6 structures de prise en charge sociale et psychosociale dans tous les provinces et la participation des 20% des femmes aux sphères de prise de décision (membres du Gouvernement, députés, directeurs).

- *Action sociale* : en matière de promotion de l'accès aux services sociaux de base, 506 populations cibles ont été bénéficiaires de ces services et 390 personnes responsables ont été formées. De même, 155 personnes handicapées et 20 850 individus ont été bénéficiaires de l'amélioration des prestations des services sur la protection sociale, grâce à la priorisation des activités en la matière. Certaines réalisations ont même dépassé les résultats escomptés, en l'occurrence, l'appui d'urgence en vivres et en PPN des 29 850 ménages après l'impact de l'aléa, le recensement des 48 659 hommes/jours bénéficiaires des travaux HIMO et l'octroi des intrants agricoles et matériels de production au profit de 18 810 ménages. Les quelques contreperformances enregistrées ont été imputables à l'application du taux de régulation et à l'insuffisance des données émanant des régions.

- *Famille et enfance* : la priorisation des autres activités a contrecarré l'atteinte de l'indicateur relatif au nombre des structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant. En revanche, la capacité des 135 acteurs a été renforcée et 187 familles vulnérables ont eu accès aux structures de protection.

- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Tableau n° 36: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
810	027	Administration et coordination	514 246 650 000	509 353 566 691	99,05	2	1	1	0	0	50,00
	304	Petite enfance	3 773 242 000	3 632 783 253	96,28	1	1	0	0	0	100,00
	305	Enseignement fondamental premier cycle	262 406 969 000	268 079 520 932	102,16	2	1	1	0	0	50,00
	306	Enseignement fondamental second cycle	14 639 041 000	13 614 022 951	93,00	2	0	2	0	0	0,00
	307	Alphabétisation	914 563 000	867 657 900	94,87	1	0	1	0	0	0,00
820	048	Administration et coordination	494 567 000	468 993 084	94,83	1	0	1	0	0	0,00
	308	Enseignement secondaire	4 147 899 000	3 926 288 711	94,66	2	1	1	0	0	50,00
		TOTAL	800 622 931 000	799 942 833 522	99,92	11	4	7	0	0	36,36

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Education »

- *Administration et coordination* : pour le renforcement des services publics, le taux d'engagement des dépenses non salariales a été atteint à 98,27%. En effet, les acteurs budgétaires qui ont été nommés à temps ont pu exécuter le budget malgré la suspension de l'engagement suite à la LFR. Par contre, le rapport des dépenses des structures déconcentrées sur les dépenses des structures centrales a été considérablement faible, en n'atteignant que 36,69%.

- *Petite enfance* : l'augmentation du nombre des éducateurs non fonctionnaires recrutés a favorisé l'atteinte de l'indicateur ayant trait au taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans.

- *Enseignement fondamental premier cycle* : dans l'objectif d'un enseignement primaire performant, l'achèvement du cycle primaire a été atteint avec un taux de 68,4%, grâce à la disponibilité des ressources humaines, matérielles, financières et techniques. Par contre, le taux des redoublants a été encore assez élevé, à cause de la limitation des activités suite à l'application du taux de régulation et aux contraintes dans la coordination des périodes d'activités.

- *Enseignement fondamental second cycle* : l'application du taux de régulation ainsi que les différentes contraintes ont empêché d'obtenir les résultats attendus en matière du taux d'achèvement du cycle collégial. Le taux de redoublement a également augmenté par rapport à la prévision.

- *Alphabétisation* : l'objectif de mettre fin à l'analphabétisme n'a pas été rempli dans sa totalité. Un écart a été ainsi dégagé, résultant du retard de dotation de subvention aux centres d'alphabétisation et aux associations œuvrant dans l'alphabétisation.

Mission « Enseignement Général »

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement des services publics, la suspension de l'engagement des dépenses suite à la LFR 2016 a perturbé l'atteinte du taux d'engagement des dépenses non salariales.

- *Enseignement secondaire* : le taux d'achèvement de ce cycle a atteint 19,42%, contre une estimation de 17,8%, Ce résultat a été attribuable à la dotation des matériels informatiques, aux missions de suivi des dotations de subventions aux enseignants et au développement des structures d'accueil. Le taux des redoublants a été, cependant, en hausse eu égard à la suspension de l'engagement des dépenses suite à la LFR.

- MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Tableau n° 37: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
049	Administration et coordination	27 224 453 000	26 369 783 0390	96,86	1	0	1	0	0	0,00
309	Formation technique initiale et professionnelle	10 141 384 000	8 783 578 973	86,61	3	2	1	0	0	66,67
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	964 456 000	844 178 554	87,53	5	3	2	0	0	60,00
TOTAL		38 330 293 000	35 997 540 566	93,91	9	5	4	0	0	55,56

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Emploi »

- *Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent* : la collaboration étroite avec les partenaires techniques a contribué à la performance de la réalisation concernant la formation des 1 275 jeunes et sans emploi. Par contre, seuls 280 jeunes sans qualification en milieu rural et urbain ont pu améliorer leur employabilité sur une prévision de 1 700 jeunes, faute de moyen financier suffisant.

Mission « Enseignement Technique et Formation Professionnelle »

- *Administration et coordination* : la valeur cible sur le taux d'engagement des dépenses non salariales n'a pu être atteinte, en dégageant un écart de 36,4%, en raison du remplacement de la PRMP.

- *Formation technique initiale et professionnelle* : 558 apprenants ont été formés pour 100 000 habitants, sur un nombre initialement prévu de 350, suite au développement des formations professionnelles qualifiantes modulaires. Par ailleurs, 66 établissements ont été normalisés après évaluation, grâce au nouveau dynamisme des acteurs dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. En revanche, la revue à la baisse des crédits octroyés n'a pas permis d'atteindre l'objectif de revalorisation de l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Tableau n° 38: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod miss	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
840	028	Administration et coordination	161 935 186 000	160 173 225 001	98,91	6	4	2	0	0	66,67
	310	Enseignement supérieur	6 658 676 000	6 390 238 032	95,97	10	7	3	0	0	70,00
850	050	Administration et coordination	3 585 744 000	3 553 072 085	99,09	3	3	0	0	0	100,00
	311	Recherche scientifique	2 075 642 000	1 584 449 477	76,34	5	3	2	0	0	60,00
TOTAL			174 255 248 000	171 700 984 595	98,53	24	17	7	0	0	70,83

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Enseignement Supérieur »

- *Administration et coordination*: les 4 objectifs visant à améliorer le pilotage du système, à améliorer la gestion du patrimoine, à améliorer le suivi du système de l'ESUP et à assurer la paix sociale dans les Universités ont été tous atteints à un taux de 95,27%. Concernant les indicateurs non atteints, 54 acteurs sur les 55 inscrits ont été sujets à divers formations pour l'amélioration de la qualité de service, et seules 10% des missions de la Maison de Communication des Universités et du Centre National de l'Enseignement de la Langue Anglaise ont été décentralisées, sur un taux estimé à 55%.

- *Enseignement supérieur* : 2 infrastructures sportives ont été réhabilitées, dont le terrain de football de l'Université de Fianarantsoa. L'objectif poursuivi a été dépassé en matière de l'appui du développement de l'enseignement supérieur public et privé, puisque 522 étudiants pour 100 000 habitants ont été inscrits en enseignement supérieur public et privé, soit au total 122 074 étudiants. Le taux d'achèvement de l'enseignement supérieur a progressé par rapport à la prévision, le résultat obtenu a été le double de celui escompté au départ. La même performance a été également observée en matière du nombre des Institutions d'enseignement supérieur publiques et privées accréditées, du taux des bases de données sur la liste des doctorants mises à jour et du nombre des Universités mis en réseau.

Mission « Recherche Scientifique »

- *Administration et coordination* : tous les indicateurs inscrits ont été atteints, notamment l'élaboration et la publication des 4 plans directeurs de la Recherche, la mise à jour des nouvelles données collectées (tableau de bord de la recherche) et la finalisation des 7 textes relatifs à la révision des statuts du CNRS pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche.

- *Recherche scientifique* : la performance de ce programme s'est située à 70%. Ainsi, les cibles ont été atteintes pour les indicateurs ci-après : 3 partenariats conclus entre le secteur privé et les Instituts de recherche, 3 Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche équipés et 3 sessions d'évaluation des performances de chercheurs organisées pour renforcer les moyens et valoriser le personnel chercheur. Toutefois, aucun brevet n'a été ni examiné ni déposé en 2016 dans le cadre de la vulgarisation des résultats de recherches liées au développement économique.

- MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

Tableau n° 39: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Mission	Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
342	046	Administration et coordination	590 000 000	564 747 677	95,72	1	0	1	0	0	0,00
	611	Développement de l'artisanat	1 062 976 000	1 013 545 539	95,35	3	1	2	0	0	33,33
860	029	Administration et coordination	5 311 983 000	5 203 419 767	97,96	1	1	0	0	0	100,00
	808	Patrimoine	1 862 068 000	1 782 271 870	95,71	1	0	1	0	0	0,00
	809	Création	501 000 000	466 136 238	93,04	2	0	2	0	0	0,00
	810	Manifestations culturelles	226 200 000	191 586 370	84,70	1	0	1	0	0	0,00
TOTAL			9 554 227 000	9 221 707 481	96,52	9	2	7	0	0	22,22

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Artisanat »

- *Administration et coordination* : dans le cadre de l'objectif consistant à améliorer la qualité des services publics, un écart négatif minime de 1 point par rapport au taux prévu de 90% a été dégagé en matière de l'exécution budgétaire.

- *Développement de l'Artisanat* : le seul indicateur atteint dans ce programme a concerné le regroupement de 20 artisans en clusters. Certaines activités contribuant à la réalisation du sommet de la francophonie et du COMESA ont été priorisées au détriment de la réalisation de l'objectif de professionnalisation des artisans et de la promotion de l'artisanat. Ainsi, le nombre d'artisans effectivement professionnalisés a été réduit à 1 250 contre une prévision de 1 500. Par ailleurs, 18 vitrines sur les 20 prévues ont été réellement créées pour mieux présenter les produits des artisans dans les régions.

Mission « Culture »

- *Administration et coordination*: étant le seul programme réalisé à 100%, la satisfaction des services rendus a été assurée à 80%, conformément à la prévision, grâce à la rationalisation des procédures administratives et comptables.

- *Patrimoine* : en lien également avec l'organisation du sommet de la francophonie et du COMESA, seuls 10 patrimoines sur les 20 inscrits ont été restaurés et sauvegardés pour valoriser le patrimoine et le centre culturel Malgache.

- *Création* : suite à la baisse des crédits alloués après la LFR, le nombre des bénéficiaires de formation a été limité. A cet effet, si 60 techniciens et opérateurs culturels ont été prévus être formés dans le cadre de la promotion des créations culturelles, seuls 38 en ont réellement bénéficié. En outre, sur les 35 nouvelles créations attendues être appuyées en termes de création d'art, d'artisanats, des arts oraux et écrits, 33 ont été appuyées en 2016, tandis que les 2 restantes sont à reporter en 2017.

- *Manifestations culturelles* : comme pour les autres programmes, la priorisation de certaines activités contribuant à la réalisation du sommet de la francophonie et du COMESA, a justifié la faible performance observée en matière de manifestations culturelles représentatives des régions soutenues.

3. Secteur productif

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Etant le secteur le moins privilégié en matière d'allocation budgétaire, le secteur productif n'a bénéficié que 6,02% des crédits définitifs du BGE. En fin d'exercice, les charges budgétaires se sont élevées à 142,92 milliards d'Ariary, soit un taux de consommation de crédits de 33,35 %.

En matière du pilotage de la performance, les 7 ministères composant le secteur ont été en charge de 8 missions, réparties entre 19 programmes et 72 objectifs, dont la réalisation a été appréciée aux moyens de 135 indicateurs. Les réalisations ont connu une légère régression de 1,52 point par rapport à l'année précédente. En effet, 69 sur les 135 indicateurs assignés ont atteint la cible, soit un taux s'élevant à 51,11%, contre un taux de 52,63% en 2015. Le pourcentage d'atteinte des indicateurs par ministères ont oscillé autour de 20% et 88,89%,

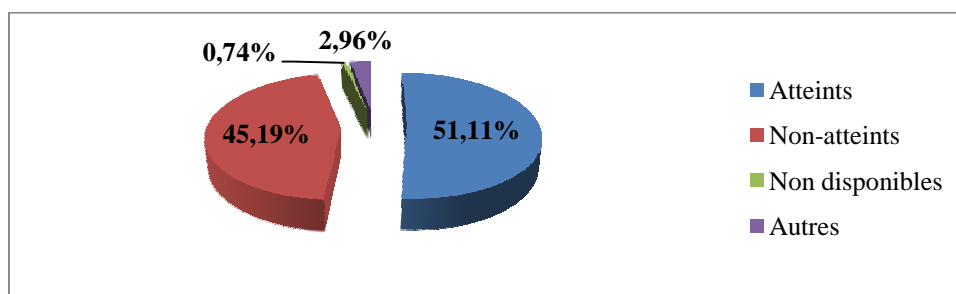
Les réalisations du secteur productif sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau n° 40: Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Min	Mis.	Prog.	Obj.	En nombre		Valeurs réalisées	Non atteints	Non Disponibles	Autres	En Milliards d'Ariary		Dépenses réalisées
				Valeurs cibles						Crédits		
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	8	19	72	100	135	69	61	1	4	353,34	428,47	142,92

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Document de performance LFI et LFR 2016

Graphique n° 4 : Performance du secteur productif en 2016 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2016

b. Evolution annuelle de la performance du secteur productif (LFI et LFR)

Les crédits ouverts des ministères relevant de ce secteur a connu une variation à la hausse avoisinant les 20% après l'adoption de la LFR. A cet effet, les 353,34 milliards d'Ariary accordés par la LFI se sont accrus, pour atteindre la somme de 463,64 milliards d'Ariary à travers la LFR. Cette augmentation a été particulièrement liée à la création du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche chargé de la Mer, et au renforcement des enveloppes budgétaires du Ministère du Tourisme, du Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage et du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts.

Quant au document de performance, 35 nouveaux indicateurs ont été enregistrés dans le secteur, plus particulièrement, dans le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche chargé de la Mer. En parallèle, les 37 valeurs cibles actualisées, dont 32 revues à la baisse et 5 à la hausse, ont été enregistrées auprès du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts ainsi que du Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage. Ce dernier a été celui qui a eu le plus recours à cet ajustement, puisque 28 sur les 51 indicateurs établis ont été modifiés après la LFR.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif.

Tableau n° 41: Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	13 825 961 000	11 483 961 000	-16,94	11	11	0	0
Ministère du Tourisme	4 219 680 000	5 503 871 000	30,43	4	4	0	0
Ministère auprès de la Présidence Chargé de l'Agriculture et de l'Elevage	253 326 203 000	313 166 768 000	22,89	51	51	3	25
Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques	18 076 750 000	16 512 991 000	-8,65	15	15	0	0
Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	55 746 744 000	78 783 464 000	36,66	9	9	2	5
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche	0	1 685 000 000	0	0	35	32	0
Ministère auprès de la Présidence Chargé des Mines et du Pétrole	8 148 762 000	6 508 061 000	-12,71	10	10	0	2
TOTAL	353 344 100 000	433 644 116 000	21,51	100	135	5	32

Sources: Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI et LFR 2016

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur productif

- MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Tableau n° 42: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
051	Administration et coordination	4 640 631 000	4 485 063 758	96,65	3	3	0	0	0	100,00
605	Industrie	6 140 000 000	178 715 460	2,91	8	6	2	0	0	75,00
TOTAL		10 780 631 000	4 663 779 218	43,26	11	9	2	0	0	81,82

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les objectifs poursuivis ont été tous dépassés. Ainsi, le taux d'exécution budgétaire a été atteint, en affichant un écart positif de 0,53%. Le taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis s'est également accru, avec un taux atteignant 260%, sur une prévision de

100%, suite à la mise en place d'un système de suivi rapproché des réalisations. La même tendance a été constatée pour l'objectif visant à assurer la gestion et le suivi administratif des agents, dont les réalisations ont surpassé les attentes.

- *Industrie* : les actions entreprises ont généré une performance satisfaisante à raison de 75%. 6 indicateurs ont été atteints, dont les plus importants ont trait au renforcement des 326 PME/PMI et coopératives, à la mise en place de 42 unités de transformation pour la densification des industries dans le cadre du renforcement de leur compétitivité, à la redynamisation de l'Institut Malgache d'Innovation et à la promotion des 2 filières de production industrielle (manioc et canne à sucre dans le cadre de la production d'éthanol combustible). Par contre, l'objectif visant à promouvoir et à sécuriser l'investissement n'a pas été rempli, eu égard à la suspension des négociations sur les Accords de Protection et de Promotion des Investissements ou APPI depuis mars 2016.

- MINISTERE DU TOURISME

Tableau n° 43: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
040	Administration et coordination	1 014 525 000	987 351 472	97,32	1	1	0	0	0	100,00
608	Développement du tourisme	2 612 980 000	2 420 001 744	92,61	2	0	2	0	0	0,00
610	Développement du contrôle et du suivi touristique	637 266 000	606 141 811	95,12	1	0	1	0	0	0,00
TOTAL		4 264 771 000	4 013 495 027	94,11	4	1	3	0	0	25,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : l'amélioration de la méthode de travail a contribué à la performance de l'objectif de l'amélioration de la qualité des services publics.

- *Développement du contrôle et du suivi touristique*: le retard du démarrage de la mission de contrôle a été à l'origine de l'écart de réalisation sur l'objectif de normalisation du secteur tourisme. Ainsi, si 577 établissements ont été censés être suivis et contrôlés, ce nombre a été réduit à 539 en fin d'exercice.

- *Développement du tourisme* : la valorisation du potentiel touristique a constitué l'unique objectif fixé dans ce programme. Les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des attentes. Ainsi, si 396 000 touristes ont été prévus visitant le pays, le rapport final n'en a enregistré que 293 185. De ce fait, les recettes générées par le secteur ont largement diminué, en affichant un gap de 118,35 millions de DTS par rapport à la prévision.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Tableau n° 44: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod missions	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
410	016	Administration et coordination	21 978 570 000	21 723 506 635	98,84	12	10	2	0	0	83,33
	404	Révolution verte et durable	279 974 136 000	71 857 563 507	25,67	13	7	6	0	0	53,85
	405	Recherche agricole	372 569 000	262 004 484	70,32	3	2	1	0	0	66,67
420	039	Administration et coordination	4 695 232 000	4 640 812 747	98,84	9	3	6	0	0	33,33
	406	Développement de la production animale	4 169 452 000	3 931 552 358	94,29	14	6	8	0	0	42,86
	TOTAL		311 189 959 000	102 415 439 731	32,91	51	28	23	0	0	54,90

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Agriculture »

- *Administration et coordination* : parmi les résultats les plus concluants ont figuré la réalisation de travail d'audit des 36 entités, l'élaboration des 3 plans de développement, la connexion des 24 Directions à l'intranet gouvernemental, la mise en place et l'opérationnalisation des 4 Structures de pilotage et de coordination de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) et la formation de 208 techniciens agricoles. La lourdeur de la procédure de passation de marchés publics ainsi que la perturbation du SIIGFP ont, cependant, impacté négativement sur l'exécution budgétaire et l'approbation des marchés.

- *Révolution verte et durable*: quelques prévisions ont été largement dépassées en fin d'année, dont notamment la mise à disposition des 1 528,92 tonnes de semences améliorées aux producteurs, la distribution des 12 249 matériels agricoles, l'encadrement des 6 143 groupements de paysans et la formation des 1 071 acteurs sur les thèmes touchant le développement rural. Toutefois, une large différence a été relevée entre la superficie hydro agricole prévue être aménagée ou réhabilitée et celle effectivement réalisée, une faible performance qui a été imputable à la surestimation des valeurs cibles annuelles. D'ailleurs, l'arrêt du projet d'appui concerné a réduit le nombre des CSA performants.

- *Recherche agricole* : l'écart positif enregistré en matière de production de semences améliorées et de cessions aux producteurs a été favorisé par l'implication du projet PHRD ou Policy and Human Resources Development. En revanche, seuls 56 formateurs en matière de recherche agricole ont été formés, contre une prévision de 180 bénéficiaires.

Mission « Elevage »

- *Administration et coordination*: la fusion du ministère a justifié l'absence de réalisation pour l'audit des entités, l'exécution budgétaire, l'approbation des marchés et l'interconnexion à l'intranet

gouvernemental des directions pour certains indicateurs. Malgré cela, 62 textes réglementaires ont été mis à jour et élaborés et 937 situations administratives du personnel ont été régularisées.

- *Développement de la production animale* : l'insuffisance des moyens financiers a constitué un handicap majeur quant à la réalisation de certaines activités, telles que la formation des acteurs et la mise en place des points d'abreuvement et des centres d'amélioration génétique. En outre, la quantité du miel disponible a diminué, suite à la maladie varroase et à la floraison de la majorité des fleurs entre novembre et décembre. Néanmoins, les résultats des 2 indicateurs relatifs aux bovins vaccinés et veaux soignés ont excédé les prévisions. L'argument avancé a consisté à la sous-estimation des valeurs cibles.

- MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

Tableau n° 45: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
033	Administration et coordination	9 034 730 000	8 912 989 603	98,65	7	5	2	0	0	71,43
408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	7 474 658 000	2 306 270 701	30,85	8	4	3	0	1	50,00
TOTAL		16 509 388 000	11 219 260 304	67,96	15	9	5	0	1	60,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les actions les plus concrètes ont concerné la construction et la réhabilitation des 6 bâtiments, la formation des 50 acteurs économiques et le fonctionnement du centre de surveillance de la Pêche de manière optimale et efficiente. Le taux d'exécution de budget n'a été atteint qu'à hauteur de 69,47%, dû à la non effectivité des financements extérieurs et à la non utilisation de la ligne de crédit de formation du PIP de l'aquaculture.

- *Développement de la pêche et des ressources halieutiques* : les objectifs ont été largement dépassés pour le nombre des alevins disponibles, celui des techniciens et pisciculteurs formés et celui des licences de pêches délivrés. Ces performances ont été attribuées respectivement aux actions de sensibilisation effectuées par les projets, la collaboration avec des ONG et la nouvelle organisation au sein du ministère. L'insuffisance des moyens financiers s'est, cependant, répercutée sur le nombre des cages réellement installés et le nombre de régions effectivement touchées par les enquêtes statistiques.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER

Tableau n° 46: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
059	Administration et coordination	624 277 000	546 807 590	87,59	14	8	6	0	0	57,14
410	Sécurisation de la mer et de ses ressources	40 000 000	32 242 084	80,61	21	4	14	0	3	19,05
TOTAL		664 277 000	579 049 674	87,17	35	12	20	0	3	34,29

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les faits marquants ont eu trait à la régularisation de toutes les situations administratives, la formation du personnel au niveau de chaque direction d'affectation et l'acquisition des matériels nécessaires au fonctionnement. Toutefois, aucune réalisation n'a été enregistrée pour l'approbation des comptes matières et l'élaboration du plan de développement. Selon les arguments avancés, les activités y afférentes étaient encore en cours.

- *Sécurisation de la mer et de ses ressources* : la faible performance dégagée dans ce programme a résidé dans le fait que la plupart des projets techniques ont été à l'état embryonnaire, et que les résultats ne pouvaient être disponibles à court terme. En dépit de ce constat, certaines réalisations ont connu une performance convenable. Ainsi, l'avènement de l'intoxication collective par la Consommation d'Animaux Marins a été réduit à 50%, un (01) texte juridique sur la mer a été élaboré, un (01) système d'informations scientifiques a été opérationnel et un (01) document stratégique sur la politique maritime nationale a été élaboré.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

Tableau n° 47: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
017	Administration et coordination	12 306 525 000	11 673 597 217	94,86	4	4	0	0	0	100,00
701	Gestion durable des ressources naturelles	65 897 895 000	2 978 101 084	4,52	3	2	1	0	0	66,67
703	Développement du réflexe environnemental	577 500 000	27 311 374	4,73	2	2	0	0	0	100,00
TOTAL		78 781 920 000	14 679 009 675	18,63	9	8	1	0	0	88,89

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : les systèmes d'information forestiers et environnementaux ont été largement améliorés à travers les 27 thèmes de formation dispensés et les 15 activités d'Information- Education- Communication (IEC) promues. Ce résultat positif a été le fruit de la priorisation des activités y afférentes. La même performance a été relevée pour la construction/réhabilitation des bâtiments ainsi que pour l'élaboration des instruments de politique.

- *Gestion durable des ressources naturelles* : malgré l'insuffisance des fonds disponibles, 47 suivis écologiques ont été effectués dans les Aires protégées. Le système de contrôle forestier a également connu une progression, par le biais de la réalisation des 929 contrôles. La forte mobilisation des acteurs pour éradiquer les exploitants illicites des produits forestiers comme les bois de rose et les tortues, ont contribué à obtenir ce résultat optimal.

- *Développement du réflexe environnemental* : visant à assurer l'intégration de la dimension environnementale dans tous les programmes, les politiques et les plans sectoriels à tous les niveaux, ce programme a présenté un niveau d'atteinte des indicateurs à 100%, lequel a été favorisé par la prise de conscience de la population sur l'importance de la gestion de l'environnement. A cet effet, 38 plaintes environnementales ont été traitées, et 3 projets contribuant dans la lutte contre les impacts du changement climatique ont été financés.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE

Tableau n° 48: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscri ts	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
019	Administration et coordination	5 360 143 000	4 701 573 971	87,71	3	1	1	1	0	33,33
609	Développement du secteur minier	922 096 000	648 293 780	70,31	7	1	6	0	0	14,29
TOTAL		6 282 239 000	5 349 867 751	85,16	10	2	7	1	0	20,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire a été presque atteint, dégageant un écart minime de 3,25%. Les données relatives au taux du personnel ayant accès au service de la dentisterie n'ont pas été disponibles, puisque le bâtiment concerné était en cours de construction.

- *Développement du secteur minier* : une performance percutante a été accomplie en matière recouvrement des recettes d'exportations minières. En effet, si les recettes prévues être perçues ont été évaluées à 250 milliards d'Ariary, celles effectivement recouvrées ont totalisé 1 876 milliards d'Ariary, soit 7 fois plus le montant initialement envisagé. Cet exploit a résulté de la relance de l'exploitation de l'« or », ainsi que du renforcement des travaux effectués par le service des opérations minières. En dépit de ce bilan largement positif, les indicateurs restants ont été faiblement réalisés. Ainsi, aucune carte géologique et minière n'a été mise à jour, puisque le traitement des images satellitaires était en phase de finalisation. D'ailleurs, le retard de déblocage des fonds a affecté la réalisation des objectifs relatifs à la remise en état de la bibliothèque géologique et à l'intégration des petites mines et des mines artisanales dans le secteur formel.

4. Secteur infrastructure

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure

Pour une meilleure visibilité des actions publiques menées dans le secteur infrastructure, les 6 ministères le composant ont poursuivi 11 missions, réparties en 22 programmes et opérationnalisées aux moyens de 76 indicateurs. Pour parvenir à ces fins, le secteur a bénéficié d'une enveloppe budgétaire d'une valeur de 517,79 milliards d'Ariary. Les charges définitives en fin d'année ont atteint 306,14 milliards d'Ariary, soit un taux de consommation de crédit à concurrence de 59,12%.

En matière de réalisations physiques, bien que subissant un recul par rapport en 2015, avec une atteinte des objectifs à hauteur de 55,03%, le secteur infrastructure a été celui qui a accompli la meilleure performance en 2016, avec un taux global de l'ordre de 53,95%. Malgré une bonne performance dans l'ensemble, les résultats ont été largement faibles pour le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ainsi que du Ministère des Transports et de la Météorologie, lesquels ont affiché un taux de réalisation des indicateurs en deçà des 38%.

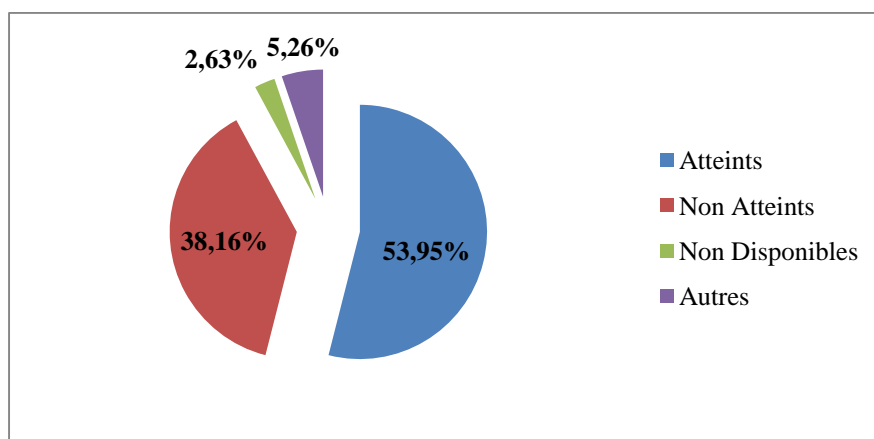
Le tableau suivant résume les réalisations du secteur infrastructure :

Tableau n° 49: Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

En nombre										En Milliards d'Ariary		
Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	Non Disponibles	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
6	11	22	44	76	76	41	29	2	4	571,74	517,79	306,14

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI et LFR, et BCSE et RAP 2016

Graphique n° 5: Performance du secteur infrastructure en 2016 (en %)



Sources : RAP 2016

b. Evolution annuelle de la performance du secteur infrastructure (LFI et LFR)

Après l'adoption de la LFR, les crédits autorisés par la LFI ont été légèrement limités, avec un écart de 9,31%, mise à part ceux du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures et du Ministère des Travaux publics, dont les allocations budgétaires ont accru respectivement de 29,30% et 3,63%.

A cet effet, presque la moitié des indicateurs retenus ont été revus à la baisse, recensée particulièrement auprès des départements dont le budget a été réduit, à l'instar du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement et du Ministère du Transport et de la Météorologie. En revanche, en dépit de la limitation de crédits qui lui ont été conférés, le Ministère des Télécommunications, des Postes et des Nouvelles Technologies a maintenu leur valeur cible initiale. Contrairement aux autres secteurs, le nombre des indicateurs relevé dans la LFI a été identique à celui de la LFR.

Le tableau ci-dessus relate l'évolution de la situation des crédits ainsi que celle de la performance en 2016.

Tableau n° 50: Synthèse des réalisations financières et physiques

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures	60 900 537 000	78 741 797 000	29,30%	9	9	0	0
Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	46 260 591 000	41 975 170 000	-9,26	10	10	0	7
Ministère des Travaux Publics	226 874 784 000	235 100 929 000	3,63%	8	8	0	0
Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement	206 048 093 000	137 612 197 000	-33,21	24	24	0	3
Ministère du Transport et de la Météorologie	29 691 430 000	23 487 708 000	-20,89	21	21	0	20
Ministère des Télécommunications, des Postes et des Nouvelles Technologies	1 964 928 000	1 580 239 000	-19,58	4	4	0	0
TOTAL	571 740 363 000	518 498 040 000	-9,31	76	76	0	30

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Document de performance LFI et LFR,

c. Suivi par programme des réalisations des ministères auprès du secteur infrastructure

- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

Tableau n° 51: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
031	Administration et coordination	3 577 520 000	3 357 269 976	93,84	1	1	0	0	0	100,00%
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale	74 833 611 000	4 514 977 052	6,03	7	3	4	0	0	42,86%
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	140 710 000	129 831 020	92,27	1	0	1	0	0	0,00%
TOTAL		78 551 841 000	8 002 078 048	10,19	9	4	5	0	0	44,44%

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Energie »

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement du service public, le taux d'exécution budgétaire escompté a été atteint, voire même dépassé. La collaboration active de tous les acteurs budgétaires a favorisé l'accélération du rythme de cette exécution.

- *Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale* : les investissements privés dans le financement du secteur énergétique ont subi un léger repli par rapport au taux attendu, dans la mesure où la rentabilité dans le secteur énergétique a démotivé les investisseurs. La même tendance a été observée en matière du taux de satisfaction des acteurs, dont les valeurs réalisées ont été en deçà des prévisions, dans la mesure où le secteur est encore monopolisé par une seule institution. Néanmoins, la sensibilisation des citoyens sur l'importance du développement durable a permis de dépasser les prévisions en matière de la part de surface des forêts de plantation à des fins énergétiques.

Mission « Hydrocarbures »

- *Développement du secteur pétrolier et des biocarburants* : l'augmentation du prix du baril a eu des effets négatifs sur le prix du carburant en 2016. Ainsi, si la variation du prix du carburant a été prévue à un taux de -2%, celle effectivement enregistrée a remonté jusqu'à 4%.

- MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

Tableau n° 52: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
032	Administration et coordination	5 835 413 000	5 744 472 933	98,44	1	0	1	0	0	0,00
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	36 112 755 000	37 353 886 211	103,44	9	0	5	2	2	0,00
TOTAL		41 948 168 000	43 098 359 144	102,74	10	0	6	2	2	0,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire a été presque atteint, l'écart de 1,09% a résulté de la différence entre les crédits de paiement sur la LFR et les montants obtenus suivant l'appel d'offres en Marchés Publics.

- *Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement* : l'attente de la nomination du Directeur Général de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement a expliqué la faible réalisation en matière des bassins inventoriés ainsi que la non disponibilité des données pour les comités de bassins mis en place et les périmètres de protections relatifs aux projets. L'insuffisance des financements a, quant à elle, affecté l'atteinte de l'objectif de l'accès de la population à l'eau potable de manière durable. Les résultats ont été également insuffisants pour l'accès de la population aux infrastructures d'assainissement assuré de manière durable, face à l'intervention minimale des Partenaires Techniques et Financiers dans ce volet et le manque de sensibilisation sur la composante Assainissement et Hygiène.

- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Tableau n° 53: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
020	Administration et coordination	15 214 384 000	8 894 934 480	58,46	4	2	2	0	0	50,00
206	Développement des infrastructures routières	219 364 961 000	122 283 587 710	55,74	4	1	3	0	0	25,00
TOTAL		234 579 345 000	131 178 522 190	55,92	8	3	5	0	0	37,50

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

- *Administration et coordination* : ce programme n'a atteint que la moitié de sa performance. L'état des routes nationales dans certaines zones a été encore mauvais, puisque seules 60% des zones économiques à forte potentialité ont été connectées au réseau de transport. En revanche, grâce à la légère baisse du coût de formation, le Ministère a pu réaliser plus de formation au profit de son personnel et des partenaires publics.

- *Développement des infrastructures routières* : l'écart constaté sur le taux des communes accessibles par voie de surface a été dû au faible financement des routes rurales. Par ailleurs, le faible taux de couvertures des projets prioritaires a entraîné une dégradation rapide des routes nationales. Néanmoins, malgré ce contexte, le taux des routes nationales éligibles à l'entretien courant traitées a été maintenu.

- MINISTERE D'ETAT CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT

Tableau n° 54: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
460	018	Administration et coordination	1 913 171 000	1 696 693 201	88,68	2	1	1	0	0	50,00
	409	Domaine et sécurisation foncière	9 247 748 000	1 167 035 858	12,62	9	7	2	0	0	77,78
620	021	Administration et coordination	20 850 805 000	20 666 327 402	99,12	6	2	3	0	1	33,33
	207	Aménagement et équipement des villes	34 674 943 000	45 765 263 810	131,98	2	2	0	0	0	100,00
640	058	Administration et coordination	4 073 605 000	4 068 315 034	99,87	2	0	2	0	0	0,00
	215	Infrastructures et équipements	66 758 467 000	28 983 793 914	43,42	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL			137 518 739 000	102 347 429 219	74,42	24	15	8	0	1	62,50

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Domaine et Sécurisation Foncière »

- *Administration et coordination (018)* : si l'objectif de renforcement de capacité des agents sur la gestion des dossiers fonciers a été largement atteint, celui de l'optimisation de la gestion des

ressources allouées aux services fonciers n'a pas été réalisé tel que prévu, en raison du retard de quelques engagements pour le transfert.

- *Domaine et sécurisation foncière* : les prévisions ont été toutes dépassées pour le nombre de titres fonciers établis et celui des opérations de bornage effectuées en 2016, suite à la hausse des demandes y afférentes. Par ailleurs, la directive émise par le ministère sur l'accélération de la numérisation des plans topographique a favorisé l'augmentation des plans fonciers numérisés et des plans locaux d'occupations fonciers élaborés. Par contre, seuls 50 Guichets Fonciers ont été appuyés sur un chiffre prévu à 150, face au retard d'engagement du financement extérieur.

Mission « Aménagement du territoire »

- *Administration et coordination (021)* : si l'indicateur relatif au nombre des agents formés a atteint sa cible, il en a été autrement pour le nombre de matériels acquis, dont l'écart relevé a résulté de l'insuffisance des crédits alloués. Quant aux services déconcentrés prévus être appuyés et mis en place, le projet débutera en 2017.

- *Aménagement et équipement des villes* : les 2 objectifs de ce programme ont été tous atteints. Ainsi, 10 documents d'orientation en matière d'aménagement du territoire ont été élaborés et 73 CTDs ont été appuyées en matière de développement urbain.

Mission « Grands Travaux d'Infrastructures et d'Équipements »

- *Administration et coordination* : dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés, le taux d'exécution budgétaire a été presque atteint, en affichant un écart minime de l'ordre de 0,13 point. Aucune politique nationale du développement des infrastructures et équipements n'a été élaborée en 2016, faute de financement.

- *Infrastructures et équipements* : aménager les infrastructures et les équipements a été le défi relevé dans ce programme, un engagement qui a été honoré conformément aux attentes. A cet effet, 5 grandes infrastructures socio-économiques ont été construites/réhabilitées et 50 logements construits en 2016.

- MINISTÈRE DU TRANSPORT ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

Tableau n° 55: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
630	022	Administration et coordination	7 678 952 000	7 513 871 563	97,85	4	3	0	0	1	75,00
	208	Transports routier et ferroviaire	11 292 274 000	8 763 478 708	77,61	6	4	2	0	0	66,67
	209	Transports maritime, Fluvial et aérien	3 751 842 000	3 115 314 382	83,03	5	4	1	0	0	80,00
680	042	Administration et coordination	585 673 000	547005 642	93,40	3	3	0	0	0	100,00
	211	Développement météorologique	425 000 000	206 445 270	48,58	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL			23 733 741 000	20 146 115 565	84,88	21	17	3	0	1	80,95

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Transport »

- *Administration et coordination*: les capacités en ressources humaines et matérielles ont été renforcées à travers la connexion d'une (01) structure à l'intranet et la formation de 6 agents à l'ENAM et en Chine.

- *Transports routier et ferroviaire* : dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des Transports routiers, la gare routière de Maevatanana a été réhabilitée. Par ailleurs, 2 sessions de sensibilisation des opérateurs et préposés de transport routier ont eu lieu dans le cadre de la semaine de la sécurité routière suite aux accidents mortels. Quant aux transports ferroviaires, le tonnage de fret par voie ferrée a connu une baisse, due à la vétusté des infrastructures et à l'insuffisance des investissements y afférents.

- *Transports maritime, fluvial et aérien* : pour le développement du système des transports aériens, 2 aérodromes ont été mis aux normes, dont ceux de Tolagnaro et de Toliara ; et 1 400 passagers par voies aériennes, contre les 1 000 prévus, ont été enregistrés, suite à la reprise des vols desservant l'Europe après la sortie d'Air Madagascar de l'Annexe B. Le port d'Ankify a été également mis aux normes durant l'année 2016.

Mission « Météorologie »

- *Administration et coordination* : les réalisations ont été toutes à la hauteur des attentes. Ainsi, l'objectif a été atteint en matière de l'exécution budgétaire, puisque les procédures d'engagement ont été réalisées dans le temps et dans le cadre de la régulation des dépenses. En outre, les prévisions sur l'accès aux informations météorologiques et hydrologiques ont été dépassées, grâce à la vulgarisation des outils d'information dans plusieurs communes.

- *Développement météorologique* : les résultats ont été également positifs pour ce programme. Le taux de couverture du réseau des stations et systèmes d'informations météorologiques ainsi que le taux de fiabilité des prévisions météo ont tous enregistrés des écarts positifs. En effet, les équipements et les matériels nécessaires ont été mis en place dans plusieurs régions. L'objectif a été par ailleurs dépassé pour le renforcement des outils de communication, vulgarisation et la capacité des utilisateurs dans le cadre des procédures de gestion des risques.

- MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

Tableau n° 56: Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
660	023	Administration et coordination	493 078 000	434 780 149	88,18	1	0	1	0	0	0,00
	214	Appui à l'extension de la couverture postale	0	0		1	0	1	0	0	0,00
670	043	Administration et coordination	0	0		1	1	0	0	0	100,00

Cod mission	Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
	210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	965 311 000	930 104 563	96,35	1	1	0	0	0	100,00
	TOTAL		1 458 389 000	1 364 884 712	93,59	4	2	2	0	0	50,00

Sources : Etats de développement de crédits, document de performance LFR, BCSE et RAP 2016

Mission « Postes et Télécommunications »

- *Administration et coordination*: l'objectif de gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles a été presque atteint. Un écart minime de 1,41 point a été enregistré en matière du taux de crédit engagé par rapport au crédit global.

- *Appui à l'extension de la couverture postale* : l'objectif fixé n'a été rempli qu'en partie, affichant un taux de réalisation des indicateurs à raison de 50%. Néanmoins, 3 bureaux de postes ont été ouverts en 2016, celui d'Andranonahoatra, d'Ambilobe et d'Ambatolampy.

Mission « Technologie de l'Information et de la Communication »

- *Administration et coordination (053)* : afin d'assurer l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services des Télécommunications et des Nouvelles Technologies et dans un but d'instaurer un tempérament de confiance aux opérateurs, un document sur les TICs a été élaboré en 2016.

- *Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales* : la mise en place d'un système de communication efficace et abordable a été assurée convenablement, eu égard à l'opérationnalisation des 20 points d'accès Internet au publics.

III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE

Cette dernière partie retrace les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances, en mettant en relief, pour chaque cadre budgétaire, les prévisions et les réalisations tant en matière de recettes que de dépenses. Un aperçu sur l'évolution de la situation des crédits sera également évoqué à travers l'analyse des actes modificatifs de crédit et de l'acte portant ajout de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 2016.

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES

Les recettes réellement recouvrées et les dépenses effectivement ordonnancées se sont élevées respectivement à **5 899 937 640 029,54 Ariary** et **7 863 920 249 781,48 Ariary**. Le résultat de l'exercice budgétaire 2016 s'est ainsi soldé par un déficit de **1 963 982 609 751 ,94 Ariary**, représentant 6,2 % du PIB annuel.

Le tableau ci-après met en exergue les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances.

Tableau n° 57 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2016

En Ariary

Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		Solde	
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Excédents des Recettes	Excédents des dépenses
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a - Opération de Fonctionnement	3 577 914 196 000,00	3 501 958 567 000,00	3 617 650 804 000,00	5 441 057 000 000,00	3 716 703 082 491,99	5 354 423 653 594,35		
b - Opération d'Investissement	595 210 174 000,00	636 119 019 000,00	1 568 185 830 000,00	1 682 258 579 000,00	142 699 737 303 ,40	845 584 150 923,45		
TOTAL CADRE I	4 173 124 370 000,00	4 138 077 586 000,00	5 185 836 634 000,00	7 123 315 579 000,00	3 859 402 819 795,39	6 200 007 804 517,80		2 340 604 984 722,41
CADRE II								
BUDGETS ANNEXES								
a - Opération de Fonctionnement	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	24 237 902 324,88	19 349 050 470,62		
b - Opération d'Investissement								
TOTAL CADRE II	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	24 237 902 324,88	19 349 050 470,62	4 888 851 854,26	
CADRE III								
CPT	561 451 857 000,00	726 448 857 000,00	902 510 836 000,00	1 550 159 231 000,00	391 593 000 753,10	1 303 131 122 963,65		
TOTAL CADRE III	561 451 857 000,00	726 448 857 000,00	902 510 836 000,00	1 550 159 231 000,00	391 593 000 753,10	1 303 131 122 963,65		911 538 122 210,55
CADRE IV								
OPERATIONS GENERATRICES								
DE FCV ET ASSIMILEES	332 160 000,00	332 160 000,00	0,00	0,00	1 631 117 076,38	0,00		
TOTAL CADRE IV	332 160 000,00	332 160 000,00	0,00	0,00	1 631 117 076,38	0,00	1 631 117 076,38	
CADRE V								
OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE	3 643 468 093 000,00	6 592 749 815 000,00	2 290 029 010 000,00	2 784 133 608 000,00	1 623 072 800 079,79	341 432 271 829,41		
TOTAL CADRE V	3 643 468 093 000,00	6 592 749 815 000,00	2 290 029 010 000,00	2 784 133 608 000,00	1 623 072 800 079,79	341 432 271 829,41	1 281 640 528 250,38	
TOTAL GENERAL	8 405 895 980 000,00	11 486 587 918 000,00	8 405 895 980 000,00	11 486 587 918 000,00	5 899 937 640 029,54	7 863 920 249 781,48	1 288 160 497 181,02	3 252 143 106 932,96

 Déficits de l'exécution de la Loi de Finances 2016 : **1 963 982 609 751 ,94 Ariary**

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS

En cours d'exercice, la LOLF, dans sa section III, prévoit la possibilité de modifier les inscriptions budgétaires autorisées par le Parlement. A ce titre, pour l'année 2016, le Gouvernement a eu recours au procédé de mouvement de crédits, mais également à l'ouverture des crédits supplémentaires, dont les conditions sont respectivement stipulées par les articles 19 et 20.

1. Mouvements de crédits

Après l'adoption de la LFR en Juillet 2016, les départements institutionnels et ministériels ont opéré une révision de la répartition de leurs crédits, matérialisée à travers l'adoption de 196 textes réglementaires, dont 12 ont eu trait aux transferts, 05 aux virements et 179 aux aménagements de crédits.

Les autorités publiques ont été conduites à prendre plus d'actes modificatifs de crédits comparés aux années précédentes, dans la mesure où 148 décrets/arrêtés ont été adoptés en 2014 contre 10 en 2015, pour atteindre 196 en 2016. Les modifications de répartition de crédits de 2014 à 2016 sont synthétisées dans le tableau qui suit :

Tableau n° 58 : Situation des mouvements de crédits de 2014 à 2016

Types d'actes	2014	2015	2016
Décret portant transfert de crédits	10	1	12
Décret portant virement de crédits	05	-	05
Arrêté d'aménagement de crédits	133	9	179
TOTAL	148	10	196

Sources : actes modificatifs des crédits de 2014 à 2016, après l'adoption des LFR

• Décret portant virement de crédits

Après la LFR, 5 opérations de virement de crédits ont été effectuées, dont la somme totale s'est élevée à 9,90 milliards Ariary. Elles ont été répertoriées auprès du :

- Ministère de la Défense Nationale, pour l'acquisition des matériels techniques et la réhabilitation des infrastructures ;
- Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, dans le cadre de la mission de prévention, de préparation, de secours d'urgence, de relèvement, de remise en état et de reconstruction du BNGRC;
- Primature, pour la priorisation des projets sociaux ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, pour faire face à la diminution des crédits suite à l'adoption de la LFR; et du
- Ministère des Travaux Publics, pour le renflouement des crédits d'investissements.

• Décret portant transfert de crédits

12 actes de transfert ont été pris par le Gouvernement, dont le coût total a atteint 113,05 milliards d'Ariary.

La HCC a transféré un crédit d'un montant de 65 millions d'Ariary au profit du Ministère des Finances et du Budget ; tandis que 12 Institutions/Ministères ont bénéficié d'une augmentation des crédits de la part de ce dernier, totalisant 112,98 milliards d'Ariary. Ces transferts ont été essentiellement opérés pour la nécessité de payer la solde des agents de l'Etat, de verser les subventions aux enseignants non fonctionnaires, et afin d'honorer les dépenses d'urgence du BNGRC face aux risques et catastrophes.

• Arrêtés portant aménagement de crédits

La majeure partie des Institutions et Ministères ont été également conduits à aménager leurs crédits pour des raisons diversifiées, dont les motifs souvent mentionnés ont résidé dans l'insuffisance budgétaire de certains comptes suite à l'application de la LFR. Le montant total des crédits ainsi modifiés par cette voie s'est chiffré à 478,28 milliards d'Ariary. Sur les 179 actes pris par les 31 départements confondus, presque la moitié a été concentrée auprès du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère de la Santé Publique et du Ministère de l'Education Nationale.

➤ *Secteur administratif*

- La Présidence de la République a effectué 10 aménagements de crédits d'un montant total de 1,03 milliards d'Ariary, dont les plus importants ont été affectés pour le paiement des allocations d'indemnités liées à la fonction des membres du PREA et le paiement des honoraires des consultants

- Le Sénat a établi 3 arrêtés d'une valeur de 344 millions d'Ariary, dont la majeure partie a été aménagée en vue du paiement des dépenses relatives aux indemnités

- Afin de pouvoir renflouer certains comptes, l'Assemblée Nationale a été amenée à réaliser un aménagement de crédits d'une somme de 2,49 milliards d'Ariary

- La Haute Cour Constitutionnelle n'a réalisé qu'un seul aménagement de crédits d'un montant de 104,96 millions d'Ariary, dans le dessein d'assurer le paiement des indemnités et primes de performance; le renflouement de crédits au niveau de la rubrique biens et services, le paiement des frais de stage et de formations, et le paiement du reste des cotisations internationales.

- Les 9 aménagements de crédits opérés par la Primature ont totalisé 1,86 milliards d'Ariary, dont la plus grande somme a été destinée à financer la réhabilitation d'une voie terrestre d'une localité située dans le District de Mananara-Nord, de la Région d'Analanjiroro.

- La Commission Electorale Nationale Indépendante a révisé la répartition de ses crédits à travers l'aménagement effectué dans le cadre de la révision annuelle de la liste électorale, dont le montant modifié a été de l'ordre de 131,83 millions d'Ariary.

- A travers les 2 arrêtés établis par le Ministère des Affaires Etrangères, 497,48 millions d'Ariary ont fait l'objet d'aménagement en vue de réaliser les activités incontournables au niveau des représentations extérieures.

- L'allocation budgétaire d'un montant de 246,81 millions d'Ariary a été aménagée au niveau du Ministère de la Défense Nationale, par le biais de 3 arrêtés. La grande partie des crédits ainsi modifiés a été affectée pour l'entretien des aéronefs et des matériels techniques dans le cadre de la surveillance de l'espace aérien

- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a effectué 9 aménagements de crédits, d'un montant de 9,48 milliards d'Ariary, qui ont été tous motivés par une seule raison : le renflouement des crédits d'investissement « Fonds d'Appui au Développement ».

- Le Gouvernement a validé 8 aménagements de crédits d'un montant de 827,81 millions d'Ariary pour le Ministère de la Sécurité Publique, dont la moitié a été consacrée au maintien de l'ordre durant le Sommet de la Francophonie et le COMESA

- Le Ministère de la Justice a opéré 3 aménagements de crédits s'élevant à 310,78 millions d'Ariary : la grande part a été attribuée pour le paiement des charges du personnel liées à la solde et pour l'attribution d'une prime de performance aux Magistrats et personnel des Cours et Tribunaux.

- Quant au Ministère des Finances et du Budget, 34 aménagements de crédits ont été opérés, totalisant 404,31 milliards d'Ariary. Les modifications les plus conséquentes ont été apportées d'une part afin de rectifier l'erreur de saisie survenue lors de l'élaboration de la LFR 2016, induisant une fausse imputation d'une ligne de crédit; et d'autre part, en vue de payer la subvention de la JIRAMA mois de Novembre et Décembre 2016 et la subvention complémentaire au profit de l'ARMP.

- 3 aménagements de crédits, d'une valeur de 320,46 millions d'Ariary, ont été accordés au Ministère de l'Economie et du Plan, dont le plus important a été pris afin de permettre l'exécution des activités prédéfinies dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

➤ *Secteur social*

- 27 arrêtés d'aménagement ont été recensés auprès du Ministère de la Santé Publique, totalisant 5,73 milliards d'Ariary. Les 7 derniers arrêtés ont été tous justifiés par la nécessité d'honorer les dépenses obligatoires à régler au cours de l'année 2016. Une grande somme a été également octroyée afin de financer l'acquisition ou l'achat des vaccins destinés à la population malgache.

- Dans le cadre de la concrétisation des projets prioritaires du dernier trimestre de l'exercice 2016, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a été contraint de prendre un arrêté d'aménagement de crédits atteignant 202 millions d'Ariary.

- Pour le bon fonctionnement du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, celui-ci a effectué un aménagement de crédit d'une valeur de 141,13 millions d'Ariary.

- La répartition des crédits de l'ordre de 14,52 milliards d'Ariary a été modifiée auprès du Ministère de l'Education Nationale, réalisée par le biais de 19 actes. Les plus grandes sommes ont été affectées au

paiement de la caisse école dans toute l'île, à des dépenses en fournitures de bureau pour l'amélioration de la préparation des examens officiels et la préparation des recrutements des enseignants non fonctionnaires.

- 2 aménagements de crédits d'une valeur de 53,76 millions d'Ariary ont été opérés au niveau du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, dont la grande part a concerné un aménagement de crédits de fonctionnement.

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a réalisé 2 opérations d'aménagement de crédits, à hauteur de 3,61 milliards d'Ariary, en raison de l'insuffisance de crédits de plusieurs comptes obligatoires durant les trois trimestres de l'exercice 2016.

- 182 millions d'Ariary ont été aménagés au niveau du Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine, dont l'essentiel a été destiné au paiement de quelques dépenses obligatoires dans le cadre des activités à réaliser.

➤ *Secteur productif*

- Des modifications de crédits à concurrence de 128,41 millions d'Ariary ont été constatées auprès du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé à travers la prise de 7 arrêtés, dont le plus conséquent a été adopté afin de régulariser les factures de la Société TELMA pour rendre plus facile la communication avec les organismes rattachés et entre les collaborateurs techniques du Ministère.

- Le Ministère du Tourisme n'a procédé qu'à un seul aménagement de crédits, d'une valeur de 17, 2 millions d'Ariary, dont l'objectif consiste à assurer le paiement des salaires et la cotisation CNaPS des agents ECD jusqu'au mois de Décembre.

- Le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage a effectué 5 aménagements de crédits totalisant 10,95 milliards d'Ariary. Le plus important a été justifié par la nécessité de renflouer les lignes de crédit TVA présentant des dépassements.

- Le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts a pris 4 arrêtés d'aménagements de crédits, atteignant 248,73 millions d'Ariary, dont plus de la moitié a été modifiée compte tenu des créances que possède le prestataire TELMA auprès du Ministère.

➤ *Secteur infrastructure*

- 2 aménagements de crédits d'un montant de 12,96 milliards d'Ariary ont été opérés au sein du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, dont la grande somme a été aménagée au profit de certains comptes manquants après l'application de la LFR.

- Le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène a réalisé 3 opérations d'aménagement de crédits de l'ordre de 1,27 milliards d'Ariary. La majeure partie des crédits modifiés a été allouée au renflouement des dépassements effectués sous le compte lié au réseau d'Assainissement.

- Le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole n'a effectué qu'un seul aménagement de crédits à concurrence de 484,29 millions d'Ariary, dont l'objectif a été d'assurer les futurs déplacements du Ministre, de payer la prime de risque et de gardiennage de nuit pour les agents chargés de la sécurité et les charges de subvention des organismes rattachés.

- Les 8 opérations d'aménagements de crédits réalisées par le Ministère des Travaux Publics ont totalisé 4,48 milliards d'Ariary. Elles ont été, pour la plupart, destinées à payer les charges de déplacement sur terrain face à la multitude des missions relatives à la densification des infrastructures de transport.

- Le Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement a été dans la nécessité de procéder à des aménagements d'une somme de 979, 64 millions d'Ariary au profit du Bureau des Projets de Promotion et d'Aménagement de Régions.

- Une modification de crédits à hauteur de 10, 84 millions d'Ariary a été accordée par le biais de l'arrêté d'aménagement motivé par le besoin de renflouer les crédits de fonctionnement du Ministère des Transports et de la Météorologie.

- 332,93 millions d'Ariary ont été aménagés au sein du Ministère des Postes, de la Télécommunication et du Développement Numérique afin de mener à bien ses activités.

2. Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires

Mis à part les mouvements de crédits effectués, l'exercice 2016 a été marqué par l'adoption d'un décret d'avance rectifiant le montant prévisionnel fixé par la LFR, lequel a été enregistré au sein du Ministère de la Sécurité Publique.

Le Gouvernement a ainsi décrété en Octobre 2016 un ajout supplémentaire de crédit d'une valeur de 4,8 milliards d'Ariary dans le cadre de l'établissement et la délivrance de passeports électroniques malgaches. Cette dotation a été effectuée pour le Compte Particulier du Trésor de l'imputation budgétaire de la Direction des Renseignements et du Contrôle de l'Immigration et de l'Émigration/Passeports électronique, compte « redevance sur autorisation administrative ».

C. ANALYSE DES CADRES BUDGETAIRES

1. BUDGET GENERAL DE L'ETAT

a. Recettes du BGE

Au titre de l'exercice budgétaire 2016, les produits et revenus de l'Etat applicables au BGE s'élèvent à 4 173,12 milliards d'Ariary en LFI, et à 4 138,08 milliards d'Ariary en LFR.

Tableau n° 59 : Situation des recettes par nomenclature

En Ariary

NOMENCLATURE	Prévisions initiales	Prévisions finales	Réalisations
 FONCTIONNEMENT	3 577 914 196 000,00	3 501 958 567 000,00	3 716 703 082 491,99
Recettes fiscales	3 429 115 815 000,00	3 431 105 814 000,00	3 369 103 571 601,51
Recettes non fiscales	70 821 621 000,00	70 852 753 000,00	347 599 510 890,48
Aides budgétaires non remboursables	77 976 760 000,00	0,00	
Recettes de privatisation	0,00	0,00	
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	
Recettes en capital (IADM – FMI)	0,00	0,00	
 INVESTISSEMENT	595 210 174 000,00	636 119 019 000,00	142 699 737 303,40
Subventions extérieures/PIP	595 210 174 000,00	636 119 019 000,00	142 699 737 303,40
 TOTAL	4 173 124 370 000,00	4 138 077 586 000,00	3 859 402 819 795,39

Sources: LFR 2016, CGAF 2016

Sur les prévisions, les recettes de fonctionnement ont représenté 84,62% des recettes du BGE avec un montant de 3 501,96 milliards d'Ariary. Si les prévisions pour 2015 ont été fixées à 3 496,29 milliards d'Ariary, celles de 2016 s'élèvent à 4 138,07 milliards d'Ariary, soit une augmentation de 18,35%. 3,69% de ces prévisions ont été affectées aux recettes d'investissement.

Tableau n° 60 : Situation des recettes par nature

Chap.	Libellé	Prévisions finales	Réalisations
13	Subventions d'équipement	636 119 019 000,00	142 699 737 303,40
70	Impôts sur le revenu, bénéfiques et gains	846 128 990 000,00	876 898 129 125,14
71	Impôts sur le patrimoine	32 586 659 000,00	23 983 747 892,27
72	Impôts sur les biens et services	865 189 457 000,00	820 975 959 431,51
73	Impôts sur le commerce extérieur	1 668 700 000 000,00	1 633 010 480 276,63
74	Autres recettes fiscales	18 500 708 000,00	14 235 254 875,96
75	Contributions reçues des tiers	0,00	1 334 080 000,00
76	Produits financiers	50 077 753 000,00	87 134 598 332,00
77	Recettes non fiscales	20 775 000 000,00	259 130 832 558,48
	 TOTAL GENERAL	4 138 077 586 000,00	3 859 402 819 795,39

Source : CGAF 2016

Au niveau des réalisations, l'encaissement global de l'année 2016 s'établit à 3 859,40 milliards d'Ariary, soit un taux de 93,27% ; lequel s'évalue en retrait par rapport à celui de 2015 qui était de 93,88%. Pourtant, cet encaissement global est en hausse en termes de volume.

La performance de la réalisation est constatée notamment sur les recettes fiscales et douanières, à savoir, les impôts sur le revenu, bénéfiques et gains avec un montant total de 876,90 milliards d'Ariary. Ainsi,

sur les autres recettes budgétaires, les produits financiers et les recettes non fiscales sont les éléments les plus performants, avec des montants respectifs de 87,13 milliards d'Ariary et 259,13 milliards d'Ariary. Leurs réalisations dépassent largement leurs prévisions avec des taux de 103,64%, 173,99% et 1 247,62%.

En sus, deux types des recettes fiscales et douanières, les impôts sur les biens et services et les impôts sur les commerces extérieurs enregistrent des taux de réalisation respectifs de 94,88% et 97,86%, soit des montants totaux respectifs de 820,98 milliards d'Ariary et de 1 633,01 milliards d'Ariary.

En outre, les recettes sur les impôts sur les patrimoines affichent un taux de réalisation de 73,58% et se chiffrent à 23,98 milliards d'Ariary, d'une part, et d'autre part, les autres recettes fiscales affichent une performance de 76,94% avec un montant de 14,24 milliards d'Ariary.

Enfin, le BGE n'a pas prévu des encaissements sur les contributions reçues des tiers, pourtant une réalisation de 1,33 milliards d'Ariary a été enregistrée à la fin de l'exercice 2016.

b. Dépenses du BGE

i. Dépenses du BGE par Institutions et Ministères

En se référant aux dépenses des années précédentes, notamment celles de 2014 et 2015, dont les taux respectifs ont atteint 77,71% et 81,36%, l'exécution budgétaire 2016 s'est nettement améliorée. En effet, sur une enveloppe budgétaire de 7 123 milliards d'Ariary, 6 200 milliards d'Ariary ont été utilisés, représentant un taux de consommation de crédits de 87,04 %.

Dans le tableau suivant, une attention particulière est portée au Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, puisque sur les 41,9 milliards d'Ariary de crédits alloués, les dépenses ont été réalisées à hauteur de 43 milliards d'Ariary, dégageant un taux d'exécution budgétaire de 102,74%. Cet excès de dépenses a été enregistré au niveau du Programme 205, « Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement » de la Direction Générale en charge de la Coordination des Organismes sous tutelle et des Unités de Gestion des Projets (DGCROUP) sur financement externe, dont les dépenses opérées ont atteint 21 milliards d'Ariary sur les crédits octroyés de 12,7 millions d'Ariary.

Sur les 7 Institutions recensées en 2016, 6 ont enregistré des taux oscillant entre 80% et 97%, telles que la CENI, le FFM et l'Assemblée Nationale en affichant des taux d'absorption budgétaire respectivement de 97,37%, 96,22% et 96,21%.

Sur les 25 ministères ayant affiché des réalisations de dépenses supérieures à 80%, 21 ont dépassé la barre des 90%, dont ceux ayant trait à l'Education et celui de la Sécurité, qui ont été en tête de classement avec les taux suivants : 99,9% (MEN), 99,4% (SEG), 99,8% (Sécurité Publique), 99,2% (MDN), 98,53% (Enseignement Supérieur). Si les niveaux de consommation de crédits ont été assez moyens pour 7 ministères, à l'instar du MINSANP (68,08%), du MID (61,64%), et du MTP (55, 92%) ; ils ont été faibles pour les 5 départements restants, plus particulièrement pour le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts et du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, lesquels ont accusé un taux d'exécution budgétaire de 18,63% et 10,19%.

Tableau n° 61: Situation des dépenses par Institution /Ministère du BGE 2016

CODE MINISTERE	INSTITUTIONS/MINISTERES	En Ariary		En %
		CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REAL.
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	99 436 321 000,00	79 993 193 818,13	80,45
02	SENAT	15 553 755 000,00	14 228 818 973,40	91,48
03	ASSEMBLEE NATIONALE	45 032 093 000,00	43 325 673 998,80	96,21
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	6 150 491 000,00	5 758 608 729,80	93,63
05	PRIMATURE	90 641 437 000,00	61 387 970 684,05	67,73
06	FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY	4 333 500 000,00	4 169 771 547,00	96,22
07	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	4 800 000 000,00	4 673 664 637,00	97,37
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	54 341 062 000,00	53 915 883 102,73	99,22
12	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	186 793 144 000,00	185 349 607 886,06	99,23
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE	174 430 661 000,00	173 514 569 030,43	99,47
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION	187 559 155 000,00	115 615 587 370,11	61,64
15	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	97 446 577 000,00	96 769 073 668,14	99,30
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	92 944 838 000,00	87 886 159 079,71	94,56
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	3 661 955 595 000,00	3 504 538 416 608,97	95,70
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN	11 472 701 000,00	10 749 927 373,13	93,70
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION	15 730 897 000,00	14 513 958 531,46	92,26
34	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	10 780 631 000,00	4 663 779 217,60	43,26
35	MINISTERE DU TOURISME	4 264 771 000,00	4 013 495 026,98	94,11
36	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	31 666 152 000,00	21 223 225 340,66	67,02
37	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	11 075 679 000,00	10 847 778 910,80	97,94
41	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	311 189 959 000,00	102 415 439 731,44	32,91
43	MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE	16 509 388 000,00	11 219 260 303,79	67,96
44	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS	78 781 920 000,00	14 679 009 675,74	18,63
47	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER	664 277 000,00	579 049 673,60	87,17
51	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES	78 551 841 000,00	8 002 078 047,74	10,19
52	MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE	41 948 168 000,00	43 098 359 144,48	102,74
53	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE	6 282 239 000,00	5 349 867 751,29	85,16
61	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	234 579 345 000,00	131 178 522 190,36	55,92
62	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT	137 518 739 000,00	102 347 429 218,79	74,42
63	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE	23 733 741 000,00	20 146 115 564,56	84,88
66	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	1 458 389 000,00	1 364 884 711,80	93,59

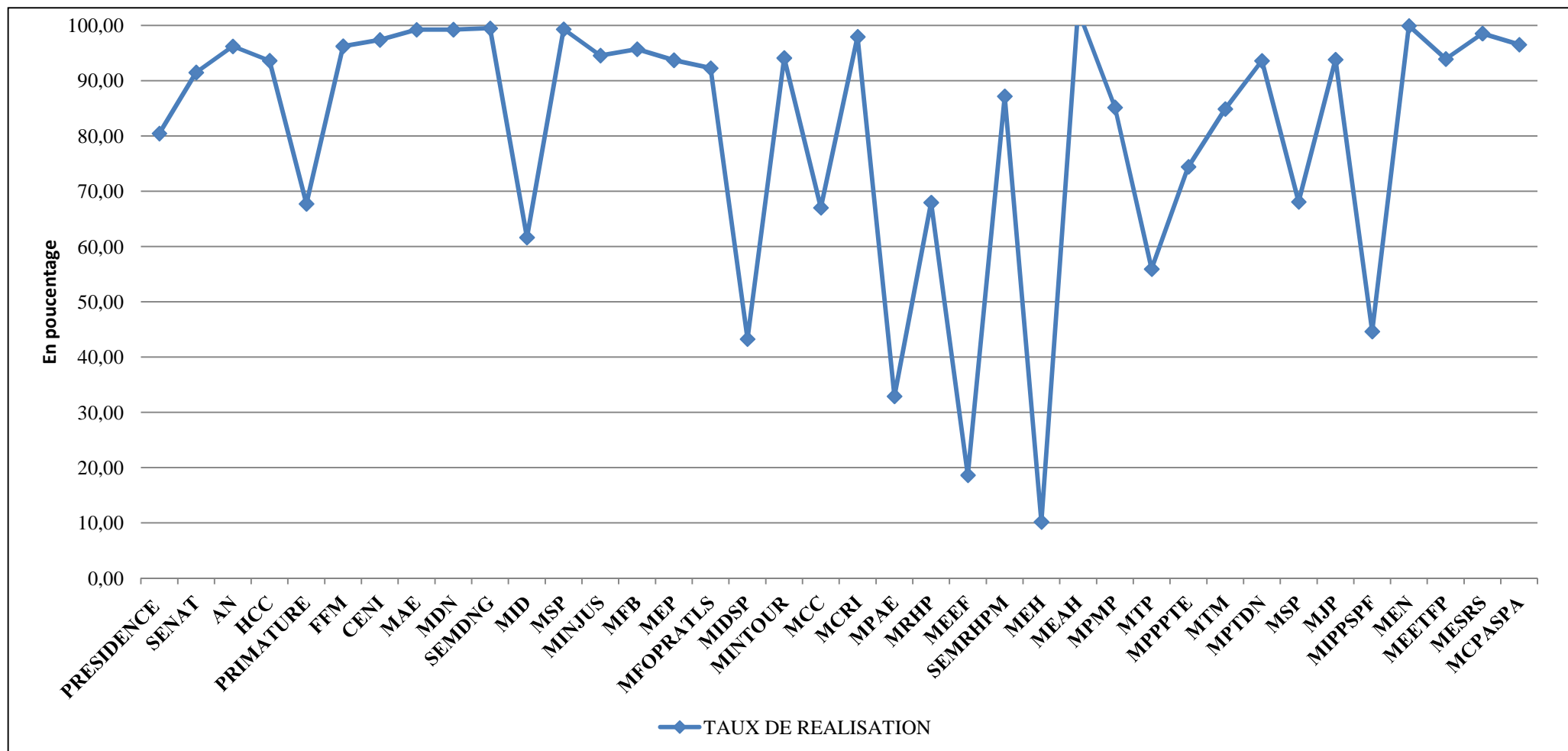
En Ariary

En %

CODE MINISTERE	INSTITUTIONS/MINISTERES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REAL.
71	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	316 814 134 000,00	215 694 056 031,08	68,08
75	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	19 010 269 000,00	17 835 172 960,34	93,82
76	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	27 101 011 000,00	12 096 329 813,53	44,63
81	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	800 622 931 000,00	799 942 833 521,96	99,92
83	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	38 330 293 000,00	35 997 540 566,47	93,91
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	174 255 248 000,00	171 700 984 594,62	98,53
86	MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE	9 554 227 000,00	9 221 707 481,24	96,52
TOTAL		7 123 315 579 000,00	6 200 007 804 517,80	87,04

Source : BCSE 2016 des Institutions/Ministères

Graphique n° 6: Taux de consommation de crédits des Institutions/Ministères



Source : DGB

ii. Dépenses du BGE par catégorie de dépenses

En termes de prévisions, les opérations courantes hors solde ont représenté une part importante de la totalité des crédits alloués au BGE, puisque presque la moitié de la dotation budgétaire leur a été affectée, soit la somme de 3 452 milliards d'Ariary. Par rapport à l'année précédente, les crédits d'investissement ont connu une hausse de 30,5%, en passant de 1 289 milliards d'Ariary à 1 682 milliards d'Ariary. Quant aux intérêts de la dette et les dépenses de solde, des augmentations respectives de l'ordre de 24% et 9,4% ont été constatées. Cependant, les opérations structurelles, se chiffrant à 400 millions d'Ariary, ont été révisées à la baisse avec un net recul de 96%, une tendance régressive a été déjà observée depuis l'exercice 2013.

En matière de réalisations, les dépenses de solde ont pointé en haut de l'affiche avec un taux de 99,22%, suivies des dépenses de fonctionnement avec 98,68% des crédits ouverts consommés. Si les dépenses structurelles ont connu une réalisation à hauteur de 100% en 2013 et 2015, il en a été autrement en 2016, puisque seuls 31,78% des crédits alloués ont été absorbés. Le niveau d'exécution des PIP s'est situé à 50,26%, soit une hausse de 5 points comparée aux deux dernières années.

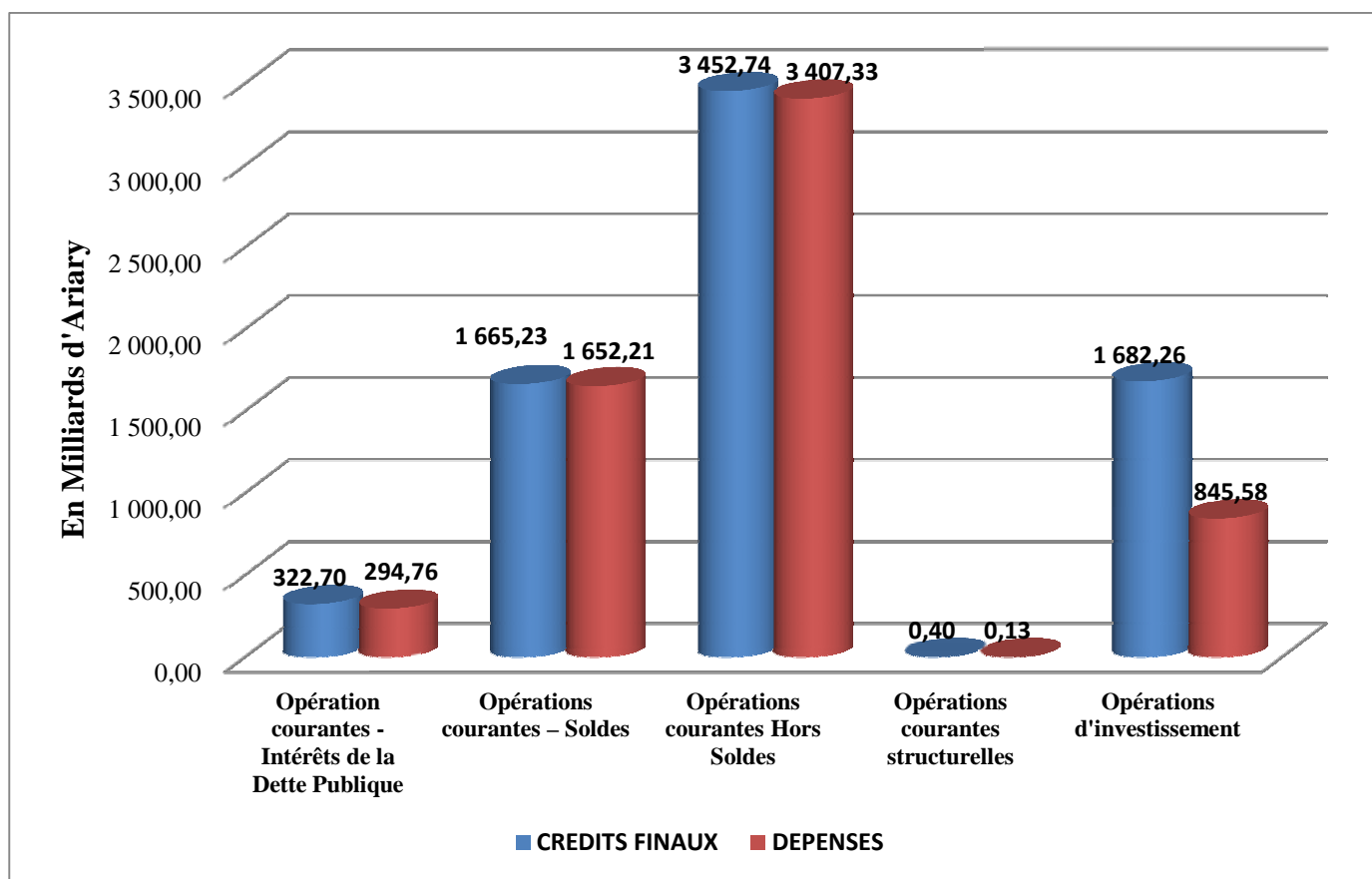
Tableau n° 62: Taux de réalisation par catégorie des dépenses du BGE

En Ariary

LIBELLE	CREDITS FINAUX	DEPENSES	SANS EMPLOI	TAUX DE REALISATION (%)
Opération courantes - Intérêts de la Dette Publique	322 696 997 000,00	294 758 811 351,40	27 938 185 648,60	91,34
Opérations courantes – Soldes	1 665 225 000 000,00	1 652 211 286 515,60	13 013 713 484,40	99,22
Opérations courantes Hors Soldes	3 452 735 003 000,00	3 407 326 452 990,34	45 408 550 009,66	98,68
Opérations courantes structurelles	400 000 000,00	127 102 737,00	272 897 263,00	31,78
Opérations d'investissement	1 682 258 579 000,00	845 584 150 923,45	836 674 428 076,55	50,26
TOTAL GENERAL	7 123 315 579 000,00	6 200 007 804 517,79	923 307 774 482,21	87,04

Source : DGB

Graphique n° 7: Dépenses par catégorie de dépenses du BGE par rapport aux crédits finaux



Source : DGB

iii. Dépenses de fonctionnement du BGE par Grandes Rubriques

Les réalisations globales des dépenses courantes hors solde se sont chiffrées à 3 407 milliards d'Ariary, soit un taux d'absorption de crédits de 98,68%.

Sur les 3 453 milliards d'Ariary attribués aux dépenses de fonctionnement, 60% ont été concentrés aux dépenses relatives aux « Biens et Services », soit la somme de 2 054 milliards d'Ariary. Ce taux a été constant comparé à l'année précédente. Toutefois, le volume de crédits a diminué de 2,34%.

Malgré une hausse de crédits de 7,4% pour les « Indemnités », leur part reste largement faible en n'atteignant que 4% de l'ensemble des crédits du BGE. La grande part des crédits a été destinée au paiement des indemnités liées au personnel permanent de l'Etat. Le montant cumulé des Indemnités pour le personnel membre des Institutions et celles du personnel non permanent est de 57 milliards d'Ariary, soit une réalisation moyenne de 91%. Concernant les charges sociales patronales regroupant les cotisations CNaPS, cotisations Caisse de Prévoyance de Retraite et les cotisations Caisse de Retraites Civiles et Militaires, leurs crédits n'ont représenté que 3% de l'ensemble avec une consommation globale de 61,26%.

Sur les 1 255 milliards d'Ariary destinés aux dépenses de « Transferts », soit 36,37% des inscriptions budgétaires, 99,23% ont été consommés en fin d'année. Comparativement à l'année dernière, ce montant a accusé une baisse de 3,26%. Cette rubrique a été essentiellement composée des subventions au secteur privé,

des transferts pour charge de service public et des régularisations des droits acquis, représentant 84% des crédits concernés. La part des enveloppes allouées aux autres catégories de transfert a été en deçà de 5%, à savoir 2,55% pour les transferts aux communes, 2,01% pour les contributions internationales et 1,94% pour l'hospitalisation.

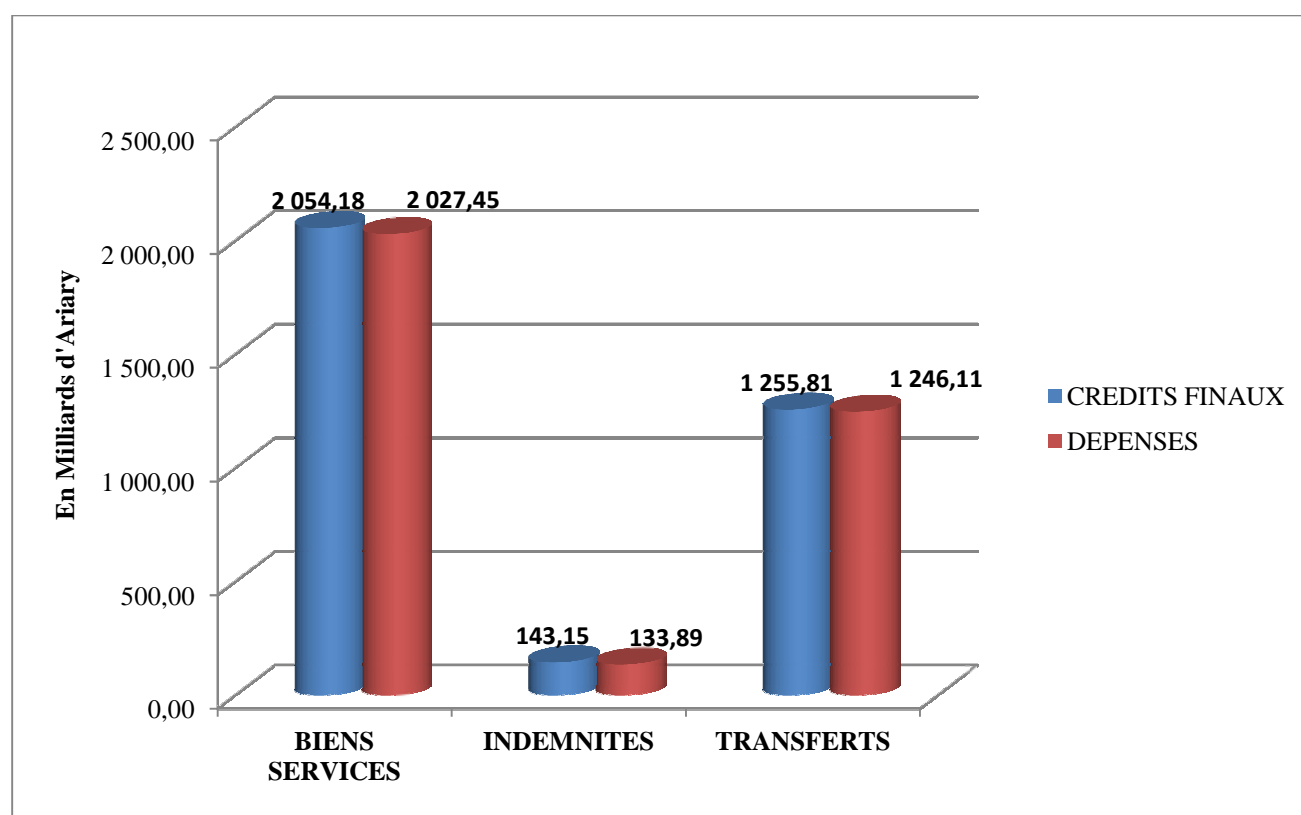
Tableau n° 63: Situation par grandes rubriques des dépenses de fonctionnement

En Ariary

RUBRIQUES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION	% sur crédits totaux	% sur dépenses
BIENS SERVICES	2 054 177 427 000,00	2 027 452 464 737,80	98,70	59,49	59,50
INDEMNITES	143 152 375 000,00	133 889 348 504,65	93,53	4,15	3,93
TRANSFERTS	1 255 805 201 000,00	1 246 111 742 484,89	99,23	36,37	36,57
TOTAL GENERAL	3 453 135 003 000,00	3 407 453 555 727,34	98,68	100,00	100,00

Source : DGB

Graphique n° 8: Dépenses des grandes rubriques par rapport aux crédits finaux



Source : DGB

iv. Dépenses PIP par type de financement

Si en début d'année, les PIP ont été prévus être essentiellement financés par les ressources extérieures (Subvention et Fonds d'emprunt), avoisinant les 70,68% de la totalité des dotations y afférentes, la situation s'est inversée en matière de réalisations.

En effet, les dépenses sur les PIP ont finalement atteint 845 milliards d'Ariary sur une enveloppe globale de 1 682 milliards d'Ariary, dont 78% provenant des ressources internes et 38,47% des ressources externes. Par rapport à l'exercice antérieur, le taux de réalisation des dépenses, à concurrence de 50,26%, a connu une hausse de 15 points, grâce notamment à une meilleure absorption des financements extérieurs. En effet, le taux d'exécution des subventions a passé de 8% à 29% et celui des fonds d'emprunts de 27% à 49%. Si les dépenses globales de DTI ont toujours surpassé les crédits finaux, l'année 2016 a été marquée par une maîtrise des dépenses, puisque le taux de consommation de crédits a atteint 65%. Notons que ces situations sont obtenues au niveau des engagements relatifs aux régularisations budgétaires du financement extérieur effectué par le projet.

Le tableau et le graphique suivants montrent la structure du PIP par type de financement.

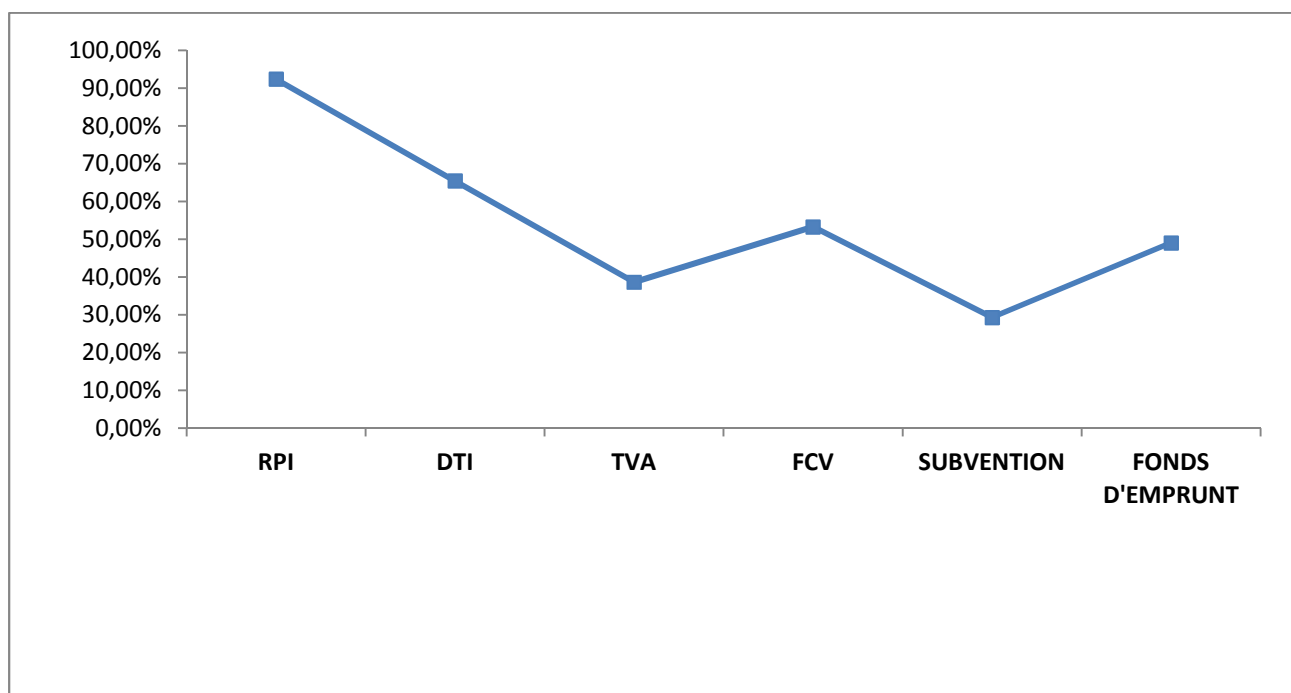
Tableau n° 64: Dépenses PIP du BGE par source de financement

En Ariary

LIBELLE FINANCEMENT	CREDITS FINAUX	DEPENSES	Taux de réalisation (%)
RPI	327 931 269 000,00	303 050 625 001,51	92,41
DTI	72 010 000 000,00	47 139 677 384,00	65,46
TVA	80 405 476 000,00	31 083 214 718,43	38,66
FCV	12 812 739 000,00	6 827 847 075,69	53,29
Sous total PIP INTERNE	493 159 484 000,00	388 101 364 179,63	78,70
SUBVENTION	636 119 019 000,00	186 259 794 996,89	29,28
FONDS D'EMPRUNT	552 980 076 000,00	271 222 991 746,93	49,05
Sous total PIP EXTERNE	1 189 099 095 000,00	457 482 786 743,82	38,47
TOTAL GENERAL	1 682 258 579 000,00	845 584 150 923,45	50,26

Source : DGB

Graphique n° 9: Taux de réalisation PIP du BGE par rapport aux crédits finaux



Source : DGB

v. Dépenses du BGE par Région et Poste comptable central

En matière d’allocations de crédits, toutes les Régions autres que les six (06) régions ex chefs-lieux de province ont connu une augmentation par rapport à l’année 2015. Certaines d’entre elles ont même vu leur enveloppe budgétaire majorée de plus de 50% telles les régions Bongolava, Menabe, Sofia. Pour les six (06) Régions mentionnées plus haut, leurs crédits ont été fortement réduits à l’instar de la Région Analamanga où les volumes de crédits sont passés de 119 milliards d’Ariary à 20 milliards d’Ariary en 2016. Soit une diminution de 83%. Ce qui a nettement affecté leur niveau global n’atteignant que 280 milliards d’Ariary de crédits, représentant une baisse de 55%.

Comme le montre le tableau ci-dessous, la priorisation suivant le cadrage budgétaire est attribuée à la Région Atsimo Andrefana avec 66 milliards d’Ariary de crédits alloués. La Circonscription Financière de Nosy Be reste la moins lotie avec seulement 1 milliard d’Ariary de l’ensemble.

Tableau n° 65: Comparaison des crédits alloués aux 22 Régions et à la Circonscription financière (CIRFIN) de Nosy Be

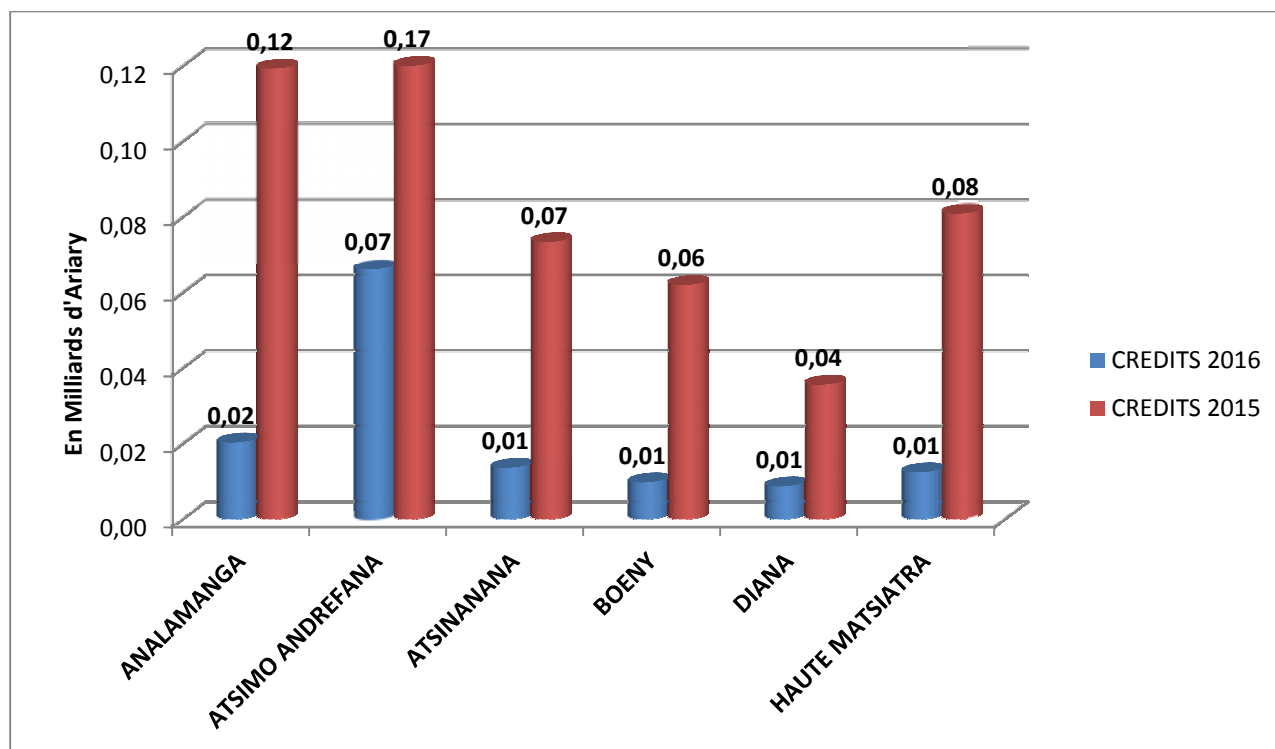
En Ariary		
REGIONS	CREDITS FINAUX 2015	CREDITS FINAUX 2016
ALAO TRA MANGORO	10 257 573 000,00	13 685 502 000,00
AMORONI MANIA	4 490 252 000,00	7 538 933 000,00
ANALAMANGA	119 268 948 000,00	20 215 269 000,00
ANALANJIROFO	6 129 592 000,00	11 448 957 000,00
ANDROY	4 373 320 100,00	6 247 702 000,00

REGIONS	CREDITS FINAUX 2015	CREDITS FINAUX 2016
ANOSY	3 956 519 000,00	7 055 328 000,00
ATSIMO ANDREFANA	165 450 177 000,00	66 173 247 000,00
ATSIMO ATSIANANA	4 958 202 000,00	8 530 258 000,00
ATSIANANA	73 296 393 128,00	13 538 367 000,00
BETSIBOKA	1 617 495 000,00	3 755 435 000,00
BOENY	61 990 816 000,00	9 658 346 000,00
BONGOLAVA	1 805 929 800,00	5 650 772 000,00
DIANA	35 547 728 210,00	8 640 152 000,00
HAUTE MATSIATRA	80 893 107 000,00	12 377 474 000,00
IHOROMBE	2 246 375 000,00	3 794 024 000,00
ITASY	4 671 564 000,00	7 288 955 000,00
MELAKY	2 009 829 000,00	3 973 264 000,00
MENABE	9 123 421 000,00	18 459 860 000,00
CIRFIN NOSY BE	576 411 000,00	1 138 404 000,00
SAVA	6 842 863 790,00	8 962 265 000,00
SOFIA	6 582 890 000,00	13 872 170 000,00
VAKINANKARATRA	7 651 879 200,00	13 533 957 000,00
VATOVAVY FITOVINANY	7 769 164 000,00	14 843 840 000,00
TOTAL GENERAL	621 510 449 228,00	280 382 481 000,00

Source : DGB

Le graphe suivant montre l'évolution des volumes de crédits des ex chefs-lieux de province.

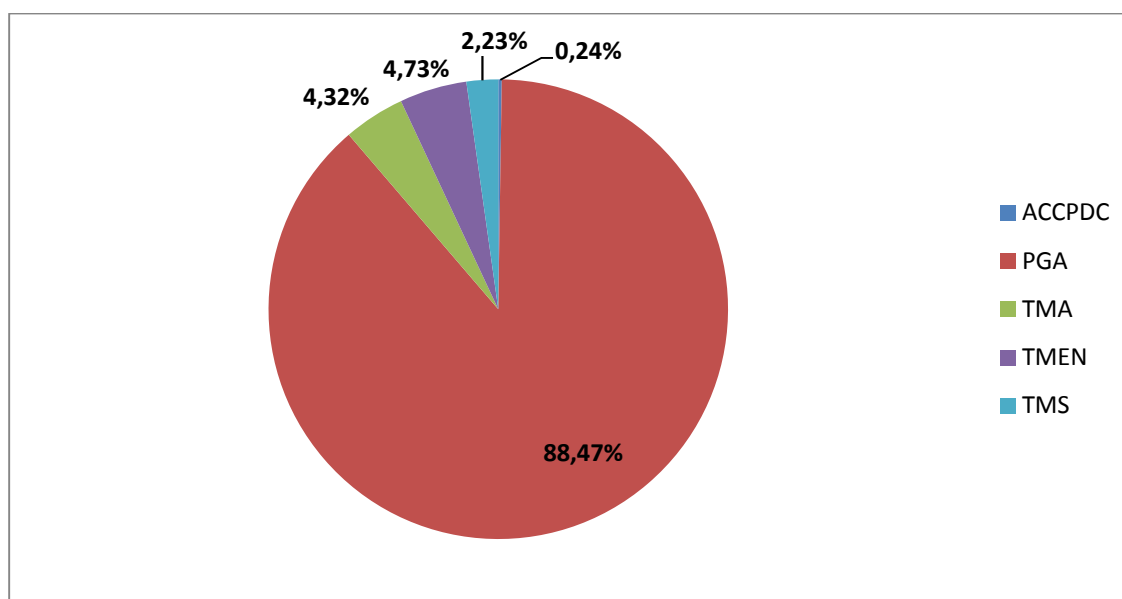
Graphique n° 10: Comparaison des montants des crédits alloués 2015 et 2016 pour les ex chefs-lieux de province



Source : DGB

Pour les postes comptables centraux (PGA, ACCPDC et Trésoreries Ministérielles), leurs enveloppes globales sont traduites par une hausse de 55% par rapport à l'exercice précédent, avec un montant de 6 842 milliards d'Ariary. L'ACCPDC et la PGA enregistrent chacun une progression de 74% et de 58% tandis que les trésoreries ministérielles oscillent entre 23% et 35%. De surcroît, le poids de la PGA dans la part de l'ensemble est important puisque 88,4% des crédits lui sont attribués. Les autres postes ne représentent qu'une part infime de la totalité, voire même négligeable, comme le poste ACCPDC dont leur proportion est seulement de 0,24%. Le graphique suivant montre la part de chaque poste comptable en 2016.

Graphique n° 11: Part des postes comptables centraux en 2016



Source : DGB

Au niveau des réalisations, sur les 280 milliards d'Ariary de crédits alloués aux Régions et à la CIRFIN Nosy Be, 212 milliards d'Ariary ont été consommés, soit un taux d'exécution de 75,84%. Quatorze (14) Régions ont atteint la barre des 90% avec un pic de 98,02 % réalisé par la Région Analamanga. Deux (02) Régions à savoir Atsimo Andrefana et Menabe n'ont pu franchir la moyenne espérée avec un pourcentage global de 45%.

Le tableau suivant résume l'exécution des dépenses des Régions.

Tableau n° 66: Situation des dépenses du BGE par Région

REGIONS	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION (%)
ALAOTRA MANGORO	13 685 502 000,00	9 042 130 658,80	66,07
AMORONI MANIA	7 538 933 000,00	7 053 019 563,57	93,55
ANALAMANGA	20 215 269 000,00	19 814 164 203,89	98,02
ANALANJIROFO	11 448 957 000,00	10 558 168 364,68	92,22
ANDROY	6 247 702 000,00	6 111 088 718,83	97,81
ANOSY	7 055 328 000,00	6 607 430 933,80	93,65

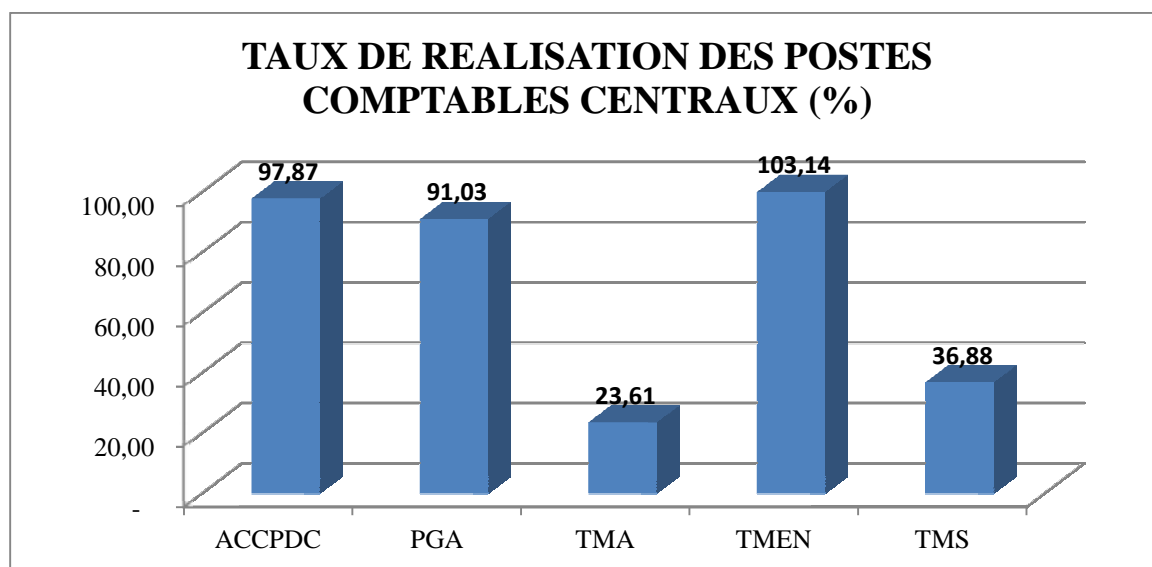
REGIONS	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION (%)
ATSIMO ANDREFANA	66 173 247 000,00	29 646 827 443,80	44,80
ATSIMO ATSIANANA	8 530 258 000,00	8 175 469 375,20	95,84
ATSIANANA	13 538 367 000,00	12 528 534 572,46	92,54
BETSIBOKA	3 755 435 000,00	3 244 267 217,01	86,39
BOENY	9 658 346 000,00	7 719 448 535,23	79,93
BONGOLAVA	5 650 772 000,00	3 536 555 446,95	62,59
DIANA	8 640 152 000,00	7 962 266 381,43	92,15
HAUTE MATSIATRA	12 377 474 000,00	11 520 324 555,57	93,07
IHOROMBE	3 794 024 000,00	3 473 274 620,62	91,55
ITASY	7 288 955 000,00	5 910 587 106,04	81,09
MELAKY	3 973 264 000,00	3 463 804 757,35	87,18
MENABE	18 459 860 000,00	8 103 888 763,30	43,90
CIRFIN NOSY BE	1 138 404 000,00	1 074 913 577,20	94,42
SAVA	8 962 265 000,00	8 219 545 224,57	91,71
SOFIA	13 872 170 000,00	12 425 234 373,14	89,57
VAKINANKARATRA	13 533 957 000,00	12 355 870 839,46	91,30
VATOVAVY FITOVINANY	14 843 840 000,00	14 091 164 789,15	94,93
TOTAL GENERAL	280 382 481 000,00	212 637 980 022,05	75,84

Source : BCSE 2016

Concernant les postes comptables centraux, leur réalisation est de 5 987 milliards d'Ariary avec un taux se situant à 87,5% sur un crédit total de 6 842 milliards d'Ariary. Ce résultat est obtenu grâce surtout à une meilleure absorption de crédits au niveau de trois (03) postes comptables en l'occurrence la TMEN où le taux d'exécution est de 103,14%. Notons que malgré une abondance de crédits pour les deux (02) autres Trésoreries ministérielles, les dépenses effectuées sont faibles avec respectivement de 23% et 36% pour la TMA et la TMS.

Le diagramme suivant détaille les réalisations pour chaque type de poste.

Graphique n° 12: Taux de réalisation des postes comptables centraux en 2016



Source : BCSE 2016

Comme l'indique le tableau ci-après, 92% des dépenses effectuées par les postes comptables centraux sont prises en charge par la PGA. Les Trésoreries ministérielles ne représentent que 7,6% de l'ensemble, et malgré une réalisation à hauteur de 97%, la proportion des ACCPDC dans la part globale est de 0,24%.

Tableau n° 67: Part de dépenses des postes comptables centraux en 2016

En Ariary

POSTES COMPTABLES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	Part sur les dépenses totales (%)
ACCPDC	16 673 815 000,00	16 318 042 165,93	0,27
PGA	6 054 235 514 000,00	5 511 255 096 894,77	92,05
TMA	295 759 096 000,00	69 828 634 380,29	1,17
TMEN	323 437 032 000,00	333 598 271 235,02	5,57
TMS	152 827 641 000,00	56 369 779 819,74	0,94
TOTAL GENERAL	6 842 933 098 000,00	5 987 369 824 495,75	100,00

Source : BCSE 2016

vi. Dépenses du BGE par programme

Parmi les quatre-vingt-treize (93) programmes regroupés du BGE, quatre (04) programmes se distinguent des autres en réalisant des dépenses supérieures aux crédits modifiés. Un point d'honneur est à mettre à l'actif du programme 207 : « Aménagement et équipement des villes » du Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement dont le taux d'exécution atteint 132%. Ces excédents de consommation ont été surtout constatés au niveau des lignes budgétaires PIP, convention 268 et financées sur fonds d'emprunt de la Direction Administrative et Financière (DAF) dudit Ministère. En outre, cinquante-huit (58) programmes sont réalisés à plus de 75% dont quarante-six (46) se situent au-delà de 90%. Les performances moyennes dont la fourchette de réalisation est comprise entre 50% et 70% concernent onze (11) programmes, tandis que vingt (20) programmes figurent dans la catégorie des faibles exécutions. Dans ce dernier cas, il est utile de faire remarquer que le programme 806 : « Etudes et Education en matière de la Population » de la Direction Générale de la Population (SOA : 00-76-0-200-00000) du Ministère de la Population n'est réalisé qu'à hauteur de 1,24%. Effectivement, sur un total de crédits de 1,4 milliards d'Ariary, seulement 17 millions d'Ariary sont ordonnancés. Il est constaté qu'aucune opération de dépenses d'investissement n'est enregistrée, or leurs volumes de crédits représentent 98,75% des crédits alloués au programme.

Le tableau suivant détaille les réalisations des programmes :

Tableau n° 68: Situation des réalisations des programmes du BGE 2016

En Ariary

LIBELLES PROGRAMMES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION (%)
Administration et coordination	3 577 520 000,00	3 357 269 975,60	93,84
Action Sociale	5 548 000 000,00	2 184 299 501,00	39,37
Action sociale et développement	4 653 704 000,00	4 394 530 943,84	94,43
Administration et Coordination	2 268 626 142 000,00	2 157 137 913 877,88	95,09
Administration judiciaire	12 193 970 000,00	8 241 252 780,45	67,58
Administration pénitentiaire	6 218 383 000,00	6 137 139 306,72	98,69
Administration Territoriale	27 117 785 000,00	26 693 412 630,08	98,44
Alphabétisation	914 563 000,00	867 657 900,00	94,87
Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat	723 307 000,00	456 267 688,60	63,08
Aménagement et équipement des villes	34 674 943 000,00	45 765 263 809,70	131,98
Appui aux Membres de l'Institution	7 546 380 000,00	7 117 718 602,00	94,32
Armée de l'Air	1 575 228 000,00	1 571 892 096,20	99,79
Armée de Terre	4 672 968 000,00	4 650 631 898,20	99,52
Commerce	10 975 100 000,00	710 014 390,00	6,47
Consommation	117 000 000,00	98 424 486,00	84,12
Coordination des relations avec les Institutions	28 700 000,00	28 699 500,00	100,00
Création	501 000 000,00	466 136 238,00	93,04
Développement de la pêche et des ressources halieutiques	7 474 658 000,00	2 306 270 701,01	30,85
Développement de la production animale	4 169 452 000,00	3 931 552 358,56	94,29
Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	36 112 755 000,00	37 353 886 211,00	103,44
Développement de l'Artisanat	1 062 976 000,00	1 013 545 539,00	95,35
Développement des Collectivités Décentralisées	59 469 092 000,00	45 277 712 091,43	76,14
Développement des infrastructures	66 758 467 000,00	28 983 793 913,55	43,42
Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	74 833 611 000,00	4 514 977 052,14	6,03
Développement des infrastructures Radio et Télévision	2 263 187 000,00	2 251 018 875,00	99,46
Développement des infrastructures routières	219 364 961 000,00	122 283 587 710,51	55,74
Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	965 311 000,00	930 104 563,00	96,35
Développement du contrôle et du suivi touristique	637 266 000,00	606 141 811,20	95,12
Développement du Reflexe Environnemental	577 500 000,00	27 311 374,00	4,73
Développement du secteur Minier	922 096 000,00	648 293 779,83	70,31
Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	140 710 000,00	129 831 020,00	92,27
Développement du tourisme	2 612 980 000,00	2 420 001 744,38	92,61
Développement météorologique	425 000 000,00	206 445 270,00	48,58
Développement rural	196 285 000,00	192 300 760,90	97,97
Diplomatie et Coopération	7 660 042 000,00	7 516 911 711,45	98,13
Domaine et sécurisation foncière	9 247 748 000,00	1 167 035 858,30	12,62
Douanes	6 715 838 000,00	2 114 838 920,18	31,49
Economie	3 324 120 000,00	2 926 922 148,56	88,05

LIBELLES PROGRAMMES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION (%)
Education Electorale et Communication	27 000 000,00	26 990 040,00	99,96
Enseignement fondamental 1er cycle	262 406 969 000,00	268 079 520 932,07	102,16
Enseignement fondamental 2ème cycle	14 639 041 000,00	13 614 022 950,96	93,00
Enseignement Secondaire	4 147 899 000,00	3 926 288 710,78	94,66
Enseignement Supérieur	6 658 676 000,00	6 390 238 032,20	95,97
Etudes et Education en matière de Population	1 443 000 000,00	17 918 000,00	1,24
Famille et Enfance	240 000 000,00	239 310 663,00	99,71
Formation	1 089 527 000,00	1 057 904 058,20	97,10
Formation Professionnelle et Technique	10 141 384 000,00	8 783 578 973,47	86,61
Fourniture de médicaments, consommables et autres produits	6 379 670 000,00	4 193 479 853,40	65,73
Fourniture de services de santé de base	52 631 061 000,00	15 588 779 923,19	29,62
Fourniture de services de santé hospitaliers	23 684 997 000,00	16 768 159 870,30	70,80
Genre et Développement	2 527 000 000,00	400 947 762,00	15,87
Gestion des Risques et des Catastrophes	70 756 997 000,00	13 783 692 624,80	19,48
Gestion du Budget	902 938 178 000,00	846 700 861 249,77	93,77
Gestion durable des ressources naturelles	65 897 895 000,00	2 978 101 084,48	4,52
Gestion Fiscale	6 242 155 000,00	5 782 028 529,60	92,63
Gouvernance responsable	27 296 242 000,00	25 650 803 038,20	93,97
Industrie	6 140 000 000,00	178 715 460,00	2,91
Infrastructure reliée	195 716 000,00	172 859 415,80	88,32
Intensification de lutte contre le travail des enfants	104 000 000,00	84 816 780,00	81,55
Intervention spéciale et/ou mixte	1 918 600 000,00	1 914 562 178,00	99,79
Jeunesse	1 944 940 000,00	874 414 297,00	44,96
Loisirs	18 888 000,00	18 871 550,00	99,91
Lutte contre les maladies	30 525 967 000,00	4 054 213 634,40	13,28
Manifestations culturelles	226 200 000,00	191 586 389,60	84,70
Marine Nationale	1 350 650 000,00	1 348 430 331,00	99,84
Média	727 724 000,00	695 420 916,80	95,56
Mise en Œuvre du Processus Electoral	142 784 000,00	130 790 568,00	91,60
Normalisation des équipements et infrastructures	6 988 950 000,00	6 966 596 930,91	99,68
Nutrition et Sécurité Alimentaire	64 613 817 000,00	35 815 612 780,82	55,43
Patrimoine	1 862 068 000,00	1 782 271 869,84	95,71
Petite enfance	3 773 242 000,00	3 632 783 253,00	96,28
Pilotage de la politique de défense	7 098 430 000,00	6 777 652 485,64	95,48
Planification	431 622 000,00	422 023 500,00	97,78
Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	54 075 000,00	54 063 400,00	99,98
Promotion de l'Amélioration de condition de vie de la Population	8 677 000 000,00	717 646 618,00	8,27
Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	964 456 000,00	844 178 554,00	87,53
Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux	48 872 000,00	32 670 519,00	66,85
Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	136 680 000,00	93 384 182,00	68,32
Recherche agricole	372 569 000,00	262 004 484,00	70,32
Recherche Scientifique	2 075 642 000,00	1 584 449 477,00	76,34
Réconciliation Nationale	184 751 000,00	182 749 240,00	98,92

LIBELLES PROGRAMMES	CREDITS FINAUX	DEPENSES	TAUX DE REALISATION (%)
Révolution verte et durable	279 974 136 000,00	71 857 563 507,28	25,67
Santé-Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	6 101 600 000,00	662 701 871,38	10,86
Sécurisation de la Mer et de ses Ressources	40 000 000,00	32 242 084,00	80,61
Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs	5 480 000,00	5 414 600,00	98,81
Sécurité et Ordres Publics	8 362 937 000,00	8 232 483 485,32	98,44
Sécurité publique	8 609 202 000,00	8 444 355 194,94	98,09
Solidarité nationale	1 061 501 000,00	1 033 226 688,92	97,34
Sports	1 720 675 000,00	1 694 072 946,26	98,45
Survie et développement de la mère et de l'enfant	18 564 556 000,00	9 756 316 780,20	52,55
Transports Maritime, Fluvial et Aérien	3 751 842 000,00	3 115 314 381,85	83,03
Transports Routier et Ferroviaire	11 292 274 000,00	8 763 478 708,28	77,61
Trésor	2 289 507 294 000,00	2 246 914 230 119,86	98,14
TOTAL GENERAL	7 123 315 579 000,00	6 200 007 804 517,79	87,04

Source : DGB

vii. Situation des dépassements du BGE

A la fin de l'exercice 2016, des dépassements de crédits d'un montant de 245,35 milliards d'Ariary ont été constatés, dont 1,22 millions d'Ariary à caractère limitatif et 245,34 milliards d'Ariary à caractère évaluatif.

Concernant les crédits à caractère limitatifs, des excédents de dépenses ont été enregistrés au niveau du Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage (Direction du Génie Rural) d'un montant de 262 000,00 Ariary et du Ministère des Finances et du Budget (Centre Informatique Régional Atsimo Andrefana) d'un montant de 960 000,00 Ariary.

Quant aux dépassements sur les crédits à caractère évaluatifs, ils ont été constatés auprès de dix (10) départements, à savoir la Présidence de la République, le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le Ministère des Travaux Publics, le Ministère auprès de la Présidence chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement, le Ministère de la Santé Publique et enfin le Ministère de l'Education Nationale.

La situation des dépassements de crédits est résumée dans le tableau suivant :

Tableau n° 69 : Situation des dépassements de crédits 2016

					En Ariary
MINISTERE/ORDSEC/SOA	Compte	Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Disponibles
Crédit à caractère limitatif (1)					
MPAE-CENTRALE ORDSEC : 00-410-P-00000 SOA : 00-41-0-740- 00000 DIRECTION DU GENIE RURAL (DGR)	23174	0,00	47 116 000,00	47 378 000,00	-262 000,00
MFB-TOLIARY ORDSEC :00-22D-E-60101 SOA : 00-23-2-263-60101 CENTRE INFORMATIQUE REGIONAL ATSIMO ANDREFANA	6131	12 000 000,00	3 000 000,00	3 960 000,00	-960 000,00
Sous Total (1)		12 000 000,00	50 116 000,00	51 338 000,00	-1 222 000,00
Crédit à caractère évaluatif (2)					
Sous Total (2)		102 003 386 000,00	121 867 437 000,00	367 211 562 265,73	-245 344 125 265,73
TOTAL		102 015 386 000,00	121 917 553 000,00	367 262 900 265,73	-245 345 347 265,73

Source : DGB

2. BUDGETS ANNEXES

a. Imprimerie Nationale (IN)

i. Recettes de l'Imprimerie Nationale

Au cours de l'année 2016, les recettes et les dépenses du BA de l'IN se sont équilibrées à 18,52 milliards d'Ariary en LFI et à 19,98 milliards d'Ariary en LFR. Les deux principales recettes de l'IN sont constituées, d'une part, des produits finis (6,75 milliards d'Ariary) et d'autre part, des travaux facturés à des tiers (0,52 milliard d'Ariary). Les situations des recettes du BA de l'IN sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau n° 70 : Recettes de l'IN

					En Ariary
Compte	Nomenclature	Prévision Initiale	Prévision Finale	Droits constatés	Recouvrement effectué
1061	Réserves des budgets annexes	0,00	0,00	6 000 000 000,00	6 000 000 000,00
7721	Prestation de service	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00
7722	Produits finis	6 195 300 000,00	6 955 300 000,00	11 651 999 389,63	6 749 502 358,80
7725	Travaux	6 471 000 000,00	7 171 000 000,00	2 150 885 057,74	516 719 380,80
7726	Marchandises	110 000 000,00	110 000 000,00	0,00	0,00
7728	Autres produits des activités de service	200 000 000,00	200 000 000,00	0,00	0,00
7781	Annulation des mandats	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00

Compte	Nomenclature	Prévision Initiale	Prévision Finale	Droits constatés	Recouvrement effectué
7783	Excédent Budgets Annexes	5 093 000 000,00	5 093 000 000,00	1 169 001 007,60	1 169 001 007,60
7788	Autres produits occasionnels	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00
1426	Matériel et outillage	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00
1427	Matériel de transport	250 000 000,00	250 000 000,00	0,00	0,00
TOTAL		18 519 500 000,00	19 979 500 000,00	20 971 885 454,97	14 435 222 747,20

Source : Compte administratif de l'Imprimerie Nationale 2016

ii. Dépenses de l'IN

Les ressources de l'IN ont été mobilisées pour un montant 14,45 milliards d'Ariary, représentant 72,25% de la prévision. Par contre, le niveau de consommation des crédits s'est établi à 63,20%, soit l'équivalent de 12,63 milliards d'Ariary. Les dépenses réellement effectuées sont détaillées comme suit :

Tableau n° 71 : Situation de dépenses de l'IN

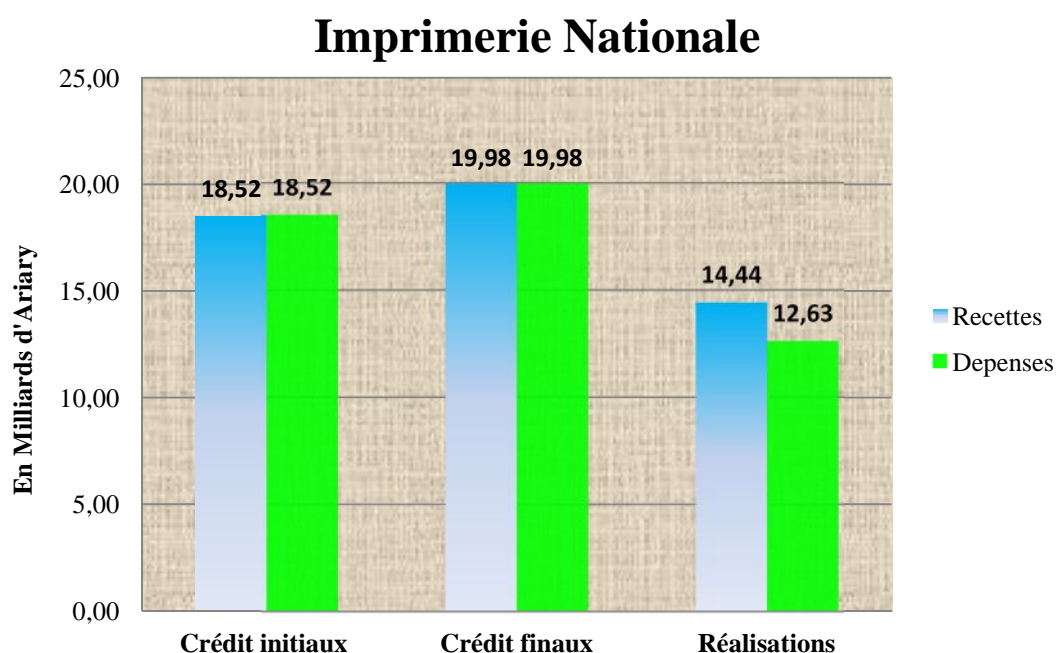
					En Ariary
Chap.	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immobilisations incorporelles en cours	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	100 000 000,00
24	Immobilisations corporelles en cours	4 970 000 000,00	4 970 000 000,00	1 169 001 007,60	3 800 998 992,40
28	Amortissement des immobilisations	23 000 000,00	23 000 000,00	0,00	23 000 000,00
60	Charges de personnel	5 980 000 000,00	5 980 000 000,00	4 222 018 732,00	1 757 981 268,00
61	Achats de biens	4 544 500 000,00	6 004 500 000,00	5 505 075 795,40	499 424 204,60
62	Achats de services et charges permanentes	1 846 000 000,00	2 546 000 000,00	1 605 811 562,00	940 188 438,00
63	Dépenses d'intervention	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
64	Impôts et taxes	930 000 000,00	230 000 000,00	51 239 940,60	178 760 059,40
65	Transferts et subventions	111 000 000,00	111 000 000,00	74 242 299,60	36 757 700,40
67	Charges diverses	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
Total général		18 519 500 000,00	19 979 500 000,00	12 627 389 337,20	7 352 110 662,80

Source : Compte administratif de l'IN 2016

Passant de 7,50 milliards d'Ariary en 2015 à 12,63 milliards d'Ariary en 2016, les dépenses de l'IN ont connu une hausse de 5,13 milliards d'Ariary par rapport à l'année dernière. La majorité des dépenses a été utilisée pour faire face à l'achat de biens (43,60%) et aux charges du personnel (33,30%). Les dépenses sur investissements ont diminué : si elles se chiffraient à 5,80 millions d'Ariary en 2015, elles n'ont atteint que 1,17 millions d'Ariary en 2016.

Le graphe ci-dessous synthétise la situation de l'exécution budgétaire de l'IN. Il fait ressortir un excédent évalué à 1,81 milliards d'Ariary.

Graphique n° 13: Situation budgétaire de l'IN



Source : Compte administratif de l'Imprimerie Nationale 2016

b. Postes et Télécommunications

Pour l'exercice 2016, les crédits ouverts répartis aux PTNT se sont élevés à 9 milliards d'Ariary aussi bien en LFI qu'en LFR. Ils ont été essentiellement destinés à assurer le fonctionnement de ces budgets annexes.

i. Recettes des Postes et des Télécommunications

Les ressources des Postes et Télécommunications ont été mobilisées pour un montant de 9,80 milliards d'Ariary, représentant 108,92% de la prévision. Ces ressources sont représentées dans le tableau suivant:

Tableau n° 72: Recettes des Postes et des Télécommunications

En Ariary					
Comptes	Nomenclature	Prévision Initiale LFI 2016	Prévision LFR 2016	Droits constatés	Recouvrements effectués
7718	Autres redevances	200 000 000,00	200 000 000,00	7 369 292 114,52	7 369 292 114,52
7783	Excédents budgets annexes	8 800 000 000,00	8 800 000 000,00	2 433 387 463,16	2 433 387 463,16
Total		9 000 000000,00	9 000 000 000,00	9 802 679 577,68	9 802 679 577,68

Source : Compte administratif des postes et télécommunications 2016

ii. Dépenses des Postes et des Télécommunications

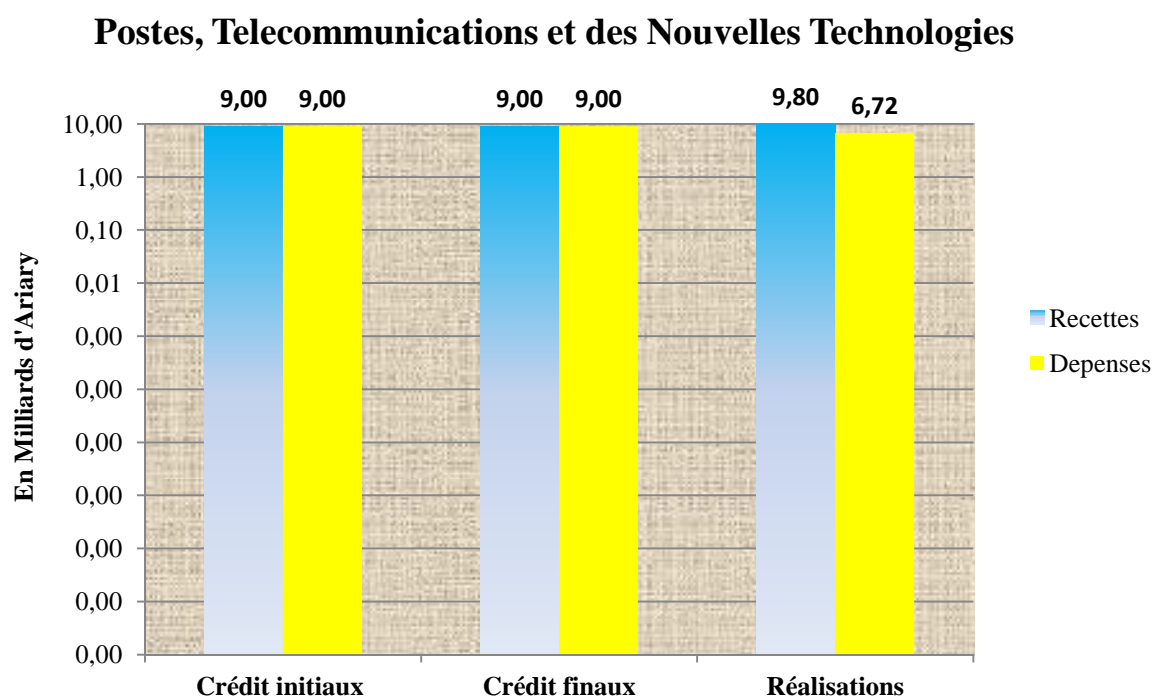
Tableau n° 73: Dépenses des Postes et des Télécommunications

En Ariary					
Chap.	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits définitifs	Réalisations	Ecart
23	Immobilisations incorporelles en cours	140 000 000,00	25 000 000,00	24 930 000,00	70 000,00
24	Immobilisations corporelles en cours	1 129 900 000,00	999 500 000,00	805 734 073,00	193 765 927,00
60	Charges de personnel	2 951 000 000,00	2 883 003 000,00	1 774 451 814,20	1 108 551 185,80
61	Achats de biens	1 332 263 000,00	1 454 133 000,00	1 410 612 568,20	43 520 431,80
62	Achats de services et charges permanentes	3 005 837 000,00	3 233 334 000,00	2 461 325 967,02	772 008 032,98
64	Impôts et taxes	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
65	Transferts et subventions	422 000 000,00	396 030 000,00	244 606 711,00	151 423 289,00
67	Charges diverses	16 000 000,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00
Total		9 000 000 000,00	9 000 000 000,00	6 721 661 133,42	2 278 338 866,58

Source : Compte Administratif du Budget Annexe des Postes et Télécommunications 2016

L'année 2016 pour le BA des Postes et Télécommunications a été aussi marquée par une baisse des investissements, en passant de 8,31 milliards d'Ariary contre 2,82 milliards d'Ariary en 2015.

Graphique n° 14: Situation budgétaire des Postes et Télécommunications



Source : Compte Administratif du Budget Annexe des Postes et Télécommunications 2016

c. Récapitulation des situations des Budgets Annexes

Tableau n° 74: Récapitulation des situations des Budgets Annexes

En Ariary

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS PRIMITIVES 2016	PREVISIONS RECTIFIEES 2016	RECETTES	%	DEPENSES DE FONCTIONN.	DEPENSES D'INVESTISSEM.	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	%	EXCEDENT DES RECETTES	EXCEDENT DES DEPENSES
Imprimerie Nationale	18 519 500 000,00	19 979 500 000,00	14 435 222 747,20	72,25	11 458 388 329,60	1 169 001 007,60	12 627 389 337,20	63,20	1.807.833.410,00	-
Postes et Télécommunications	9 000 000 000,00	9 000 000 000,00	9 802 679 577,68	108,92	5 890 997 060,42	830 664 073,00	6 721 661 133,42	74,68	3.081.018.444,42	-
TOTAL	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	24 237 902324,88	83,64	17 349 385 390,02	1 999 665 080,60	19 349 050 470,62	66,77	4 888 851 854,26	-

Source : Comptes Administratifs des Budgets Annexes de l'Imprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications

Il ressort de ce tableau que 83,64% des recettes prévues par les BA ont été recouvrées, soit un montant de 24,24 milliards d'Ariary, sur une prévision de 28,98 milliards d'Ariary. Pour les dépenses, seuls 66,77% des crédits ont été consommés, avec un montant de 19,35 milliards d'Ariary. Les résultats ont ainsi dégagé un solde excédentaire d'une somme de 4,89 milliards d'Ariary, en hausse par rapport à l'année dernière.

3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR

Comme pour les exercices antérieurs, les opérations budgétaires des CPT sont marquées par une faiblesse des recettes avec un déficit record de 911 milliards d'Ariary pour l'année 2016. Sur une prévision de 721 milliards d'Ariary, un recouvrement de 391 milliards d'Ariary a été effectué, soit un taux de réalisation de 54,26%. Par rapport à 2015, les prévisions finales ont été rehaussées de 5,45% malgré une révision à la baisse des estimations des comptes d'affectation spéciale. Les recettes des CPT sont constituées en majeure partie par les comptes de prêts et les comptes de commerce dont les taux de réalisation ont été respectivement de 42,63% et de 61,01 %. Pour les comptes d'affectation spéciale, aucune opération n'a été enregistrée malgré une prévision de 26 milliards d'Ariary.

Tableau n° 75: Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor

Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	(En Ariary)
			Réalisations
RECETTES	561 451 857 000,00	721 648 857 000,00	391 593 000 753,10
Compte de prêt	5 765 796 000,00	175 765 796 000,00	74 926 092 300,57
Compte de participation	0,00	0,00	
Compte de commerce	528 865 797 000,00	519 062 797 000,00	316 666 908 452,53
Compte d'affectation spéciale	26 820 264 000,00	26 820 264 000,00	
Droits de souscription aux organismes internationaux			
Avances accordées			
Compte d'avance	0,00	0,00	
DEPENSES	902 510 836 000,00	1 545 359 231 000,00	1 303 131 122 963,65
Compte de prêt (Autres Emprunts Publics)	77916410000,00	19924 000,00	
Compte de prêt	12600000 000,00	19600000000,00	19 600 000 000,00
Compte de participation	256 308 365 000,00	979 856 246 000,00	807 468 714 302,97
Compte de commerce	528 865 797 000,00	519 062 797 000,00	476 062 408 660,68
Compte d'affectation spéciale	26 820 264 000,00	26 820 264 000,00	
Compte d'avance	0,00	0,00	
Excédents des dépenses sur les recettes			-911 538 122 210,55

Source: CGAF 2016

Concernant l'exécution des dépenses, leur taux global est de 84% avec une réalisation à 100% pour les comptes de prêts. Le taux de consommation moyen des comptes de participation et des comptes de commerce est de 85,63%. Il est constaté que les crédits alloués aux comptes de participation ont connu une hausse significative de 259%.

4. FONDS DE CONTRE – VALEURS (FCV)

Les opérations sur les FCV de l'année 2016 ont toutes été effectuées au niveau des recettes. Sur une prévision de 332 millions d'Ariary, 1 631 millions d'Ariary ont été réalisées. Ces recettes sont essentiellement composées des aides sur FCV, ce qui représente un taux avoisinant les 492%. Cette performance est le fruit du recouvrement des Dons Hors Projet Japonais.

Par rapport à l'année 2015, les réalisations ont quintuplé passant de 302 millions d'Ariary à 1,6 milliards d'Ariary. Le graphique ci-dessous montre qu'entre 2012 et 2014, les recettes ont connu une augmentation croissante avant de connaître un fléchissement en 2015.

Tableau n° 76 : Situation de l'exécution des FCV 2016

En Ariary

Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	(%)
Recettes	332 160 000,00	332 160 000,00	1 631 117 076,38	491,06
Aide sur fonds de contre-valeur	332 160 000,00	332 160 000,00	1 631 117 076,38	
Dépenses	0,00	0,00	0,00	
Fonctionnements	0,00	0,00	0,00	
Excédant sur FCV			1 631 117 076,38	

Source : ACCFCV

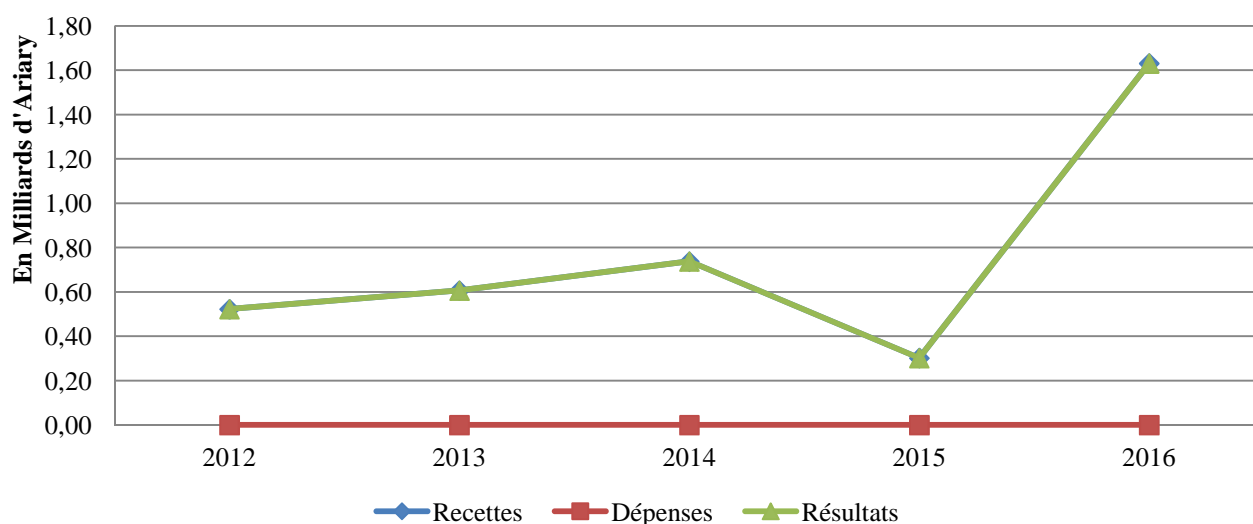
Tableau n° 77 : Evolution des FCV durant les cinq dernières années

En Ariary

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes (1)	522 671 979,00	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38
Dépenses (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultats (1 - 2)	522 671 979,00	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38

Sources : LR 2015, CGAF 2016

Graphique n° 15 : Evolution de l'exécution des recettes, des dépenses et des soldes des FCV



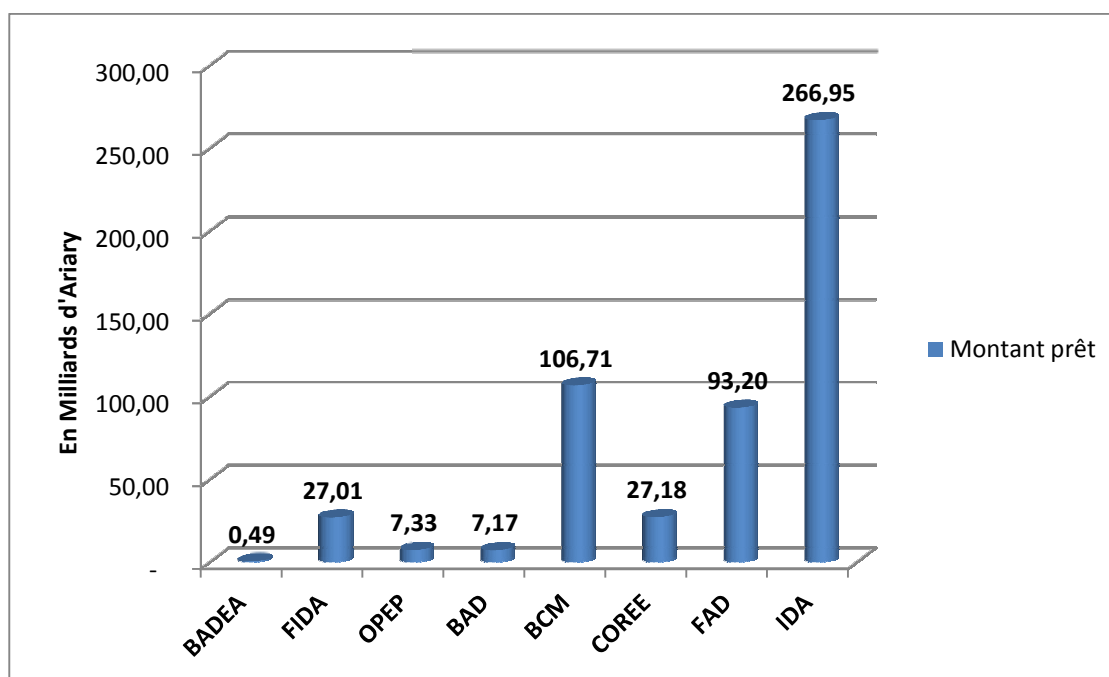
Sources : LR 2015, CGAF 2016

5. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)

Les réalisations des recettes des OCDP en 2016 ont connu une hausse de 20,29 % par rapport à l'année antérieure avec un montant de 1 623 milliards d'Ariary, suite à une augmentation significative des recettes sur les dettes intérieures passant de 626 milliards d'Ariary à 1 087 milliards d'Ariary en 2016. A la lecture du CGAF, la plus grande part des recettes intérieures provient des bons du trésor pour un montant de 864 milliards d'Ariary. Concernant les dettes extérieures, une baisse des réalisations de 34,88% a été constatée, soit un total de 536 milliards d'Ariary. L'Etat malgache a consenti principalement des prêts auprès de huit (08) bailleurs de fonds. Il s'agit des organismes internationaux ou pays suivants : la BADEA, la FIDA, l'OPEP, la BAD, la BCM, la Corée, le FAD, l'IDA. L'essentiel des prêts en 2016 provient de l'IDA avec 266 milliards d'Ariary représentant 49,8% de l'ensemble. La BCM arrive en seconde position en finançant le gouvernement malgache à travers le projet FEC d'un montant de 106 milliards d'Ariary. Pour la FAD, les prêts accordés s'élèvent à 93 milliards d'Ariary répartis en majorité entre le Programme Aménagement Infrastructure Routière (PAIR) et le Programme d'Appui Réformes de la Gestion Economique (PARGE) avec respectivement des montants de 21 milliards d'Ariary et 52 milliards d'Ariary. Sur onze (11) pays créanciers de Madagascar, seule la Corée a opéré un tirage en 2016 avec un prêt s'élevant à 27 milliards d'Ariary.

Le graphe suivant donne la répartition des recettes des dettes extérieures malgaches.

Graphique n° 16: Répartition des recettes des dettes extérieures malgaches en 2016

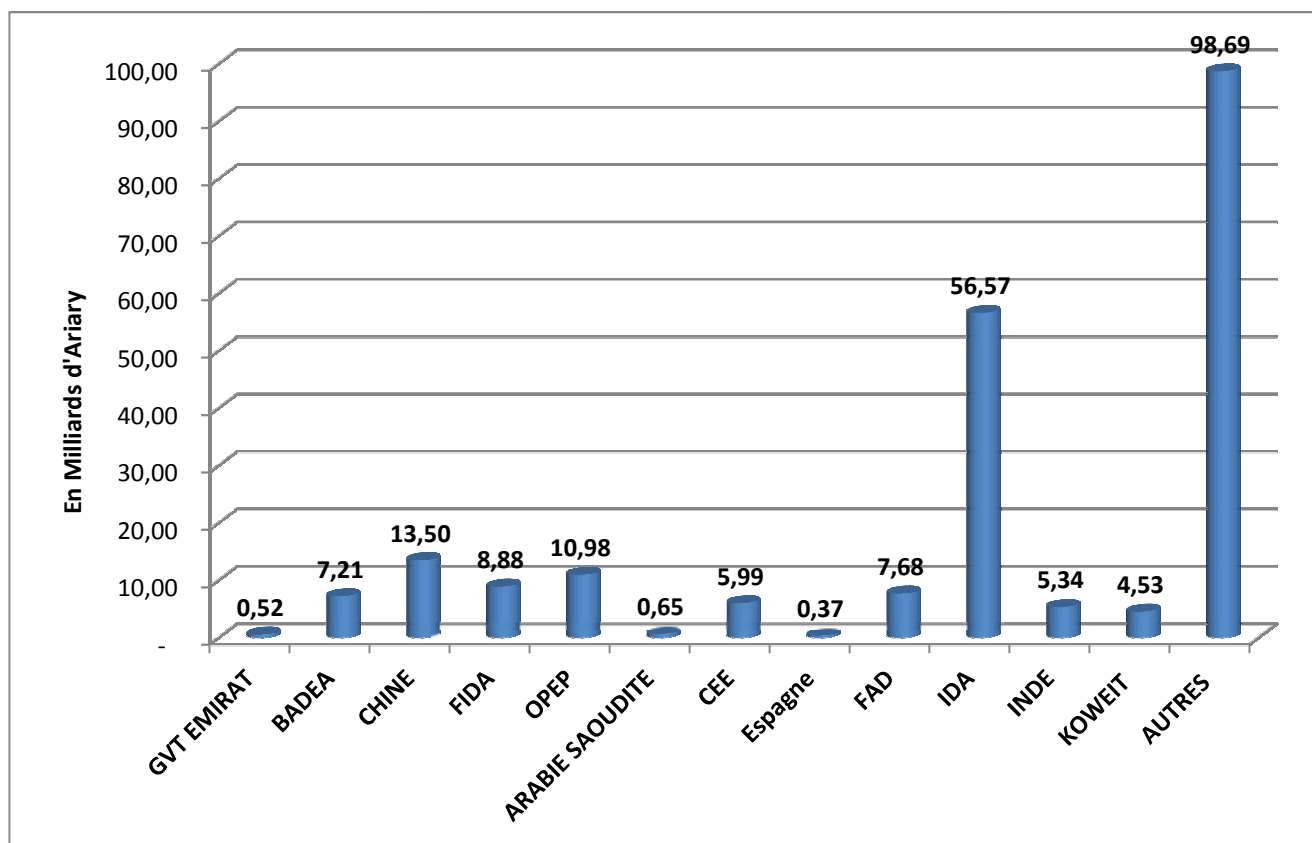


Source : CGAF 2016

Au niveau des dépenses, si les montants de remboursement effectués par l'Etat malgache étaient de 128 milliards d'Ariary en 2015, ils ont été de 341 milliards d'Ariary en 2016, soit une hausse considérable de 166%. Effectivement, l'Etat a privilégié d'honorer ses engagements extérieurs avec 97,4% de réalisation. Pour les dettes intérieures, seulement 120 milliards d'Ariary sur les 2 475 milliards d'Ariary prévus ont pu être

apurés, se traduisant par 4,85% d'exécution. Elles sont composées essentiellement des bons du Trésor FIHARY d'une valeur de 71,6 milliards d'Ariary. Concernant les emprunts extérieurs, la rubrique « Autres » comprenant des protocoles d'accord avec les pays tels que l'Angola, Irak, Lybie, Russie constitue la moitié des dépenses avec un montant de 98,6 milliards d'Ariary. Le remboursement des emprunts de l'IDA a été effectué à hauteur de 56,5 milliards d'Ariary. La figure ci-dessous montre la structure des dépenses extérieures des OCDP en 2016.

Graphique n° 17: Répartition des dépenses des dettes extérieures malgaches en 2016



Source : CGAF 2016

Les réalisations globales des OCDP en 2016 sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau n° 78: Situation des OCDP 2016

En Ariary

Rubriques	RECETTES			DEPENSES		
	LFI	LFR	Réalisations	LFI	LFR	Dépenses
Dettes intérieures	2 345 599 659 000,00	3 635 365 400 000,00	1 087 036 949 382,49	2 035 330 000 000,00	2 475 059 238 000,00	120 523 892 041,94
Dettes extérieures	1 234 752 943 000,00	2 957 384 415 000,00	536 035 850 697,30	254 699 010 000,00	226 730 000 000,00	220 908 379 787,47
Disponibilité Mobilisable	63 115 491 000,00	0,00	0,00	0,00	82 344 370 000,00	0,00
Total	3 643 468 093 000,00	6 592 749 815 000,00	1 623 072 800 079,79	2 290 029 010 000,00	2 784 133 608 000,00	341 432 271 829,41
Excédent des recettes						1 281 640 528 250,38

Source : CGAF 2016

D. RECAPITULATION GENERALE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2016

Tableau n° 79 : Récapitulation générale de l'exécution des Lois de Finances 2016

En Ariary

En Ariary	RECETTES					DEPENSES				
	Prévisions Initiales	Prévisions Finales	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)	Crédits Initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)
CADRE I	4 173 124 370 000,00	4 138 077 586 000,00	3 859 402 819 795,39	65,41%	93,27%	5 185 836 634 000,00	7 123 315 579 000,00	6 200 007 804 517,80	67,79%	87,04%
CADRE II	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	24 237 902 324,88	0,41%	83,64%	27 519 500 000,00	28 979 500 000,00	19 349 050 470 ,62	0,25%	66,77%
CADRE III	561 451 857 000,00	726 448 857 000,00	391 593 000 753,10	6,64%	53,91%	902 510 836 000,00	1 550 159 231 000,00	1 303 131 122 963,65	14,25%	84,06%
CADRE IV	332 160 000,00	332 160 000,00	1 631 117 076,38	0,03%	491,06%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00%
CADRE V	3 643 468 093 000,00	6 592 749 815 000,00	1 623 072 800 079,79	27,51%	24,62%	2 290 029 010 000,00	2 784 133 608 000,00	341 432 271 829,41	17,75%	58,30%
TOTAL	8 405 895 980 000,00	11 486 587 918 000,00	5 899 937 640 029,54	100,00%	51,36%	8 405 895 980 000,00	11 486 587 918 000,00	7 863 920 249 781,48	100,00%	79,62%

Source : DGB (1) Taux de réalisations par rapport aux réalisations totales (2) Taux de réalisations par rapport aux prévisions finales

E. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES CINQ (05) DERNIERES ANNEES

Tableau n° 80: Evolution des soldes de la Loi de Règlement des cinq (05) dernières années

En Ariary

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes définitives	3 251 308 792 500,45	2 888 647 393 579,73	3 789 917 609 595,77	4 955 791 892 428,96	5 899 937 640 029,54
Situation par rapport à l'année précédente (%)	24,11	-11,15	31,20	30,76	19,05
Dépenses définitives	3 770 775 878 355,88	2 931 506 005 779,47	3 888 155 712 499,26	4 875 496 131 156,24	7 863 920 249 781,48
Situation par rapport à l'année précédente (%)	47,64	-22,26	32,63	25,39	61,30
Solde	-519 467 085 855,43	42 858 612 199,74	-98 238 102 903,49	80 295 761 272,72	-1 963 982 609 751,94
Situation par rapport à l'année précédente (%)	-8,90	-91,75	129,21	-181,74	- 2 545,94

Source : DGB

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2016

ANALYSE DES ARTICLES

Le présent Projet de Loi de Règlement comprend dix (10) articles.

Les articles 1 à 5 sont consacrés à l'énumération des réalisations et des résultats obtenus par les cinq (05) cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des Lois de Finances 2016, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget Général ;
- 2- Opérations des Budgets Annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor ;
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre-Valeur et assimilés ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 6 constate les dépassements sur les crédits évaluatifs et limitatifs au titre de la gestion 2016.

L'article 7 établit le compte des résultats de l'année budgétaire 2016 conformément à l'article 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, tandis que l'article 8 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor les résultats déficitaires, soit **1 963 982 609 751,94 Ariary**. Enfin, au présent projet de Loi de Règlement est annexé le rapport de la Cour des Comptes portant examen de l'exécution des Lois de finances pour 2016, la déclaration générale de conformité des comptes des ordonnateurs et des comptables, et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2016.

Tel est, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, Madame et Monsieur les Secrétaires d'Etat, l'objet du présent projet de Loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos hautes considérations.

Antananarivo, le

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

ANDRIAMBOLOLONA Vonintsalama S.



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PROJET DE LOI N° du

Portant Loi de Règlement pour 2016

Le Parlement a adopté en leur séance en date du

Le Président de la République,

- Vu la Constitution,
- Vu la Décision n° -HCC/D du

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont constatées, les opérations du Budget Général de l'Etat, pour l'année 2016 qui s'élèvent à la somme de **3 859 402 819 795,39 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **6 200 007 804 517,80 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **2 340 604 984 722,41 Ariary**.

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2016 qui s'élèvent, en recettes à **24 237 902 324,88 Ariary** et en dépenses à la somme de **19 349 050 470,62 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **4888 851 854,26 Ariary** à savoir :

a- pour l'Imprimerie Nationale, en recettes à **14 435 222 747,20 Ariary** et en dépenses à **12 627 389 337,20 Ariary**, soit un excédent de recettes de **1 807 833 410,00 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- pour les Postes et Télécommunications, en recettes à **9 802 679 577,68 Ariary** et en dépenses à **6 721 661 133,42 Ariary**, soit un excédent de recettes de **3 081 018 444,26 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2016 qui s'élèvent respectivement en recettes à **391 593 000 753,10 Ariary** et en dépenses à **1 303 131 122 963,65 Ariary**, soit un solde débiteur de **911 538 122 210,55 Ariary**.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contre-Valeur qui s'élèvent respectivement en recettes à **1 631 117 076,38 Ariary** et en dépenses à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **1 631 117 076,38 Ariary**.

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à **1 623 072 800 079,79 Ariary** et en dépenses à **341 432 271 829,41 Ariary**, soit un solde créditeur de **1 281 640 528 250,38 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatés et approuvés les dépassements sur les crédits évaluatifs d'un montant de **245 344 125 265,73 Ariary** ;

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Sont constatés les dépassements sur les crédits limitatifs d'un montant de **1 222 000,00 Ariary**.

Article 7 :

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2016 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **2 340 604 984 722,41 Ariary**.
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **4 888 851 854,26 Ariary**.
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor, soit de **911 538 122 210,55 Ariary**.
- 4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contre-Valeur soit **1 631 117 076,38 Ariary**.
- 5- la variation nette du solde créditeur des comptes d'emprunts, soit **1 281 640 528 250,38 Ariary**.

Article 8 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **1 963 982 609 751,94 Ariary**, montant des résultats déficitaires de l'année 2016.

Article 9 :

Sont approuvés les documents annexés à la présente Loi.

Article 10:

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le

RAJAONARIMAMPIANINA Hery Martial R.

Vu pour être annexé au Décret n° du

**Par Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement,**

MAHAFALY Solonandrasana Olivier